LE JOURNALISME RADIOPHONIQUE À RADIO-CANADA DANS L'OUEST : DESSERVIR SA COMMUNAUTÉ

Existe-t-il une pratique distincte entre les provinces en milieu minoritaire ?

par
Patricia Chagnon

Mémoire soumis à la Faculté des Études Supérieures
DE L'UNIVERSITÉ DU MANITOBA

Dans le cadre de la
MAÎTRISE ÈS ARTS EN ÉTUDES CANADIENNES
Collège Universitaire de Saint-Boniface
Winnipeg, Manitoba

(c) 2009 par Patricia Chagnon

THE UNIVERSITY OF MANITOBA

FACULTY OF GRADUATE STUDIES
*****
COPYRIGHT PERMISSION

LE JOURNALISME RADIOPHONIQUE À RADIO-CANADA DANS L'OUEST: DESSERVIR SA COMMUNAUTÉ

Existe-t-il une pratique distincte entre les provinces en milieu minoritaire?

By

Patricia Chagnon

A Thesis/Practicum submitted to the Faculty of Graduate Studies of The University of Manitoba in partial fulfillment of the requirement of the degree

Of

Maîtrise ès Arts en Études Canadiennes

Patricia Chagnon©2009

Permission has been granted to the University of Manitoba Libraries to lend a copy of this thesis/practicum, to Library and Archives Canada (LAC) to lend a copy of this thesis/practicum, and to LAC's agent (UMI/ProQuest) to microfilm, sell copies and to publish an abstract of this thesis/practicum.

This reproduction or copy of this thesis has been made available by authority of the copyright owner solely for the purpose of private study and research, and may only be reproduced and copied as permitted by copyright laws or with express written authorization from the copyright owner.

Résumé

On aurait pensé que la mondialisation aurait aidé les minorités culturelles à se faire voir et entendre. La réalité est bien différente. Les communautés en situation minoritaire semblent en bien mauvaise posture. Il semble même qu'elles se situent à la croisée des chemins. Après leurs luttes linguistiques, leurs batailles pour acquérir le droit à la gestion de leurs écoles francophones, il est question maintenant de leur avenir. Mais quel avenir réserve-t-on aux immigrants qui ont expressément choisi un lieu où le français est encore vivant? Un avenir construit de la culture majoritaire anglophone? Un avenir où le français réussit tant bien que mal à se tailler une place?

Et qui sont les alliés de la langue de Molière? Les membres des communautés, les organismes déjà en place, les événements culturels…et les médias.

Mais quelle place les médias francophones en milieu minoritaire accordent-t-ils aux nouvelles francophones? Et surtout, existe-t-il une pratique distincte du journalisme en milieu minoritaire? Quel est le cas de la radio de Radio-Canada?

Dans cette recherche, nous avons voulu déterminer l'importance que chacune des stations radiophoniques de Radio-Canada dans l'Ouest accorde aux nouvelles francophones. De plus, nous avons tenté de discerner ce qu'on appelle une nouvelle francophone. Nous avons procédé par une revue des archives textes des bulletins radiophoniques dans chacune des stations de l'Ouest de Radio-Canada, sur une période d'une année et demie.

Note sur l'auteur

Patricia Chagnon est journaliste pour Radio-Canada depuis 2000. Elle a travaillé surtout dans l'Ouest, à Edmonton et Winnipeg. Elle est maintenant basée à Vancouver. Au fil de ses affectations, elle a constaté des différences dans la couverture des communautés francophones desservies. L'idée de cette recherche lui est venue dans un souci de faire état des différences et d'en chercher les causes.

Remerciements

Cette recherche n'aurait pas été possible sans l'aide et le soutien de plusieurs personnes, groupes et organismes. Je voudrais remercier en premier lieu mon directeur de mémoire, Martin Geoffroy qui de façon constante m'a fourni son soutien et sa compréhension. Depuis les débuts, il m'a encouragé à terminer ce mémoire. Ensuite, je voudrais remercier Radio-Canada de m'avoir permis d'accéder aux archives de la radio dans l'Ouest. Merci aussi aux quatre journaux communautaires de chacune des provinces de l'Ouest qui m'ont éclairé sur la différence entre des nouvelles de type communauté et communautaire.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé i

Note sur l'auteur ii

Remerciements iii

Table des matières iv

Listes des tableaux et graphiques vi

INTRODUCTION 1

CHAPITRE 1 : PROBLÉMATIQUE 10

1.1 L'intention 10

1.2 La visée de la recherche 11

1.3 Les théories des communications 11

CHAPITRE 2 : Portrait des médias francophones de l'Ouest 17

2.1 La presse écrite 17

2.2 La radio 20

2.3 La télévision 22

CHAPITRE 3 : L'impact de la politique linguistique canadienne sur les communautés francophones de l'Ouest 26

CHAPITRE 4 : Cohabitation (francophones et médias) et importance des médias en milieu minoritaire 32

4.1 Avantage d'une presse francophone 33

4.2 Problèmes des médias francophones en milieu minoritaire 35

4.3 Les dangers d'un militantisme trop impliqué 38

4.4 Le cas de Radio-Canada 40

CHAPITRE 5 : Parallèlement : l'évolution du journalisme 43

5.1 Pratiques : reportage équilibré, éthique journalistique 43

5.2 Les problèmes de l'évolution des pratiques journalistiques 46

5.3 Évolution des pratiques journalistiques en milieu minoritaire 49

CHAPITRE 6 : HYPOTHÈSES 53

CHAPITRE 7 : MÉTHODOLOGIE 55

7.1 Le choix de la radio 55

7.2 La méthode d'analyse de contenu de fréquence statistique 57

7.3 Les archives écrites de la radio de Radio-Canada 58

7.4 La période étudiée 59

7.5 La cueillette de données 61

7.6 Organisation des résultats 62

CHAPITRE 8 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS 66

8.1 Mentions francophones 66

8.2 Genre de nouvelles francophones 67

8.3 Échanges entre provinces 69

8.4 Nouvelles francophones, prioritaires? 71

CHAPITRE 9 : ANALYSE ET DISCUSSION 73

9.1 Pratique distincte 74

9.2 Le degré de militantisme 76

9.3 Échanges entre provinces 83

9.4 Objectivité exigée 85

9.5 Choix des sujets et priorités aux nouvelles locales 89

9.6 Le cas de la Colombie-Britannique 97

CONCLUSION 99

BIBLIOGRAPHIE 107

ANNEXES 117

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Lettre d'autorisation de Radio-Canada 117

Annexe 2 : Graphique- Nombre de jours mensuellement- fin de semaine non-inclus 1 118

Annexe 3 : Graphique- Nombre de jours mensuellement- fin de semaine non-inclus 2 119

Annexe 4 : Graphique- Nombre de jours archivés mensuellement pour chacune des provinces de l'Ouest canadien 120

Annexe 5 : Tableau- Nombre de jours archivés mensuellement pour chacune des provinces de l'Ouest canadien 121

Annexe 6 : Organisation de l'échantillon d'archive 122

Annexe 7: Grapique- Nombre de journées avec mention francophone ou extrait d'entrevue en français 123

Annexe 8 : Tableau- Nombre de journées avec mention francophone ou extrait d'entrevue en français 124

Annexe 9 : Tableau- Nombre de nouvelles avec mention francophone ou extrait d'entrevue en français 125

Annexe 10 : Graphique- Genre de nouvelles francophones 126

Annexe 11 : Graphique- Genre de nouvelles francophones- Manitoba 127

Annexe 12 : Graphique- Genre de nouvelles francophones- Saskatchewan 128

Annexe 13 : Graphique- Genre de nouvelles francophones- Alberta 129

Annexe 14 : Graphique- Genre de nouvelles francophones- Colombie-Britannique 130

Annexe 15 : Tableau- Genre de nouvelles francophones- Manitoba 131

Annexe 16 : Tableau- Genre de nouvelles francophones- Saskatchewan 132

Annexe 17 : Tableau- Genre de nouvelles francophones- Alberta 133

Annexe 18 : Tableau- Genre de nouvelles francophones- Colombie-Britannique 134

Annexe 19 : Tableau- Nombre de nouvelles générales, francophones (communauté) et culturelles 135

Annexe 20 : Graphique- Nombre d'échanges entre provinces 137

Annexe 21 : Tableau- Nombre d'échanges entre les provinces 138

INTRODUCTION

Le mercredi 12 mars 2008, les 39 écoles du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF) ont tenu une activité pour souligner la création du drapeau franco-colombien ainsi que leur appartenance à la communauté francophone de la Colombie-Britannique. La présidente du Conseil scolaire francophone, Marie Bourgeois, spécifiait dans le communiqué de presse que « cette activité provinciale vise la promotion d'un sentiment d'appartenance à la province et que cette diversité culturelle soit perçue comme une source d'enrichissement du tissu social. » (Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique, 2008).

Cette citation a attiré notre attention puisque depuis toujours, les organismes francophones en milieu minoritaire dans l'Ouest canadien sont coincés dans une bataille pour, d'une part, obtenir un financement adéquat et une main d'œuvre qualifiée et, d'autre part, tenter le tout pour le tout pour intéresser la population francophone et francophile à la culture francophone et stopper l'assimilation anglophone.

Par contre, après plusieurs décennies de lutte, le succès n'est pas ce qu'il devrait être. Selon Harvey (1992 : 11), les communautés francophones hors Québec apparaissent généralement sous l'angle de luttes scolaires ou linguistiques ou encore, d'une démographie déclinante liée à l'assimilation. Les recensements des dernières années compilent des données inquiétantes. Le taux de transfert linguistique des francophones vers l'anglais est en hausse constante depuis 1971. Voilà 37 ans, moins de 30% des francophones parlaient anglais le plus souvent à la maison. Vingt ans plus tard, en 1991,

le taux s'établissait à 35% et en 2002, c'était 38%. Le recensement de 2006 de Statistique Canada révèle que le taux de transfert linguistique des francophones vers l'anglais se situait à 39%. De plus, le recensement de 2006 expose qu'en 1971, un Canadien sur quatre parlait français à la maison, ce qui représentait 26% de la population. Trente ans plus tard, en 2001, la proportion s'établissait à 22%, en 2006, c'était 21,4%. À noter que depuis 1991, la baisse du poids du français comme langue d'usage au foyer est constante. Selon le recensement de 2006, effectué par Statistique Canada : « ...le transfert linguistique des francophones vers l'anglais est souvent un signe avant-coureur d'un changement futur. En effet, la langue parlée le plus souvent à la maison sera celle qui sera transmise aux enfants en tant que langue maternelle. » (Statistique Canada, 2008).

Le recensement de 2006 démontre aussi une légère augmentation de la population francophone en Colombie-Britannique et en Alberta. Mais nous pensons que cette augmentation n'est pas suffisante pour que les communautés francophones restent optimistes. La compilation des données de l'année 2006 montre une hausse de 4,4% en Alberta et de 0,6% en Colombie-Britannique. Ailleurs dans l'Ouest, nous observons une baisse : au Manitoba, il y a 0,9% moins de francophones qu'en 2001 et, en Saskatchewan, Statistique Canada enregistre une baisse de 9,7%. Raîche (1992 :59-74) voit plusieurs raisons à cette situation. D'abord, l'assimilation est accentuée par des facteurs comme les mariages mixtes provoquant le transfert du français vers l'anglais, l'urbanisation entraînant une dispersion des francophones qui se retrouvent isolés et minoritaires dans les villes, les déplacements démographiques des francophones, l'affaiblissement de la

religion en tant que valeur de cohésion des francophones, des facteurs auxquels s'ajoutent aussi une culture et un environnement anglophone dominant.

Évidemment, ces statistiques n'ont rien de rassurant. Elles représentent le reflet de la santé des communautés francophones de l'Ouest canadien. De concert ou séparément, les organismes communautaires représentant les francophones ont tant bien que mal réussi à préserver une culture francophone propre à chacune des provinces de l'Ouest du Canada. Par contre, nous constatons qu'après les luttes des années 1970 à 1990 pour les droits linguistiques, la mise sur pied d'écoles francophones et la bataille pour l'obtention de la gestion scolaire, l'avenir semble incertain.

Au fil des années, les préoccupations des francophones hors Québec sont devenues plus larges et ont évolué vers d'autres pôles. La participation à l'économie provinciale et municipale en créant, par exemple, des organismes économiques comme le Conseil du développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) a envoyé un nouveau souffle d'espoir aux francophones (Chagnon et Geoffroy, 2006: 170), tout comme l'augmentation du nombre d'immigrants francophones acceptés dans les provinces de l'Ouest et le système d'accueil des nouveaux arrivants qui a été mis en place ou est en voie de l'être, notamment au Manitoba et en Colombie-Britannique. À tout ceci, il faut ajouter la qualité du français enseigné dans les écoles.

Par ailleurs, les communautés francophones de l'Ouest ont pu compter sur plusieurs alliés : des politiciens, des membres des communautés francophones, des organismes

économiques et culturels ainsi que chacun des événements, festivals ou spectacles qui ont fait la promotion de la culture francophone. Nous devons ajouter un autre allié qui passe parfois inaperçu, soit les médias francophones qui ont mené discrètement ou ouvertement cette lutte pour la reconnaissance des communautés. Est-ce que la conséquence de cette lutte est une presse francophone plus affirmée, plus présente et tournée vers les communautés francophones de l'Ouest et d'ailleurs au Canada? Les communautés doivent non seulement trouver le moyen de garder le contact avec les francophones, mais aussi de l'Ouest et du monde entier. Pour ce faire, nous pensons qu'elles doivent mieux utiliser les outils mis à leur disposition depuis plusieurs années, soit les médias. La communauté devrait reconsidérer les médias comme alliés et, de leur côté, les médias devraient revoir leurs priorités. Ce que certains ont déjà commencé à faire.

On peut aimer ou détester les médias. Ils suscitent des critiques et des éloges. Nous aurions pensé que la mondialisation aurait aidé les minorités culturelles à se faire voir et entendre parce que ce nouvel environnement mondial implique l'intensification de la connaissance du monde comme un tout (Tomlinson, 1999 : 30). Malgré les efforts des minorités culturelles et linguistiques, les opportunités pour ces communautés de s'exprimer semblent disparaître. Les médias sont accusés de masquer les individualités et les originalités, la liberté et la personnalité. Tout le monde, dit-on, écoute et regarde la même chose au même moment. Des comportements identiques se trouvent donc produits sans que la volonté des consommateurs y soit pour quelque chose (Porcher, 1976 : 29).

D'un autre côté, dans ce contexte de mondialisation, les technologies de communication et la multiplication des réseaux deviennent de plus en plus élaborées pour

exposer au monde entier les plus petites différences des autres sociétés, avec comme conséquence une plus grande pression sur les identités minoritaires qui veulent continuer à s'épanouir (Guyot, 2004 : 5-6). Donc, nous pensons que la presse joue un rôle important dans la construction de l'opinion publique, parce qu'elle est un lien important entre ces différentes identités. Dans ce processus, nous pensons que les médias canadiens en milieu minoritaire francophone ont un rôle encore plus important à jouer dans la diffusion de l'identité et de la culture francophone. Il faut, bien entendu, que ces médias soient lus, écoutés et regardés. Mais les changements que les médias ont subis ces dernières années font l'objet de nombreuses critiques. Considérant que les identités sont constituées de discours ou de façons de parler partagées socialement (Barker, 2003 :31), les médias diffusent des images de la culture, de la population et de l'économie, dans un contexte qui n'est pas toujours expliqué ou qui est faussé par les idéologies.

Dans un milieu minoritaire, la volonté des consommateurs et leurs choix sont un avantage. Au lieu de se laisser voguer au gré des canaux de télévision, le francophone de l'Ouest canadien peut faire le choix de regarder, d'écouter ou de lire un média en français. Qu'est-ce qui l'en empêcherait? L'environnement anglophone majoritaire dans lequel il vit et le désintéressement des salles de nouvelles françaises de l'Ouest pour les nouvelles ayant un angle tourné vers la communauté francophone. Si un francophone n'est pas intéressé par les nouvelles en français, c'est peut-être que les salles de nouvelles francophones de l'Ouest ne parlent pas assez de sa réalité à lui. Alors s'il doit écouter les nouvelles municipales, provinciales et nationales en français, mais présentées avec moins de ressources et aucun angle ou réaction francophone, il se lassera et se laissera tenter

par les médias anglophones qui couvrent mieux et avec plus de ressources ces mêmes nouvelles.

Nous pensons qu'il est important pour une communauté de prendre avantage des médias puisque la démocratie requiert l'existence d'un système de communication efficace pour informer et mobiliser des citoyens afin de les amener à participer à la vie politique. Ce système de communication devient de plus en plus important à mesure que la société croît et devient plus complexe (Chomsky, 2000 : 81-82).

Cette réflexion nous a forcé à nous poser plusieurs questions. Si la maîtrise des moyens de communication par les communautés francophones de l'Ouest (nous entendons dans le sens de l'utilisation et non de contrôle) fait partie intégrante du pouvoir politique et économique (Chomsky, 2000 : 83), existe-t-il une pratique distincte du journalisme en milieu minoritaire dans les quatre provinces de l'Ouest canadien? Nous verrons plus loin que ceci a déjà été prouvé par plusieurs recherches qui émanent notamment du Nouveau-Brunswick. Comme il serait trop demandé d'élargir la recherche à tous les médias francophones de l'Ouest, nous avons restreint le champ de l'étude à la radio de Radio-Canada, puisque ce média a fait l'objet d'une lutte acharnée pour sa préservation, entreprise par les chefs de file des communautés mais aussi par la population francophone de l'Ouest. Ensuite, nous nous sommes demandé quelle était la place que les médias francophones en milieu minoritaire accordent aux nouvelles de la communauté. Il nous semble qu'il y a beaucoup de différences d'une province à l'autre.

Pour répondre à ces questions, nous nous sommes attardées d'abord à l'histoire des médias francophones dans l'Ouest canadien. Cette partie de la recherche nous a fourni l'opportunité de dresser un portrait de ces médias, soit la presse écrite, la radio et la télévision. Il nous semblait nécessaire de passer en revue cette histoire, même si nous limitons cette recherche à la radio de Radio-Canada, afin de mieux comprendre l'environnement médiatique de l'Ouest.

Ensuite, nous poserons notre regard sur la période qui comprend la fin des années 1960 et le début des années 1970. Cette deuxième partie fera état des actions entreprises par les politiciens fédéraux et provinciaux pour protéger le fait français au Canada. Dans cette partie, nous verrons comment l'identité canadienne s'est placée au service des communautés minoritaires et comment les lois mises en place pendant cette période continuent de protéger, notamment, les minorités francophones hors Québec.

Ensuite, il semblait que nous ne pouvions pas passer sous silence les années de cohabitation des médias francophones avec les communautés de l'Ouest. Cette partie abordera aussi l'importance et l'impact qu'ont eu les médias francophones en milieu minoritaire. Il sera question de la reconnaissance d'une minorité pour instaurer une identité, un sentiment d'appartenance et de fierté. À notre avis, les médias francophones ont eu cet effet, en participant à la vie communautaire et économique, et en montrant que la langue et la culture pouvaient contribuer à l'essor de l'économie locale. Nous aborderons aussi l'envers de la médaille, c'est-à-dire les problèmes des médias francophones en milieu minoritaire, soit un militantisme trop impliqué et la proximité des

sources et de la population. Et finalement, nous aborderons le cas de Radio-Canada comme média d'information par opposition à des médias d'opinions ou d'affirmations comme les médias communautaires.

Pendant que les communautés francophones apprennent à vivre avec leurs médias et vice-versa, la profession de journaliste subit beaucoup de changements. Dans la quatrième partie, il sera question des grandes lignes de l'évolution du journalisme. Nous expliquerons le principe de base du métier, soit l'objectivité, et ensuite il sera question des critiques face à cette objectivité, dite de façade, et des problèmes du journalisme actuel, surtout en milieu minoritaire.

De cette réflexion, nous dégageons trois hypothèses. D'abord nous avançons que dans l'Ouest canadien et en milieu minoritaire, la pratique du journalisme à Radio-Canada est une pratique distincte ; que le degré de relation entre le média et la communauté varie selon la province et l'histoire des francophones et, finalement, que le militantisme se mesure par le choix des sujets et des angles de traitement.

Tout ceci nous mènera au chapitre sur notre méthodologie. Nous tenterons de confirmer nos hypothèses en passant en revue les archives radio de Radio-Canada dans l'Ouest canadien. Après avoir expliqué le choix de la radio plutôt qu'un autre média, nous poursuivrons sur le choix de la méthode utilisée, soit l'analyse de contenu de fréquence statistique puisqu'elle permet d'obtenir des résultats clairs et comparables dans le temps. Nous utiliserons aussi la méthode spectrographique pour mesurer l'orientation

d'un discours et l'analyse associative pour établir toute association possible entre différents thèmes et mots.

Dans la section de la présentation des résultats, nous constaterons que le nombre de mentions francophones se ressemblent d'une province à l'autre. Nous aborderons aussi les choix de nouvelles francophones diffusées. Nous nous attarderons sur les possibilités d'échange de nouvelles entre les provinces et si, dans les faits, les salles de nouvelles priorisent les nouvelles francophones lors de la construction des bulletins de nouvelles.

En terminant, nous croyons que la radio publique du Canada dans l'Ouest canadien peut être un allié majeur des communautés francophones en milieux minoritaires, pour autant que ce fait soit su et utilisé par les professionnels de l'information et de la communauté desservie. Voyons voir ce qu'il en est en passant en revue les différentes théories sur le sujet.

CHAPITRE 1 : PROBLÉMATIQUE

En 1929, la Commission royale de la radiodiffusion a constaté que la majorité des émissions de radio qu'écoutaient les Canadiens provenaient des États-Unis. Les autorités craignaient que les jeunes du Canada ne se laissent gagner par des « idéaux américains ». La Commission a donc recommandé la création d'un service national de radiodiffusion. Peu de temps après, en 1936, CBC/Radio-Canada était né (Schellenberger, 2008 : 23).

1.1 L'intention

Aujourd'hui, nous pensons que la Société Radio-Canada fait plus que défendre les intérêts canadiens, elle protège les minorités linguistiques de langue française. Selon la Loi sur la radiodiffusion de 1991, CBC/Radio-Canada a le mandat, notamment, de rendre compte de la diversité du pays, tant au plan national qu'au niveau régional, tout en répondant aux besoins particuliers des régions, soit contribuer activement à l'expression culturelle et à l'échange des diverses formes qu'elle peut prendre (Schellenberger, 2008 : 35). Le rapport du comité permanent de Patrimoine Canada de 2008 (Schellenberger, 2008 : 38-39) souligne que des citoyens des différentes régions et localités, dont les francophones, ont critiqué la manière dont Radio-Canada s'acquitte de cette partie de son mandat. Ils se disent déçus de la couverture locale et régionale qu'offre la SRC dans leurs communautés. Plusieurs ont affirmé ne pas se voir ou s'entendre sur les ondes de leur radiodiffuseur public national, reprochant notamment la « montréalisation » de la programmation. Mais qu'en est-il de l'information francophone? Nous voulons approfondir cette question en comparant le mandat de la SRC et ce qui se passe sur le

terrain parce qu'en général les médias font partie du processus démocratique et qu'ils jouent un rôle primordial pour le développement des communautés en milieu minoritaire. Aussi, les études sur les médias en milieu minoritaire proviennent surtout des maritimes, de l'Ontario et du Manitoba et le choix de Radio-Canada s'est imposé puisqu'il s'agit du seul média professionnel francophone dans l'Ouest et que la SRC n'a jamais permis, jusqu'ici, l'étude et l'analyse de ses archives.

1.2 La visée de la recherche

Nous voulons savoir pourquoi il nous semble y avoir une différence dans la couverture de nouvelles francophones entre les quatre provinces de l'Ouest. Notre intention est d'expliquer pourquoi et ainsi accroître les connaissances sur le fonctionnement et le processus du choix de sujets dans chacune des provinces pour expliquer ce qui fait qu'il s'agit d'une façon distincte de pratiquer le journalisme.

Mais avant d'aller plus loin dans l'élaboration de nos hypothèses et de notre méthodologie, voyons les connaissances acquises lors de notre recherche.

1.3 Les théories des communications

Les médias rapprochent les hommes, en leur offrant des mythes communs et une magie renouvelée qui renoueraient les liens de la communauté (Maigret, 2007 :19). Le mot *média* fait référence à la mise en relation à distance, sans possibilité d'interaction entre le récepteur et l'émetteur, et donc, un type de relation différente de la communication interindividuelle (échange face-à-face) (Maigret, 2007 :23). Le terme

communication a été longtemps associé au fait de *participer à*. Avec le temps, l'idée de partage a été mise de côté pour laisser place au concept de *transmission* et de *moyen de passage*, surtout grâce à la multiplication des techniques de transports (navires, train, automobile...) et des technologies de communication interindividuelles ou collectives (téléphone, presse) (Maigret, 2007 :23).

Dès le 19e siècle, Tocqueville rend compte du pouvoir énorme de la presse en démocratie. Selon lui, elle remplit au moins trois grandes fonctions : elle garantit la liberté en mettant à nu les ressorts secrets de la politique ; elle maintient la communauté en fournissant des références communes aux citoyens ; elle rend possible une action concertée (Maigret, 2007 :31). Pour Tarde, le pouvoir de la presse réside avant tout dans l'action de lier, en rendant possible la diversité des points de vue (Maigret, 2007 :32). Il se trouve qu'il y a toujours un risque lorsqu'un individu réside en milieu minoritaire francophone. Moles et Wiener affirme que *l'individu est un système ouvert dont le comportement est entièrement déterminé par la somme de trois facteurs : un langage héréditaire (celui de son organisme), l'ensemble de son histoire particulière (ses réflexes, sa mémoire, sa « personnalité ») et les messages qu'il reçoit de son environnement et auquel il réagit* (Maigret, 2007 : 81). Selon Adorno et Horkheimer, si l'individu perd ses racines et sa communauté d'appartenance, il est susceptible d'être manipulé par les nouvelles forces (ou les dominants) qui gouvernent la société. Et donc, il risque d'être influencé par les médias auxquels il est confronté directement, soit dans le cas qui nous intéresse, les médias anglophones (Maigret, 2007 :57).

Ce sont Lazarsfeld et Merton qui ont énoncé un cadre de référence à l'étude du « *newsmaking* ». Ils écrivent que « ...le journaliste est une figure bien identifiée, appartenant à un groupe de référence, dotée de savoirs et de compétences techniques, devant exercer pour la communauté le double rôle d'informateur neutre et impartial (rendant le monde transparent) et de contre-pouvoir (défenseur engagé de l'intérêt public) » (Maigret, 2007 :156). Nous ajoutons que cette réalité est encore plus vraie en milieu minoritaire. David M. White a réussi à faire appliquer aux journalistes la notion de gardien/sélectionneur de l'information. Il conclut que les goûts et les conceptions subjectives, autrement dit l'expérience personnelle, expliquent une grande part de la sélection de nouvelles qui ne répond donc pas à de purs critères impersonnels et objectifs (Maigret, 2007 :156). Ainsi, Bernard Cohen avait raison d'avancer que les médias ne nous disent pas ce qu'il faut penser mais à quoi il faut penser (Maigret, 2007 :191). De la même façon en milieu minoritaire, lorsqu'un média francophone présente une nouvelle soit provinciale, municipale ou autre, s'il y a un lien avec la communauté francophone, les auditeurs, les téléspectateurs et les lecteurs se sentent directement concernés. Dès lors, les médias de masse en milieu minoritaire deviennent des instances contribuant aux débats sociaux autant que des supports de représentation (Maigret, 2007 :240).

Selon Corriveau, le journalisme en milieu minoritaire comporte une dimension militante et doit s'appuyer sur des règles particulières qui ne seraient pas les mêmes que celles généralement admises au sein de la profession (Corriveau, 2006 : 56). La pratique journalistique en milieu minoritaire comporterait deux dimensions indissociables : celle d'informer, que l'on associe à l'activité critique de la presse et celle de défendre la

culture et l'identité du milieu. Elles ne dispenseraient pas toutefois les journalistes de leur premier devoir, soit celui d'agir en informateurs indépendants (Corriveau, 2006 : 59). C'est ce que Corriveau décrit comme étant du *militantisme*.

Nous devons maintenant différencier deux concepts très importants de ce mémoire, soit la *communauté et le communautaire*. Nous identifions comme une « *communauté* » toutes les nouvelles qui concernent les francophones de la communauté rapprochée et celles des autres communautés. Et le terme « *communautaire* » s'apparente aux nouvelles de la communauté rapprochée. Par exemple, le journal communautaire s'attarde surtout à la couverture des événements locaux et régionaux (Lusignan, 2006 : 97). Les médias écrits communautaires au Québec ont plusieurs caractéristiques qui leur sont propres, dont la principale est d'offrir une information de proximité. Cette offre originale d'information de proximité prend surtout la forme de nouvelles positives ou utilitaires touchant une communauté précise. Ainsi, à la différence des autres médias d'information qui apportent des nouvelles de l'extérieur et constituent une fenêtre sur le monde, l'hebdomadaire régional colle en priorité à la vie des gens du milieu (Lavigne, 2006 : 209-210).

Nous nous attardons sur un terme journalistique utilisé dans les salles de nouvelles : *l'angle journalistique*. Quand un journaliste couvre un sujet, il peut y avoir différents chemins pour y arriver. Le chemin choisi par l'équipe éditoriale du média est appelé *angle journalistique*. Choisir un angle journalistique, c'est en fait choisir quels sont les faits qui deviendront la nouvelle du jour (Gans, 2004 : 126 et 306). C'est aussi un fait

social qu'un ou plusieurs journalistes choisissent de mettre en évidence, ces faits apparaissent aux journalistes comme porteurs d'un problème qui concerne la société tout entière (Ferenczi, 2007 : 7 et 17).

Dans ce mémoire, pour faciliter la recherche de terrain, nous avons classé les nouvelles francophones en huit catégories. Cette façon de faire nous permettra d'être plus précis dans le classement. La première catégorie concerne les affaires francophones. Il s'agit des sujets touchant directement les francophones comme le bilinguisme ou l'état du français dans l'Ouest. Dans les années 1970 et 1980, après une longue lutte pour la reconnaissance de leurs droits, les francophones de l'Ouest ont finalement réalisé certains gains constitutionnels et politiques (Corriveau, 2006 : 49). Selon nous, il était important de différencier ce genre de nouvelles. La deuxième catégorie inclut les nouvelles touchant l'économie des francophones. Boutin écrit que le développement d'une communauté est d'abord fonction de la vitalité de son système institutionnel (Boutin, 2006 : 163). Depuis quelques années, les communautés ont vu l'apparition d'organismes dont le mandat est spécifiquement d'aider la francophonie à intégrer l'économie locale (Chagnon et Geoffroy, 2006). Troisièmement, l'éducation. Cette catégorie englobe toute les nouvelles reliées à l'éducation francophone et à sa gestion dans l'Ouest. Nous avons déjà abordé la quatrième catégorie, les nouvelles de la communauté, soit les nouvelles de la communauté desservie et de celles de l'extérieur qui constituent une fenêtre sur le monde (Lavigne, 2006 : 209-210). Ensuite, nous ne pouvions pas passer sous silence les nouvelles culturelles (spectacles, festivals). Radio-Canada est la plus importante institution culturelle au Canada, même si elle propose de l'information. Si en 1936, la

création de la SRC visait à soutenir le développement de l'identité canadienne par rapport à la très forte présence des ondes américaines dans l'espace national canadien, cette préoccupation est toujours autant, sinon plus, d'actualité aujourd'hui alors qu'il est de plus en plus question de mondialisation (Boutin, 2006 : 164). La santé devait aussi se trouver dans cette liste, puisque les communautés francophones de l'Ouest et partout au pays se battent pour obtenir des services de santé en français de meilleure qualité. Il s'agit de notre sixième catégorie. La septième catégorie concerne un sujet qui est nouveau pour les communautés, mais qui deviendra important dans l'avenir : l'immigration. Les institutions franco-manitobaines misent, depuis quelques années, sur l'immigration afin d'augmenter le nombre de francophones, mais les expériences en ce sens n'ont pas toutes été concluantes et ont même donné lieu à des débats acerbes dont certains ont fait la manchette des médias (Corriveau, 2006 : 53). Et finalement, nous avons classé les nouvelles ayant un caractère religieux dans la catégorie religion.

Nous le verrons au chapitre 7, ces huit catégories représentent en fait les sujets couverts par les journalistes qui travaillent en milieu minoritaires. Sans le travail des professionnels de l'information, les francophones n'auraient peut-être pas eu accès à un vaste choix de catégories de nouvelles. Mais heureusement, très tôt, les francophones ont ressenti le besoin de communiquer. Voyons maintenant comment cette aventure de la communication médiatique francophone a vu le jour. Ce portrait des médias francophones de l'Ouest est important pour bien comprendre les hypothèses présentées au chapitre 6.

CHAPITRE 2 : PORTRAIT DES MÉDIAS FRANCOPHONES DE L'OUEST

Les francophones de l'Ouest ont été très actifs dans le domaine des médias (Roussel Beaulieu, 2004 : 4-5 ; Gareau, 1990), de sorte que chacune des provinces et chacun des territoires du Canada compte au moins un média écrit de langue française, une station régionale de télévision et de radio de Radio-Canada et quelques radios communautaires.

2.1 La presse écrite

Selon les recherches de Brault (1992 : 283), c'est la Colombie-Britannique qui a été le berceau de la presse francophone à l'ouest des Grands Lacs. En 1858, grâce aux initiatives de Mgr Modeste Demers, alors évêque, au temps de la fameuse ruée vers l'or, le premier journal de langue française a vu le jour : *Le Courrier de la Nouvelle-Calédonie*, publié 3 fois par semaine. Cette aventure journalistique a été de courte durée..., après 3 semaines le journal cessa ses opérations (Brault, 1992: 283). Il a fallu attendre plus d'un siècle, c'est-à-dire jusqu'en 1964, avant de voir réapparaître un deuxième journal de langue française en Colombie-Britannique, *L'Écho de la Colombie* et en 1967 *Le Soleil de Colombie* a vu le jour. *L'Écho* de la Colombie a publié ses pages jusqu'en 1966, puis de 1967 à 1968. En avril 1974, la communauté a procédé à une nouvelle résurrection temporaire. Le dernier numéro – le cinquième – est sorti de presse en février 1976.

Dans les années 1980 a été fondé *Le Phare*. Son nom fut changé en 1990 pour *Le Réverbère*. En 1997, ce bulletin prit la forme d'une revue contenant de nombreux articles

et rubriques. Cette publication demeure le principal porte-parole des francophones et francophiles de Victoria.

À Vancouver, le bimensuel *L'Express du Pacifique* offre des nouvelles en français sans être un journal communautaire. Fondé en 1998, il propose des reportages d'intérêts publics en français. *L'Express du Pacifique* est devenu indépendant en novembre 2001 par la création de la Société du même nom (L'Express du pacifique, 2008).

La deuxième province à se doter d'une presse francophone a été le Manitoba. En 1871, Joseph Royal et Joseph Dubuc fondaient *Le Métis*, il changea de nom en 1881 pour s'appeler *Le Manitoba* jusqu'en 1926. La direction du journal sentait le besoin d'ouvrir ses pages aux dimensions provinciales. Il est évident que le journal s'est affirmé dès le début comme un journal de combat, étant donné les graves événements politiques qui venaient de se produire à la Rivière-Rouge. Dès lors, le journal a mené une lutte contre les ennemis de la nation métisse (Brault, 1992 : 284-285). En 1910, les autorités religieuses ont pris la décision de former une compagnie pour publier un journal français : *La Société de la Bonne Presse Limitée*, de laquelle *Le Patriote de l'Ouest* est né. Par contre, le journal a divisé la population canadienne-française en deux groupes, l'une au Nord et l'autre au Sud et donc un autre journal voit le jour, *La vie catholique*. En 1921, un périodique indépendant naît : *L'Étoile de Gravelbourg,* un journal unilingue qui est devenu bilingue en 1960 (Brault, 1992: 287).

En 1926, le journal *Le Manitoba* cède sa place au journal *La Liberté*, ce dernier étant en meilleure position que lui pour continuer la lutte sur tous les fronts, vu son

indépendance face à tous les partis politiques. *La Liberté* devient le plus grand hebdomadaire de l'Ouest et est proclamé journal de l'année six années de suite, par l'Association de la presse francophone. (Brault, 1992 : 286).

En Saskatchewan, l'histoire de la parution du premier journal francophone est liée à celle du Manitoba. La grande dépression de 1929 a fait des ravages, les francophones de l'Ouest n'y échappent pas, ainsi que les journaux. Le journal *Le Patriote* (Saskatchewan) et *La Liberté* (Manitoba) fusionnent. Cette fusion est critiquée. Lors de la parution du premier exemplaire en 1941, plusieurs francophones sont d'avis que le journal est devenu le porte-parole du Manitoba et qu'il ne représente plus la Saskatchewan. Malgré ceci, cette fusion a duré trente ans. En 1971, l'Association catholique franco-canadienne fonde un nouveau journal, *L'Eau Vive,* qu'il faut fermer en 1976. En 1977, le journal est relancé, la compagnie est alors privatisée et est devenue une coopérative en 1987 (Brault, 1992 : 288).

En terminant, parlons de l'Alberta. C'est en 1898 que le premier journal franco-albertain a été fondé. Les archives font ensuite état du journal *L'Union* né en 1917, mais malgré sa réputation, il cessa de paraître en 1929. Entre-temps, en 1928, un autre journal naît et il est distribué en Alberta et en Colombie-Britannique : *La Survivance*. En 1967, le journal change de nom pour s'appeler *Le Franco-Albertain*, puisqu'il n'est plus distribué dans la province voisine. Ce journal est devenu *Le Franco* à la fin des années 1970 (Le Franco, 2008).

À noter, l'année 1976 marque la création de l'Association de la presse francophone (APF). À ce jour, elle compte vingt-quatre membres à travers le Canada et territoires et elle a comme mission de promouvoir l'existence d'une presse communautaire écrite en français à l'extérieur du Québec et de contribuer à l'amélioration de la langue française. Mentionnons que les quatre journaux des provinces de l'Ouest sont membres de l'APF (Association de la presse francophone, 2008).

2.2 La radio

L'Alliance des radios communautaires du Canada (ARC du Canada) regroupe les radios communautaires francophones du pays. Elle a vu le jour le 24 mars 1991, lors d'une rencontre des radios communautaires francophones et acadiennes à l'extérieur du Québec. Sa mission est de contribuer à l'épanouissement des Canadiens d'expression française par la création, le maintien et le développement d'un ensemble de radios communautaires (Losier, 1992 : 194). L'Alliance compte quatre membres dans l'Ouest : CKXL 91,1 FM, la radio communautaire du Manitoba, CFRG 93,1 FM basée à Gravelbourg en Saskatchewan, CKRP 95,7 FM en Alberta et en Colombie-Britannique, CILS 107,9 FM, basé à Victoria. D'autres projets de radio communautaires ont été soumis ou le seront, dont deux en Alberta et deux autres en Saskatchewan (Alliance des radios communautaires du Canada, 2008). Malgré ces succès, une longue bataille a mené à la création du service radiophonique français dans l'Ouest. En 1944, des Franco-canadiens de l'Ouest envoient des représentants des associations francophones du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta au Québec, devant les gouverneurs de Radio-Canada, à Montebello, pour demander des licences dans le but d'exploiter quatre

stations de radio française dans l'Ouest canadien. Le Bureau des gouverneurs accorde une seule licence, celle de CKSB à Saint-Boniface (Gareau, 2002 : 49-58).

En 1948, le Bureau des gouverneurs accorde un permis à Radio-Canada Edmonton pour la construction du poste CHFA, puis en 1951, les gouverneurs accordent deux permis à la Saskatchewan pour la construction de CFNS et de CFRG. Le 1er juin 1952, les francophones célèbrent l'ouverture officielle de CFRG à Gravelbourg et le 6 novembre 1952 la diffusion débute à la station de CFNS, à Saskatoon. Ces quatre permis ont été accordés à condition qu'il n'en coûte rien à la Société Radio-Canada (Gareau, 1990 : 49). L'argent est venu des communautés francophones des prairies (Gareau, 1990 : 55). Mais avant l'ouverture des postes CFNS et CFRG en Saskatchewan, les deux autres postes de langue française de l'Ouest, CKSB Saint-Boniface et CHFA Edmonton, réalisent qu'ils ne peuvent pas survivre de la vente d'annonces et de programmes. Ils demandent à la SRC de rediffuser des émissions, en échange, Radio-Canada devra payer une prime. Une entente est entérinée en juin 1952, entre Radio-Canada et les postes privés de l'Ouest. Selon cette entente, la Société d'État s'occupera des coûts d'installation et d'entretien des lignes de relais entre Montréal et ses postes affiliés et la Société mettra à leur disposition jusqu'à 16 heures de programmation par jour (Gareau, 1990: 133-136). Ce soutien s'est prolongé jusqu'en 1971. C'est à ce moment que la SRC annonce son intention d'établir ses propres postes dans l'Ouest. Le 1er septembre 1973, la Société achète les installations des quatre postes privés des Prairies, les postes CFNS et CFRG en Saskatchewan doivent être fermés pour s'installer à Régina puisque Radio-Canada veut établir ses radios dans les capitales provinciales

(Gareau, 1990: 159). Le CRTC recommande toutefois que Radio-Canada respecte les diversités régionales. La Société d'État s'engage, notamment, à améliorer le service d'information régional, mais plusieurs francophones de l'Ouest sont inquiets que Radio-Canada offre une programmation de ville alors que la majorité des francophones de l'Ouest vivent à la campagne. Partout, certains ont peur de perdre le sens d'appartenance qu'ils ont établi (Gareau, 1990: 160-162).

Pendant ce temps, Radio-Canada s'était déjà installé en Colombie-Britannique. En 1967, la Première Chaîne de Radio-Canada a fait ses débuts à Vancouver (CBUF-FM, 97,7 FM). Le réseau français de la radio s'étend enfin du Labrador à la Colombie-Britannique. Par contre, il faut mentionner que depuis 1960, une émission d'une demi-heure donnait, chaque dimanche, les nouvelles locales en français sur les ondes de CKNW à New Westminster (Merler, 2007 :153).

2.3 La télévision

La télédiffusion a débuté au Canada le 6 septembre 1952 à Montréal et le 8 septembre à Toronto. Dans les villes où il existait déjà une station de télévision de la CBC, Radio-Canada a négocié des arrangements pour assurer la diffusion d'un certain nombre d'émissions françaises produites à Montréal. Dans l'Ouest, le réseau de Radio-Canada progressait à mesure que se développait le réseau CBC. La station CBWFT de Winnipeg est entrée en ondes en 1960, six ans après l'ouverture de la station anglaise. Pendant plusieurs années, le Manitoba fut la seule province de l'Ouest canadien à avoir une station de télévision de langue française (Roussel et Beaulieu, 2004: 1-2).

La deuxième province à avoir eu droit à cet outil de communication a été l'Alberta, en 1970. Auparavant, dans les années 1960, les Franco-Albertains regardaient les émissions françaises diffusées par la station de CBC inauguré en 1961. CBXFT était une station bilingue et diffusait 60 heures de programmation en français provenant du Québec et 40 heures d'émissions anglaises (Roussel et Beaulieu, 2004: 2).

Ailleurs, en Saskatchewan, de 1952 à 1976 les chefs de file de la communauté francophone ont revendiqué l'établissement d'une station de télévision française dans la province. En 1969, la SRC ouvrait des stations de télévision de son réseau anglais (CBC) à Moose Jaw, à Régina et à Saskatoon. En 1976, la station francophone CBKFT de Régina du réseau français de la SRC entrait en onde. Dès lors, les revendications des francophones de la Saskatchewan visaient l'obtention d'une production télévisuelle locale en français. Celle-ci s'est développée progressivement depuis le début des années 1980 (Roussel et Beaulieu, juin 2005 : 1). Déjà à ce moment, il existait un système d'échange de nouvelles : les journalistes de CBKFT préparaient et envoyaient à Winnipeg des reportages télévisés afin qu'ils soient inclus dans le bulletin de nouvelles du Manitoba (Roussel et Beaulieu, 2005 : 3). En 1976, c'était au tour de la Colombie-Britannique d'inaugurer leur station de télévision française pour desservir les francophones de la province.

Depuis les années 1990, l'offre télévisuelle en français dans l'Ouest tend à augmenter. Les câblodistributeurs de l'Ouest offrent la chaîne de télévision européenne TV5 depuis 1990, le Réseau de l'information (RDI) depuis 1995 et le réseau montréalais TVA depuis 1999. Par contre, ces nouveaux choix télévisuels sont inégaux et connaissent parfois des

ratés. Certains câblodistributeurs ont introduit TV5, l'ont retiré peu de temps après et finalement l'ont réintroduit quelques années plus tard. D'autres ont inclu ces nouveaux canaux dans leur service de base alors que quelques-uns les ont regroupés dans des forfaits nécessitant le paiement d'un supplément de la part du consommateur francophone (Roussel et Beaulieu, juin 2005 : 6). De plus, nous pensons que si l'offre télévisuelle en français est plus grande, les communautés francophones n'ont pas nécessairement plus de possibilités d'entendre parler d'eux. Ils entendent parler de Montréal, du Québec et de l'Europe. Comme Maigret l'a mentionné, « la communication nécessite d'autres éléments qu'un destinateur, un message et un destinataire, il doit y avoir un contact entre les hommes, la présence d'un code commun (celui de la langue) et la prise en compte du contexte (Maigret, 2007 : 102) et donc de leur environnement francophone immédiat.

Proulx écrit :

> « l'accès des communautés linguistiques minoritaires à une programmation médiatique diversifiée et culturellement pertinente s'est progressivement amélioré par l'interaction des composantes communautaires, privées et publiques de la radiodiffusion canadienne. Celles-ci ont évolué au fil des ans grâce à la mobilisation des communautés concernées, suivant les opportunités technologiques et la réalité des contextes économiques. » (2006 :156-157)

L'établissement des médias francophones de l'Ouest n'a pas été facile. Ce sont les francophones qui les ont bâtis, notamment, par leur opposition à une programmation urbaine ou montréalaise plutôt que rurale, à l'image des communautés francophones hors Québec (Gareau, 1990 : 160-162).

Une chose est certaine, en lisant cet historique, on comprend que l'établissement des stations de radio a facilité les rassemblements des francophones. Au tout début, les Canadiens-français se sont rassemblés souvent à la radio pour des soirées sociales (Gareau, 2002 : 69). De nos jours, bien des spécialistes de la question avancent que l'absence de médias francophones et des services de Radio-Canada en particulier contribuent à accentuer les problèmes d'assimilation des francophones vivant en milieu minoritaire (Boutin, 2006 : 161). De là, l'importance du respect du mandat de Radio-Canada qui est de desservir les communautés francophones minoritaires en premier lieu (Gareau, 1990 : 160-162 ; Gareau, 2002 : 184).

Nous verrons plus loin que cet historique nous sera utile quand viendra le temps de parler d'une de nos hypothèses, soit le degré de militantisme. Avant de poursuivre en dissertant sur l'importance de la radio francophone en milieu minoritaire, voyons maintenant comment l'identité canadienne a servi et continue de servir les communautés francophones.

CHAPITRE 3 : L'IMPACT DE LA POLITIQUE CANADIENNE SUR LES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES DE L'OUEST

En 1960, dans l'Ouest, lors d'une assemblée plénière de Radio-Prairies-Nord, Dumont Lepage, qui représentait la station radiophonique CFRG et l'Association catholique Franco-canadienne, a dit que « les francophones du Canada ont un urgent besoin de ce média (la télévision) pour contrecarrer les effets anglicisateurs de la télévision anglaise et américaine » (Roussel et Beaulieu, 2004 : 3). D'ailleurs, l'ouverture des stations de télévision de Radio-Canada a été facilitée par la volonté politique de Pierre-Elliott Trudeau de faire en sorte que les organismes fédéraux reflètent le caractère bilingue du pays (Roussel et Beaulieu, 2005 : 3). Dans les années 1960, c'est tout un mouvement de la politique canadienne qui se met en branle pour protéger le fait français au Canada. L'élan nationaliste qui a secoué le Québec à partir de 1960 et les nouvelles politiques fédérales de bilinguisme et biculturalisme eurent de fortes répercussions dans l'Ouest canadien. La révolution tranquille ranima la fierté, éveilla l'esprit de combat. Lasse de la bataille, la vieille garde, qui n'avait jamais cessé de lutter et avait même remporté quelques victoires, trouva de nouveaux renforts. Un nombre croissant de laïcs éduqués et militants revendiquèrent leurs droits en tant que Canadiens d'expression française. Georges Forest, un citoyen du Manitoba, a eu recours à la Cour suprême pour prouver que le français jouissait d'un statut légal devant les tribunaux et à l'assemblée législative du Manitoba. Le Père Mercure de Cochin a fait de même en Saskatchewan. Les résidents de Vonda en Saskatchewan revendiquèrent jusqu'à la Cour Suprême le droit de faire éduquer leurs enfants en français (Université Laval, 2008).

Les francophones d'aujourd'hui ne sont pas les seuls à voir l'assimilation comme leur pire ennemi. Au tout début de la formation du Canada, il y a plus d'un siècle, le premier ministre du temps Sir John A. MacDonald « vit clairement que la seule menace à craindre pour le nationalisme venait du Sud et non d'outre-mer. » (Grant, 1987: 3). Depuis les années 50 et depuis que le progrès technologique a transformé l'économie du Canada, les Canadiens assistent à un effritement de l'identité canadienne pour se faire imposer indirectement les valeurs américaines (Grant, 1987: 8). La nouvelle économie créée par le progrès technologique, le déclin de l'intérêt de la Grande-Bretagne envers le Canada et l'expansion de la puissance américaine et son importance mondiale en sont les principales raisons (Grant, 1987: 32).

Dans ce pays qui est devenu le Canada se sont installés des gens de toutes les origines, de l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui. Avant la révolution américaine, le Canada et les États-Unis se ressemblaient beaucoup. La situation changea en 1775 car le Canada n'était constitué que de colonies britanniques sous la protection de la Couronne et déjà, à l'époque, les colons du Nord se sont différenciés de leurs voisins du sud en ne se laissant pas emporter par cette révolution contrairement aux treize autres colonies du sud. Ils ont plutôt opté pour la prise de contrôle du pouvoir local parce que jusqu'à ce moment, c'était l'élite anglaise venue d'Angleterre qui contrôlait les conseils exécutifs et législatifs, laquelle était nommée et non élue (Gillmor, 2002). Plus tard, la construction du chemin de fer avait comme objectif d'unir les différentes régions du pays, en plus de devenir un outil de développement économique important (Gillmor, 2002). Mais pour

que ce projet fonctionne, il fallait aussi une politique pour lier et protéger la diversité culturelle.

En 1969, la situation des groupes francophones hors Québec présentent un portrait alarmant. Les taux élevés d'assimilation laissaient présager leur disparition à long terme. Même l'Ontario et le Nouveau-Brunswick étaient en danger, avec un taux d'assimilation de près de 35% (Martel, 1997 : 159-160). Du côté des communautés francophones, la campagne de protection de la langue française et sa reconnaissance remontent à 1963, alors qu'une première déclaration, puis une deuxième de la Ligue d'action nationale est rédigée. Il s'agit d'une synthèse des revendications du Canada français et de celles en faveur d'un accroissement des compétences de l'État québécois, avec un ajout pour renforcer le bilinguisme de l'appareil gouvernemental fédéral. Le texte comprenait aussi une garantie d'accès des nations fondatrices aux moyens de communication dont les médias (Martel, 1997 : 143-144). Mais ces deux déclarations reçoivent peu d'appui des organismes du Canada français parce qu'ils craignent que la déclaration de la ligue d'action nationale consacre pour toujours la notion de « *réserve québécoise* » et donc le Québec deviendrait alors le seul lieu au Canada où le fait français pourrait s'épanouir. À la même période, un vent favorable au bilinguisme souffle sur la scène politique fédérale. Les dirigeants francophones de l'extérieur du Québec, intéressés par la poursuite des activités des États généraux, obtiennent une subvention fédérale pour y participer, un précédent qui se répétera par la suite (Martel, 1997 : 158). Et puis, voilà qu'en décembre 1968 à Saint-Boniface, le secrétaire d'État, Gérard Pelletier, annonce l'intention du gouvernement fédéral de soutenir les groupes minoritaires. La loi sur les langues

officielles, adoptée en 1969, concrétise cet interventionnisme gouvernemental. Elle confie au Secrétariat d'État le mandat d'encourager le développement culturel et linguistique des groupes minoritaires de langues anglaise et française ainsi que la promotion du bilinguisme au sein de l'appareil gouvernemental fédéral et dans la société canadienne (Martel, 1997: 163).

Dès les années 1970, on a vu l'apparition de plusieurs lois à caractère culturel comme la Loi sur la citoyenneté en 1977. La même année, la Loi sur les droits humains est entrée en vigueur, elle a été révisée en 1985. En 1982, il y a eu la Charte canadienne des droits et libertés; en 1986, la Loi sur l'équité en matière d'emploi et, en 1988, la Loi sur le multiculturalisme. Grâce à ces lois, le gouvernement fédéral promet de protéger la diversité ethnique, d'assurer des opportunités d'emploi égales et d'établir des politiques et des programmes pour aider les citoyens actifs qui participent à construire un avenir au Canada. C'est pour ceci qu'au Canada, on associe plutôt le multiculturalisme à une mosaïque qu'à un melting-pot parce que la mosaïque comprend le droit de survie culturelle tandis que le « melting-pot » s'apparente à l'assimilation. C'est-à-dire que les Canadiens ont en commun les cultures qui tissent l'identité canadienne, tandis que les Américains ont en commun le pays en tant que tel, les États-Unis (Lipset, 1990), qui a été formé par des « *blancs d'origine anglaise, surnommés anglo-saxons, protestants et qui ont émigré en masse dès les premières colonies fondatrices, et dont la pensée et le mode de vie furent structurels pour cette nation* » (Wikipedia, 2008).

Nous pensons que, jusqu'à un certain point, la présence de Canadiens-Français a contribué à établir les valeurs multiculturelles protectrices des différentes ethnies. Considérés comme peuple fondateur par les divers gouvernements fédéraux qui se sont succédé, les francophones ont contribué à établir certaines balises pour que les élus puissent protéger leur langue et leur culture francophone.

Par exemple, afin de protéger le fait français, le gouvernement québécois a créé la loi 101 en 1977. Cette loi a remplacé la Loi 63, la Loi de promotion de la langue française et la Loi 22 qui a fait du français la seule langue officielle du Québec, tout en reconnaissant deux langues nationales : le français et l'anglais (Wikipedia, 2008). Ensuite, la politique de bilinguisme de Pierre-Elliott Trudeau en a rajouté, notamment grâce à la *Charte des droits et libertés* qui protège les deux langues officielles et souligne la contribution des communautés francophones et anglophones au développement du Canada (Commissariat aux langues officielles, 2009).

Ces mesures ont permis, entre autres, d'améliorer les services en français dans toutes les institutions et juridictions fédérales. Du côté provincial, le Nouveau-Brunswick est toujours la seule province officiellement bilingue, mais les différents gouvernements ont permis l'éducation en français en milieu minoritaire et ils ont réussi à attirer une immigration francophone. Grâce à toutes ces mesures, les autorités en place ont réussi à protéger le noyau de francophones du Canada, de même que les différentes ethnies qui participent à l'évolution de la société canadienne. « La Charte canadienne limite la capacité des gouvernements d'adopter des lois ou de prendre des mesures

discriminatoires ou qui porteraient atteinte aux droits de la personne. Cela signifie que tous seront traités équitablement sans égard à la race, à l'origine nationale ou ethnique, à la couleur, à la religion, au sexe, à l'âge ou aux déficiences mentales ou physiques. » (Commissariat aux langues officielles, 2009).

Mais revenons à la contribution de Radio-Canada au développement des communautés francophones hors-Québec. Grâce à la *Loi sur la radiodiffusion* (1968) et à la Loi sur les langues officielles (1969), le service public de radiodiffusion a comme obligation depuis 35 ans de proposer des programmes en anglais et en français sur l'ensemble du territoire canadien (Beauchamp, 2006 : 9). Voyons maintenant quelle a été l'importance des médias d'expression française en milieu minoritaire.

CHAPITRE 4 : COHABITATION (francophones et médias) ET IMPORTANCE DES MÉDIAS EN MILIEU MINORITAIRE

Jacques Beauchemin a écrit que la question de l'identité est intimement liée à celle de sa reconnaissance :

> « Dans la société, les minorités veulent être reconnues parce que, si elles ne le sont pas, cela constituerait une forme d'oppression et donc, une impossibilité de participer de façon égalitaire au dialogue de construction de la société. Et la société est ce vers quoi pointe l'agir de l'acteur, car ce dernier déduit de son appartenance, la signification des actes qu'il fait, la valeur qu'il accorde, l'importance de tels ou tels gestes, le bien-fondé de cette décision plutôt que celle là » (2004 :31-112).

Les outils par excellence pour arriver à rejoindre une masse importante de personne qui prennent part à une société donnée sont les médias. Et c'est ce que les communautés francophones hors Québec ont réclamé et obtenu. Dans l'Ouest, la presse en est une de combat. Elle est née de la nécessité qu'il y avait de défendre les principes de droit et de liberté et de sauver la vie d'un groupe minoritaire. En 1944, Monseigneur Maurice Baudoux décrit la situation du fait français dans l'Ouest canadien : « *Cinq facteurs ont déterminé chez nous l'accomplissement du fait français : le foyer, le clocher, l'école, et j'entends par là la petite école, le pensionnat, le collège, le journal...* » (Brault, 1992 : 282). Aujourd'hui, la promotion et l'amélioration de la langue passe par l'édition, le cinéma, l'enregistrement sonore et les télécommunications (De La Garde, 1992 : 84).

4.1 Avantages d'une presse francophone

Des universitaires spécialisés en communication se demandent si les journalistes ont un avenir, puisqu'aujourd'hui on leur donne un rôle d'ouvrier à la chaîne, un rôle de retoucheur de dépêches d'agence de presse (Ramonet, 1999 : 93). Nous pensons qu'il faut voir l'avantage de faire du journalisme en milieu minoritaire. Il y a, à notre avis, plus de possibilités d'analyse, de recherche de sujets originaux reliés à la communauté. Si on se fie aux recherches antérieures, il y a certes plusieurs avantages pour un groupe minoritaire francophone à avoir accès à des médias. Paul-Émile Richard (1992 : 209) est d'avis que la presse acadienne a été non seulement le phare pour guider les Acadiens à bon port, mais également leur bouée de sauvetage contre la marée anglo-saxonne de l'assimilation et des injustices de toutes sortes. Richard Landry (1992 : 220) poursuit en écrivant que réunir cette grande famille acadienne par un seul lien et l'engager à conserver sa religion, sa langue et ses coutumes était le but proposé par le journal *Le Moniteur acadien*. D'ailleurs, le premier résultat concret observé lié à la fondation de ces journaux a été de développer les communications entre les Acadiens et de briser ainsi leur dispersion géographique (Landry, 1992 : 221). Jan Marie Arechiga (2001) a voulu savoir de quoi il était question dans le journal destiné aux prisonniers d'une institution carcérale et quel rôle cela a joué dans la culture carcérale. Le journal a, dans les faits, aidé à construire une opinion publique et a mené à un comportement responsable parmi les détenus qui ont maintenu l'ordre public. L'auteur conclut donc que le journal a un effet rassembleur et peut renforcer l'identité. Dans le même ordre d'idées, Fernand Harvey ne peut imaginer l'avenir des différentes communautés francophones au Canada sans la présence active de la presse écrite ou électronique, laquelle contribue, selon lui, à

sauvegarder et à développer l'identité de ces communautés et à les insérer dans la francophonie canadienne et internationale (Harvey, 1992 :13). L'auteur explique sa pensée en écrivant que dans notre société, c'est le rôle des médias de participer à la transmission de la culture, fonction qui était jadis assurée (dans le milieu rural, entre autres) par la famille et les institutions communautaires (Harvey, 1992 :18). En ce sens, nous pensons que les médias font partie des institutions venant en tête de liste pour l'importance de leur rôle dans la survie des groupes minoritaires (Corriveau, 2006 : 59). La condition pour jouer ce rôle est l'obligation de laisser s'exprimer les divers points de vue qui se font face au sein de la communauté. L'enjeu repose sur leur capacité à demeurer neutre et à susciter un débat public (Corriveau, 2006 : 48-54). Par contre, nous sommes convaincue que plus un média contribue à la reproduction et à l'évolution d'une communauté, par la reproduction des divers points de vue, plus la reproduction de la culture est assurée (Laflamme, 1992 : 29).

Les médias en milieu minoritaire jouent aussi un rôle économique. Les médias sont le convoyeur de la culture, de la langue de la communauté et envoient un signal que la langue peut rivaliser avec le monde contemporain et qu'elle fait partie d'un héritage important. Les médias contribuent au développement de la sphère publique dans la communauté politique et montrent comment la communauté se représente elle-même (Cormack, 2005 : 1-2).

Et donc, nous pensons que la question suivante est légitime : Est-ce que les médias francophones en milieu minoritaire sont en mesure d'assumer ce rôle de *« passeur*

culturel »? En plus d'informer, d'expliquer et de critiquer, les médias en milieu minoritaire doivent-ils soutenir et défendre? C'est ce que nous verrons dans la prochaine partie.

4.2 Problèmes des médias francophones en milieu minoritaire

Les médias en milieu minoritaire abordent certains sujets avec une prudence extrême (Corriveau, 2006 : 57). Des sujets comme l'Église, les institutions du milieu, nous ajoutons aussi la qualité du français enseigné, ne sont que quelques exemples de sujets tabous. De l'autre côté, les leaders francophones s'attendent à ce que les médias et les journalistes défendent et promeuvent les intérêts de la communauté. Selon Claire Corriveau, aux yeux des leaders francophones, la pratique du journalisme en milieu minoritaire est nécessairement différente de celle en milieu majoritaire. Par exemple, l'indépendance et le sens critique ne seraient pas souhaitables et seraient même nuisibles aux intérêts de la communauté. Ils s'attendent à ce que les journalistes puisent leurs informations d'abord auprès des leaders institutionnels et qu'ils rapportent les faits tels qu'ils leur sont présentés (Corriveau, 2006 : 56-57).

Alors comment concilier les deux ? D'une part les attentes des dirigeants d'une communauté qui veulent poursuivre son évolution et, d'autre part, les principes fondamentaux du journalisme qui rendent crédibles la profession? Si les journalistes en milieu minoritaire francophone se basent sur des pratiques de neutralité, tout comme Corriveau (2006 : 57), nous pensons que le résultat sera un journalisme de version officielle, orienté vers des informations factuelles. Nous sommes d'avis que les médias

en milieu minoritaire peuvent garder une certaine distance des sources dites officielles en respectant deux dimensions. D'abord, celle d'informer, que les chercheurs associent à l'activité critique de la presse et celle de défendre la culture et l'identité du milieu (Corriveau, 2006 : 59). Un seul piège peut attendre les journalistes au détour. Celui d'escamoter la fonction critique de leur métier, ce qui peut réduire le champ d'action potentiel des médias (Corriveau, 2006 : 59 ; Watine, 1994 : 199-200). Nous pensons qu'il est facile qu'un média en arrive là en raison de la faible distance psychologique entre les professionnels de l'information, les sources et la population. Cette proximité mène à un facteur de conservatisme culturel qui, ni plus ni moins, répète les valeurs rapportées (Mathien, 1989 : 190). Nous gardons en mémoire que ce conservatisme ou ce militantisme trop aigu des médias limite leur capacité à créer un discours que doit entretenir une communauté sur elle-même et sur son avenir. En gardant le silence sur les idées non conformes aux intérêts des chefs de la communauté, ceux-ci la privent des idées et des courants réformateurs pouvant contribuer à son évolution. Selon Corriveau (2006 : 60), les médias participent donc au maintien des valeurs dominantes et au statut quo social. Elle ajoute que les journalistes doivent trouver des moyens de rééquilibrer les rapports qu'ils entretiennent avec les institutions et le milieu en général. La création d'un cercle de presse franco-manitobain, en 2002, a été un pas en ce sens (Corriveau, 2006 : 61).

Par contre, dans un milieu majoritaire anglophone, la communauté apprend la langue de la majorité et est ainsi séduite par les médias anglophones qui ont plus de moyens et plus de choix (Laflamme, 1992 : 29). D'ailleurs, Fernand Harvey s'interroge sur la façon

dont une culture peut assurer la transmission de ses propres modèles quand les membres de la communauté en question sont sollicités à la fois par leur propre culture et par la culture dominante. Il est clair qu'il s'agit ici de l'enjeu central de l'identité des francophones hors Québec. Lorsque les mécanismes de construction de cette identité sont altérés par le recours à certains points de référence puisés dans la culture de la majorité, il y a danger d'érosion de l'identité première et de la capacité de se concevoir comme faisant partie d'un tout organique (Laflamme, 1992 : 17). À la lumière de cette réflexion, nous pensons que les médias francophones en milieu minoritaire prennent encore plus d'importance. Par exemple, lors de l'entente du lac Meech et de la Loi 178 qui limitait le retour au bilinguisme dans l'affichage, les minorités hors Québec ont mal réagi. Et parmi les motifs de cette opposition, il faut placer en tête de liste le fait que les francophones hors Québec, surtout dans l'Ouest canadien ont pris connaissance du dossier linguistique par l'entremise de la télévision anglophone. Les réseaux CBC et CTV ont véhiculé des informations souvent inexactes teintées d'une opposition politique qui manquait d'objectivité (Giroux, 1992 : 197-200).

Nous constatons aussi que les médias francophones sont importants pour autant que la communauté génère suffisamment de nouvelles pour les appuyer. Et si les professionnels de l'information réservent moins de temps à une communauté minoritaire, les éléments extérieurs de sa constitution s'affaibliront. Il ne faut compter que sur la famille, les amis et la communauté (constitution en intériorité). La survie est encore plus difficile quand on se trouve dans un milieu majoritaire anglophone (Laflamme, 1992 : 30).

Les médias sont donc des lieux de production, de reproduction et de diffusion d'une culture. Les médias rejoignent de manière active la grande majorité de la population, plusieurs heures par semaine, pendant presque la vie entière. Si l'impact des médias est moins concentré que celui de l'école, il est permis de penser, qu'à long terme, il est tout aussi profond et le choix des valeurs apprises ou acquises repose, pour une large part, sur les désirs de l'usager/consommateur (De La Garde, 1992: 84).

4.3 Les dangers d'un militantisme trop impliqué

Nous avons vu qu'un certain militantisme des journalistes dans le choix des sujets peut s'avérer normal et nécessaire dans l'évolution d'une communauté francophone en milieu minoritaire. Par contre, une fidélité trop aveugle risquerait d'étouffer le sens critique indispensable au journaliste pour garder du recul. De plus, une presse trop engagée dans un combat idéologique pro-minoritaire risquerait de ne plus jouer son rôle de contre-pouvoir et une presse trop militante risque de décourager un public peu motivé par les grands débats idéologiques. Thierry Watine est d'avis qu'il faut trouver le juste équilibre (1992: 80).

Mais lorsque qu'il n'existe pas beaucoup d'espace entre les professionnels de l'information, les institutions et la population francophone, l'équilibre s'avère plus difficile à atteindre. Et si les responsables des médias ne réussissent pas à atteindre cet équilibre, de l'avis de Maigret «...les journalistes ne sont vus que comme les marionnettes de la nécessité, (...), et non comme des acteurs développant des stratégies dans des espaces de relations multiples » (Maigret, 2007 : 162). À notre avis, voilà le

piège que les professionnels de l'information doivent éviter. Maigret poursuit : « Le journaliste est une figure bien identifiée, appartenant à un groupe de référence, doté de savoirs et de compétences techniques, devant exercer pour la communauté le double rôle d'informateur neutre et impartial (rendant le monde transparent) et de contre-pouvoir (défenseur engagé de l'intérêt public) » (2007 : 156).

Nous croyons que le danger d'un militantisme trop élevé mène à une information de proximité. Ces informations de proximité sont aussi nécessaires à l'évolution d'une communauté minoritaire francophone, mais de l'avis de Proulx (2006) ce sont les médias communautaires qui en font état. Les informations de proximité s'apparentent aux activités communautaires et aux annonces mineures concernant la communauté. Les minorités francophones utilisent plusieurs médias pour défendre à la fois leur identité et favoriser leur intégration dans la société canadienne (Maigret, 2007 : 265). Seulement, il existe une nette différence de mandat entre les différents médias francophones.

Nous reprenons les mots de Losier qui explique que les radios communautaires de l'Ouest canadien sont devenus un outil de lutte contre l'assimilation et elles contribuent à la protection des particularismes locaux et à la promotion de l'identité culturelle (Losier, 1992: 194). Mais nous sommes aussi d'avis que tous les médias, écrits et électroniques, ont contribué à la sauvegarde de la culture francophone dans l'Ouest parce que les médias, en général, sont un outil dont se sert une communauté pour communiquer, pour rejoindre et unir les francophones en région ou ceux qui ne font pas partie des organismes communautaires.

4.4 Le cas de Radio-Canada

La radio de Radio-Canada a vu le jour en 1937 (Radio-Canada, 2009) pour assurer la mainmise de l'état sur la diffusion et empêcher que les ondes ne soient utilisées uniquement dans un but lucratif par des intérêts privés (Grant, 1987: 20). La Société Radio-Canada a le mandat explicite de desservir les francophones partout au pays (Boutin, 2006 :163). En 2001 et en 2003-2004, Radio-Canada a redéfini ses orientations stratégiques : la Société veut notamment mieux refléter la réalité régionale (Boutin, 2006 : 163).

Comme on l'a vu, l'implantation de Radio-Canada confirmait la reconnaissance qui venait d'être accordée aux communautés francophones par la Loi sur les langues officielles de 1969, ainsi que par la Loi sur la radiodiffusion de 1968 qui affirmait pour la première fois le « droit à un service de radiodiffusion dans les langues anglaise et française ». Ce droit de service public assuré par Radio-Canada est essentiel pour plusieurs communautés francophones qui sont trop petites pour se doter d'une station radiophonique communautaire (Proulx, 2006: 144 et 153). Pour les francophones vivant hors Québec, « la radiodiffusion comme instrument de développement social par le biais de la radio de Radio-Canada (et plus tard de la télévision) est primordiale puisqu'elle est le seul lien en temps réel entre toutes les communautés de langue française du pays » (Boutin, 2006: 160).

Selon Jacques Guyot (2000), le développement des langues minoritaires est lié à l'existence de télévisions publiques qui ont réussi à mettre en place un cadre politique minimal pour l'expression des langues et des cultures régionales. Dans les trois cas

étudiés par le chercheur français, en Bretagne, en Galice et au Pays de Galles, la télévision publique constitue la force motrice de la production audiovisuelle régionale (2000: 68).

Mais les défis à relever sont nombreux : développer un réseau d'échanges entre médias régionaux, mieux former les employés ainsi que la recherche d'un financement plus diversifié (Losier, 1992: 194). Les compressions budgétaires à Radio-Canada dans les années 1990 ont restreint la portée de cet instrument de développement social (Proulx, 2006: 154-157). De plus, Thérèse Boutin (2006 : 161) rapporte les paroles des commissaires Laurendeau et Dunton de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme qui soulignent que « l'absence de médias francophones en général et des services de Radio-Canada en particulier contribuent à accentuer les problèmes d'assimilation des francophones vivant en milieu minoritaire. » Donc, nous constatons que la SRC joue un rôle important dans le développement des communautés francophones de l'Ouest canadien.

La SRC fait aussi face à des critiques de la part des leaders francophones. Par exemple, les leaders de la communauté franco-manitobaine considéraient que le mandat de Radio-Canada stoppait l'évolution de ses institutions dans la communauté et percevaient une tendance, parmi les journalistes de Radio-Canada, à chercher l'envers de la médaille. Par contre, le journal *La Liberté* était perçu comme étant plus près et plus à l'écoute de la communauté. Il y avait un sentiment d'identification plus fort à l'endroit de l'hebdomadaire. Venaient ensuite par ordre de préférence la radio (CKSB) puis la

télévision (CBWFT) (Corriveau, 2006: 58). Ceci rejoint la critique qui a été portée à l'endroit de Radio-Canada peu de temps après que les stations radiophoniques francophones de l'Ouest aient été acquises par Radio-Canada, dans les années 1970. À ce moment, les communautés minoritaires francophones ont fait preuve d'un manque d'intérêt envers Radio-Canada. C'est que les communautés n'avaient plus les médias qui leur ressemblaient. Plusieurs auditeurs préféraient écouter des programmes en anglais plutôt que des émissions en français. Radio-Canada était jugé trop québécoise, trop montréalaise et ne reflétait pas leur réalité culturelle et sociale. Les communautés francophones insistaient sur la nécessité d'accroître la quantité, la diversité et la pertinence culturelle des émissions de langue française auxquelles elles avaient accès (Proulx, 2006: 145--147).

Évidemment, nous pensons que les stations régionales ne peuvent pas être le seul reflet de leur région, elles doivent aussi parler du reste du monde. C'est-à-dire que les auditeurs et téléspectateurs de Radio-Canada, peu importe où ils se trouvent au Canada, doivent entendre sur les ondes de leur radio régionale des analyses sur ce qui se passe partout sur la planète. Radio-Canada doit trouver un équilibre entre rester ouverte sur le monde et ancrée dans ses régions (Boutin, 2006: 169).

Et pendant qu'en milieu minoritaire, les leaders tentent de façonner des médias à leur image, le métier de journaliste subit de multiples changements en très peu de temps. Voyons d'abord les pratiques journalistiques.

CHAPITRE 5 : PARALLÈLEMENT: L'ÉVOLUTION DU JOURNALISME

Les changements technologiques, qu'ont subi les médias depuis 30 ans ont fait évoluer les pratiques journalistiques. En termes de changements technologiques nous pensons à la multiplication des canaux, à la multiplication de possibilités de communication grâce à Internet par exemple et l'apparition du direct (Pucheu, 1980: 66). Parallèlement à cette évolution, les tâches du journaliste d'aujourd'hui varient selon la nature de l'organe de presse pour lequel il travaille, que ce soit le journal, la télévision, la radio, le service des sports, l'éditorial ou l'information (Pucheu, 1980: 64). De plus, le journalisme a vu apparaître de nouveaux genres journalistiques comme le commentaire, l'éditorial et de nouveaux critères pour choisir des sujets. Les professionnels de l'information doivent choisir des sujets qui parlent aux humains d'émotion (Pucheu, 1980: 46). La situation économique du média est aussi importante puisqu'elle est liée à sa situation politique. Depuis 30 ans, les propriétaires des médias sont devenus plus importants, plus riches et tiennent en leur possession beaucoup plus d'organes de presse (Pucheu, 1980: 46). Cette concentration a eu des répercussions sur les pratiques journalistiques.

5.1 Pratiques : reportage équilibré, éthique journalistique

Dès 1920, les écoles de journalisme enseignaient un principe à l'effet que l'information ne devrait pas plus être influencée par l'ordre du jour politique et des annonceurs que par l'opinion des éditeurs ou des journalistes eux-mêmes. Déjà, il est question d'objectivité et donc que les journalistes diplômés ont acquis un système neutre

de valeurs (Habermas, 1989: 94). Par contre, selon Jean Charron et Jean de Bonville, il faut distinguer pratiques journalistiques et journalistes. D'abord le journaliste possède des caractéristiques sociodémographiques, c'est-à-dire une idéologie et une façon de penser qui ont été construits par son éducation, le milieu dans lequel il a vécu et les objectifs qu'il s'est fixés. Ensuite, les pratiques journalistiques sont les règles que se donne un média comme toile de fond en tenant compte de son mandat et du budget dont il dispose (Charron, 1996: 41). Par exemple, les journalistes de Radio-Canada doivent se conformer à trois principes journalistiques, principes qui ont été révisés dernièrement : l'exactitude vise une recherche rigoureuse, une langue précise et des sources fiables ; l'intégrité dicte l'objectivité comme méthode de travail et une remise en question des idées reçues ; l'équité oblige les journalistes à considérer tous les sujets comme étant importants, tous les faits sont pertinents et il doit aussi rendre la diversité des points de vue. Et finalement, un quatrième s'ajoute à la liste, la crédibilité: ce qui est dans l'intérêt de tous, le journaliste a le devoir de s'éloigner des conflits d'intérêts, d'être transparent dans sa démarche journalistique et de garder une saine distance avec les sources.

René Pucheu (1980: 14-18) décrit le processus de la communication médiatique. D'abord, il faut un événement. Dès lors, les médias s'empressent de procéder à la collecte des événements et des informations par l'entremise de correspondants, de journalistes, d'agences. Mentionnons qu'une première sélection des événements est effectuée. Une fois la collecte terminée, la perception du média ou du journaliste, c'est-à-dire ses idées et ses représentations mentales sont mises à contribution pour sélectionner les informations à diffuser et la structure de présentation. L'étape suivante

nous mène à la mise en page, à l'écriture et au choix des extraits à diffuser. La diffusion proprement dite est la sixième étape. Par la suite, il y a la première lecture par le récepteur dans le cas d'un journal ou la première écoute par le téléspectateur ou l'auditeur dans le cas d'un média électronique. Une deuxième sélection s'opère à ce stade-ci. Le lecteur-auditeur-téléspectateur retient et rejette des nouvelles. Parmi les nouvelles et les informations retenues, le destinataire les place selon un ordre d'importance déterminé par ses propres intérêts et ses perceptions. Ce classement mène à une réaction qui a comme conséquence soit la modification de l'opinion ou l'oubli des informations. Tout ceci sur un fond culturel différent selon l'endroit, les destinataires et les médias. C'est pour cette raison que Pucheu (1980) constate que le journal ou le média n'est pas un voyeur, mais un acteur dans le grand jeu sociétal et qu'il joue même le rôle de producteur de la société. Il explique : « ... que le journaliste qui voit tout de ses yeux incolores et qui ne ressent rien en son âme, assurant la circulation des messages sans valeurs ajoutées,... c'est fini. » (Pucheu, 1980: 14-18).

Des chercheurs remettent en doute l'objectivité de façade des journalistes lorsqu'ils rapportent la nouvelle. Comme on l'a vu, il y a toujours l'expérience, la vision du journaliste qui entre dans le processus de réalisation du reportage (Berthiaume, 1981: 11). Chacun a sa façon unique de percevoir les événements et c'est ce qu'on appelle de la subjectivité (Keable, 1985: 22). La nouvelle qu'on lit dans un journal, par exemple, n'est jamais la réalité vécue parce que la réalité et les faits y sont doublement subjectivés, d'abord par le journaliste qui les interprète et ensuite par le journal qui présente, par des techniques de présentation subjectives, le texte-interprétatif du journaliste. Le traitement

de l'information donne l'illusion de l'objectivité. En d'autres mots, le journaliste se sert de son rôle d'informateur pour créer une image orientée de la réalité (Berthiaume, 1981: 13, 46, 123). Nous voulons préciser que le journaliste ne modifie pas la nouvelle, il l'oriente.

Cette subjectivité inhérente au métier de journaliste reçoit beaucoup de critiques. Nous étudierons maintenant quelques problèmes liés au journalisme.

5.2 Les problèmes de l'évolution des pratiques journalistiques

Lorsqu'un journaliste présente un reportage, il montre et explique une vision, un point de vue. Tamborini (2000: 639-640) définirait ceci par un portrait sélectionné du monde qui mène l'auditoire à un développement stéréotypé et décalé de leur perception du sujet. Les stéréotypes diffusés par les médias sont comme des conventions pour le développement de l'histoire, facile à comprendre parce que les portraits véhiculés sont consistants avec les attentes conventionnelles. Selon l'auteur, la formation de stéréotype est une conséquence majeure de l'avènement de la culture médiatique (Tamborini, 2000: 639-640).

Un exemple qui illustre la subjectivité des médias se trouve dans les recherches de Galit Benzur (1997). Il a étudié la couverture que les médias ont fait de l'Intifada. Les civils Palestiniens qui se soulèvent contre l'occupation israélienne révèlent que le choix de langage dépeint une réalité particulière. L'analyse des bulletins de nouvelles de ABC et de NBC suggère que des modèles linguistiques définissent le caractère des événements

et dirigent l'audience vers une compréhension spécifique de la nouvelle. Autre exemple : l'entente du Lac Meech et la loi 178 qui limitait le retour au bilinguisme dans l'affichage en dépit d'une décision de la Cour Suprême. Les minorités francophones hors Québec ont mal réagi. Parmi les raisons invoquées, il faut mentionner que les francophones hors Québec, surtout dans l'Ouest canadien, ont pris connaissance du dossier linguistique par l'entremise de la télévision anglophone. Or, il a été démontré que les réseaux CBC et CTV ont véhiculé des informations souvent inexactes teintées d'une opposition politique (Giroux, 1992: 198).

Les médias recherchent les bonnes nouvelles qui garantissent les bonnes histoires et les gens s'en servent pour interpréter leur vie et leurs expériences (Linkon, 2001: 368). Selon Ritcher (2003), les journalistes d'aujourd'hui sont dans une position où ils doivent produire des reportages sensationnels s'ils veulent intéresser les gens et satisfaire leurs patrons. Il faut que les nouvelles attirent l'attention des lecteurs et des téléspectateurs et, pour attirer l'attention, l'événement doit être fort, clair, inattendu et faire sens dans le cadre d'une culture (Neveu, 2004: 53). La sélection des nouvelles à paraître est aussi faite selon ces règles. Conséquences : les médias ont cette capacité de hiérarchiser l'information (Neveu, 2004: 86). De plus, les critères sur lesquels s'effectue le choix des nouvelles à publier et à jeter, sont plus ou moins bien articulés. En tout, près de 90% du total des nouvelles reçues sont écartées (Keable, 1985: 35-36, 63). Cette logique provient de la philosophie de vente des conglomérats médiatiques qui veulent générer des profits à tout prix. Voilà pourquoi on choisit la quête du sensationnel et de l'émotion (Neveu, 2004 : 101). Dans son analyse, Somerfield (1999) conclut que les journalistes choisissent

les nouvelles qui ont un lien avec le crime et les conflits parce que cela se vend mieux. Ritcher ajoute que les coûts de production aussi dictent le contenu des bulletins d'information puisqu'il coûte plus cher de maintenir un correspondant étranger en poste qu'un journaliste local (2003: 154). Les patrons de presse essaient tant bien que mal d'obtenir de meilleures cotes d'écoute pour renflouer leur budget. Dans cette guerre, même pour le service public, l'information est vue comme une marchandise et cette vision l'emporte sur la mission fondamentale des médias qui est celle d'éclairer et d'enrichir le débat démocratique (Ramonet, 1999: 10).

De plus, qu'arrive-t-il quand tous les médias d'un même pays ou d'une même région diffusent les mêmes informations et les présentent à peu de chose près, de la même façon ? L'information n'est plus vérifiable d'une source médiatique à l'autre et il ne reste plus qu'à admettre ce discours unique. Grâce à la technologie, plus d'individus communiquent mais on parle de moins de sujets (Ramonet, 1999: 90). De sorte que la presse écrite, la radio et la télévision parlent tous des mêmes sujets, seul l'ordre change (Ramonet, 1999 : 77 ; Bourdieu, 1996 : 23).

Il y a là matière à réflexion. Ce qu'il faut retenir, c'est que le risque est toujours présent pour le journaliste de tomber dans le piège du « trop-sensationnel » ou plutôt du voyeurisme où l'on présente une nouvelle sans analyse ou mise en contexte. Stephan Ritcher (2003) rappelle qu'il y a trois éléments essentiels dans la couverture médiatique: les nouvelles, l'analyse et l'opinion. Les journalistes doivent revenir aux fondements de leur travail pour que les médias retrouvent leur sens critique et pour être de réels garde-

fous de la démocratie. Nous sommes d'avis que les professionnels de l'information doivent donc faire une différence entre la subjectivité de l'information et le sensationnalisme de l'information. Et finalement le danger est grand de laisser trop de place et de pouvoirs aux médias. Selon des théoriciens canadiens de la communication, les médias ne sont jamais neutres, les médias influencent le sens et l'interprétation de ce qui est échangé ou transmis. Par exemple, les journalistes du Nouveau-Brunswick donnent une préférence à peu près systématique aux nouvelles francophones dans le traitement de l'information locale, régionale et provinciale (Fabris, 2000 : 2).

5.3 Évolution des pratiques journalistiques en milieu minoritaire

La mondialisation de l'économie et de la culture dans le secteur de l'audiovisuel a provoqué la standardisation et l'échange de contenu et a contribué à accélérer un processus d'acculturation. C'est ce qui a forcé le retour en force des identités locales parce que le fait de voir autre chose conforte les gens dans leur propre identité (Mattelart, 1994). C'est pour cette raison, en partie, que les nouvelles régionales ont pris plus d'importance (Guyot, 2004: 5-6). D'ailleurs les chefs de file des communautés francophones en milieu minoritaire s'attendaient à un militantisme plus élevé de la part des journalistes (Forgues, 2007).

Si les leaders des communautés francophones de l'Ouest s'attendaient à plus de militantisme, c'est qu'il existe un consensus général en milieu minoritaire à l'effet que les entreprises de presse du milieu doivent servir les intérêts de la communauté francophone, c'est-à-dire informer et critiquer les organismes en place. C'est le cas en Acadie (Watine,

1992 : 75). Dans le *Moniteur acadien*, créé en 1867 à Shédiac, au Nouveau-Brunswick, on peut ainsi lire dans un premier éditorial significatif en matière d'intentionnalité : « Le Moniteur est créé dans le seul but de venir en aide à la population acadienne de ce pays, en l'instruisant sur les affaires du jour, sur son histoire passée et en essayant de la guider dans la voie obscure du futur. » (Watine, 1992: 76). Et dans le *Courrier des Provinces Maritimes*, fondé en 1885 à Bathurst, Nouveau-Brunswick, le journal se définit dès le départ comme « avocat de la cause francophone dans les Maritimes et comme architecte de l'opinion publique. » D'autres journaux qui ont vu le jour au début du 20ième siècle se définissent comme « *le carrefour indispensable pour tous les francophones du Nord Ouest du Nouveau-Brunswick* ». Les priorités étant de défendre la langue et la culture françaises, d'assurer un lien permanent entre les membres de la communauté et de promouvoir les intérêts économiques des francophones du milieu. Donc, Thierry Watine en vient à la conclusion que les médias francophones des maritimes sont bel et bien investis d'une mission militante. Sauf dans le cas de Radio-Canada, la situation du média public est moins claire parce que, selon lui, Radio-Canada est une presse d'information (Watine, 1992: 79). Mais ce constat général rappelle pourtant trois observations : en milieu minoritaire, les médias ont un rôle essentiel à jouer dans la survivance de la communauté ; les journaux et périodiques sont dans leur grande majorité très militants et constituent plus une presse d'opinion ou une presse d'affirmation qu'une presse d'information ; les journalistes sont davantage missionnaires, plus des acteurs engagés dans un combat que des détectives (Watine, 1992 :79). Et donc nous pouvons nous attendre à observer les mêmes attentes dans l'Ouest francophone.

Mais nous avançons que l'apparition d'un code de déontologie et les changements qui sont survenus dans la profession ont été trop rapides, les organismes francophones et les leaders du milieu n'ont pas toujours su comment réagir face à ces changements. Un sentiment de méfiance envers les journalistes s'en est suivi, sentiment renforcé par le fait que les journalistes travaillant en milieu minoritaire arrivent surtout du Québec, qu'ils sont jeunes, commencent dans le métier, ne sont là que pour quelques années et ne connaissent pas la réalité du journalisme en milieu minoritaire (Corriveau, 2006: 55-56).

Selon Bernier (2006: 115-135), il existe sept principes professionnels qui constituent le noyau de l'éthique et de la déontologie du journalisme : l'intérêt public, des informations véridiques, la rigueur et l'exactitude, l'équité, l'impartialité, l'intégrité et l'imputabilité.

Dans le cas du journaliste francophone en milieu minoritaire, l'adhésion à certaines de ces normes s'avère plus problématique. La proximité des entreprises de presse et de leurs publics, l'isolement géographique et l'environnement linguistique qui stimule un réel souci de la survie de la langue française. En 1996, Marc Bastarache posait la question : « Le militantisme journalistique ne devrait-il pas faire partie d'un nouveau journalisme » ? (Lord, 2006: 21). Nous pensons que c'est déjà le cas et que le journalisme en milieu minoritaire est déjà une pratique distincte. D'ailleurs, si la réflexion dans l'Ouest en est à ses premiers balbutiements, les pratiques journalistiques connaissent une mutation profonde au Nouveau-Brunswick. Elles correspondent davantage à une logique marchande plutôt que citoyenne. Des critiques dénoncent le

sensationnalisme des manchettes et des titres qui cherchent à attirer l'attention du lecteur ou du téléspectateur plutôt qu'à avoir le souci d'informer avec rigueur. L'objectif est clair : augmenter les côtes d'écoute ou vendre plus d'exemplaires. Le rôle du 4e pouvoir se transforme au gré des grandes entreprises qui possèdent maintenant les médias (Lord, 2006: 28-29).

Quoi qu'il en soit, la médiatisation assure une visibilité maximale. Le contrôle des médias par les minorités linguistiques contribue à développer l'image qu'elles se font d'elles-mêmes. Grâce aux médias, une collectivité discute d'elle-même, juge le monde et présente son image au monde (Laflamme, 1992: 25). Les médias d'information sont considérés comme des organes privilégiés de communication entre les membres d'une communauté ou d'une société. Les informations qui se transmettaient dans le passé par le biais des relations interpersonnelles sont maintenant véhiculées à travers les médias. Si le rôle des médias est crucial au sein de nos sociétés modernes, il l'est encore plus au sein des communautés minoritaires pour le maintien de leur tissu social. Le rôle des médias francophones hors Québec est vital dans le contexte actuel où certains appréhendent le déclin de la francophonie hors Québec (Raîche, 1992: 59). Nous nous sommes intéressée à la question parce que plusieurs commentaires ou critiques ont dénoncé le fait que les communautés francophones ne se reconnaissent pas dans les médias francophones en milieu minoritaire (La Liberté, 18 au 24 avril 2007).

CHAPITRE 6 : HYPOTHÈSES

Nous pensons qu'aussitôt qu'un média diffuse une information, surtout en milieu minoritaire, le média en question agit et prend position en produisant une nouvelle, en la valorisant parce qu'il l'a choisie. Il l'a délocalise aussi parce qu'il la projette sur la scène régionale, nationale ou internationale (Pucheu, 1980: 18-20). Le fait d'acheter tel journal plutôt qu'un autre ou de regarder tel poste de télévision signifie que l'on appartient à un groupe, à une nation, à une classe sociale (Pucheu, 1980: 26) et nous ajoutons, à une communauté francophone en milieu minoritaire. Quand Radio-Canada, par exemple, décide de choisir tel sujet ou tel angle à une nouvelle, la SRC marque aussi sa vision tout en respectant ses obligations. Mais est-ce que Radio-Canada a toujours respecté son mandat de mettre de l'avant des informations en français pour chacune des provinces de l'Ouest ? Comme on l'a vu, Thierry Watine en vient à la conclusion que les médias francophones des maritimes sont bel et bien investis d'une mission militante. Sauf dans le cas de Radio-Canada, la situation du média public est moins claire parce que, selon lui, Radio-Canada est une presse d'information et non pas un média communautaire dont les pages appartiennent à la communauté et qui est davantage une presse d'opinion et d'affirmation (Watine, 1992: 79). C'est ce dernier point que nous voulons clarifier.

Alors, compte tenu de ces informations, nous avançons que, dans l'Ouest canadien, la pratique du journalisme en milieu minoritaire francophone à Radio-Canada est une pratique distincte et que le degré de militantisme, soit le degré de relation entre le média et la communauté, varie selon la province et l'histoire des francophones. Le militantisme dépend de l'histoire de la communauté, de son évolution et de la relation qu'elle

entretient avec le média. Nous nous attendons à observer une différence entre le nombre de nouvelle et le choix des sujets entre les différentes provinces qui composent l'Ouest canadien.

Le militantisme se mesure par le choix des sujets et des angles de traitement. Papillon (2000: 2) souligne que les journalistes du Nouveau-Brunswick donnent une préférence à peu près systématique aux nouvelles francophones dans le traitement de l'information locale, régionale et provinciale. Donc, pour un média en milieu minoritaire, les nouvelles qui attirent l'attention en premier lieu doivent avoir un angle linguistique. On s'attend donc à une lecture différente et une plus grande variété des sujets reliés à la francophonie.

CHAPITRE 7 : MÉTHODOLOGIE

En Acadie, là où plusieurs recherches sur la relation entre les médias et la communauté francophone ont été effectuées, il existe un consensus général autour de l'idée que les entreprises de presse du milieu doivent servir les intérêts de la communauté francophone, c'est-à-dire informer et critiquer les organismes en place. Selon Watine (1992: 75), ce militantisme peut être confirmé ou infirmé selon trois méthodes, soit au niveau des acteurs mêmes (par le biais d'entrevues individuelles ou de groupes), soit au niveau des produits (via des analyses de contenu) ou au niveau de l'idéologie organisationnelle, dans les missions que se donnent les entreprises de presse. Puisque personne n'a consulté les archives de Radio-Canada pour une recherche de ce type, nous analyserons le contenu des bulletins de nouvelles de la radio de Radio-Canada. Ceci impliquait de demander la permission au chef régional de l'Ouest de la radio de Radio-Canada ; permission qui nous a été accordée (Annexe 1).

7.1 Le choix de la radio

Les stations de radio de Radio-Canada dans l'Ouest ont été créées dans un souci de garder vivante la langue française. Comme on l'a vu, l'implantation de Radio-Canada confirmait la reconnaissance qui a été accordée aux communautés francophones par la Loi sur les langues officielles de 1969, ainsi que par la Loi sur la radiodiffusion de 1968 (Proulx, 2006: 144). Pour les francophones vivant hors Québec, la radiodiffusion comme instrument de développement social par le biais de la radio de Radio-Canada (et plus tard de la télévision) est primordiale, puisqu'elle est le seul lien en temps réel entre toutes les

communautés de langue française du pays (Boutin, 2006: 160). Et donc, si la SRC veut notamment mieux refléter la réalité régionale (Boutin, 2006: 163), nous voulons connaître l'état de la situation du côté du service des nouvelles de la radio d'état. Nous avons donc limité notre recherche à la radio de Radio-Canada dans les quatre provinces de l'Ouest.

Nous avons choisi la radio puisqu'elle est un médium local, il s'agit là d'une des caractéristiques importantes de ce média. La programmation met l'accent sur la communauté, par le biais de nouvelles, des prévisions météorologiques et de la circulation routière (Siegel, 1996: 162). Les journaux sont considérés comme étant davantage communautaires en raison de leur capacité limitée (financièrement entre autres) à rejoindre des populations plus éloignées. Les médias électroniques, eux, dépassent ces limites. Le télégraphe s'est étendu à travers le pays avec la construction du chemin de fer. Ensuite la radio, après la Première Guerre mondiale, est devenue un moyen social de communication, un moyen qui pouvait rivaliser avec le journal pour créer des ponts à l'intérieur même du Canada (Siegel, 1996: 8). De plus, la radio française de la SRC est souvent la seule présence radiophonique française dans certaines régions du Canada, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de radios communautaires ou, que les antennes ne sont pas assez fortes (Schellenberger, 2008: 26). Et finalement, nous avons choisi la radio parce que ce médium a été davantage un modèle que la télévision pour représenter la diversité régionale du Canada (Schellenberger, 2008: 30). Nous pensons qu'en général, il y a plus de possibilités de couverture régionale, puisque de nombreuses

entrevues peuvent s'effectuer par téléphone et, que la plage horaire est plus souple, donc les leaders peuvent y insérer plus d'émissions locales.

7.2 La méthode d'analyse de contenu de fréquence statistique

Il existe deux sortes d'analyse de contenu ; l'analyse à dominante quantitative qui a trait au traitement statistique pour repérer la fréquence de certains mots ou expressions ; et l'analyse qualitative qui a trait à la présence ou à l'absence d'une caractéristique ou la manière dont les éléments du discours sont articulés les uns aux autres (Schwarz, 2009). Les deux méthodes vont souvent de pair puisque l'analyse statistique met en lumière une réalité méconnue, par la manipulation de données statistiques, et l'analyse de contenu permet de faire ressortir le contenu des données de communication (Schwarz, 2009 : chapitre 4.7). Eitel (2009 :616) ajoute que les deux méthodes se complètent. L'analyse qualitative est utilisée afin de mieux comprendre les différents résultats statistiques. C'est aussi l'avis de Proulx (1997 :8-9-10) qui écrit :

> « Deux grands volets que nous avons retenus : d'abord une étude quantitative et statistique, puis une méthode qualitative ou stylistique. Il faut d'abord décomposer le texte en ses plus simples éléments, les mots, grâce aux concordances établis à l'ordinateur, afin de les étudier selon certains critères tels leur fréquence, leur distribution en catégories grammaticales, leur répartition…»

Et puis aussi :

> « Les observations que l'on fait sur un vocable, par exemple sa haute ou basse fréquence ou encore sa forte ou faible distribution dans le corpus, reposent sur des données quantifiables et immédiatement vérifiables dans les tableaux (…) ceci confère à cette méthode son caractère objectif et scientifique (…). Bref, l'analyse quantitative sert d'assise à l'étude qualitative et constitue une garantie contre des interprétations subjectives ou fondées seulement sur l'intuition…»

Nous avons donc choisi la méthode d'analyse de contenu de fréquence statistique. Cette méthode d'analyse de contenu permet d'obtenir des résultats clairs et comparables dans le temps. Grâce à l'analyse qualitative, nous pourrons dégager des tendances et des contre-tendances. De plus, cette méthode a été choisie spécifiquement en raison d'une question de faisabilité. Il nous était impossible d'écouter les bulletins audio de chacune des provinces de l'Ouest. L'opération se serait avérée trop longue et coûteuse puisque nous aurions dû nous rendre dans ces provinces pour en faire l'écoute. Nous nous sommes tournée vers les archives écrites de la radio de Radio-Canada. Mais ces archives étaient souvent incomplètes ou inégales d'une province à l'autre. Et donc, la méthode d'analyse de fréquence statistique était la méthode la plus appropriée dans cette situation puisqu'elle permet tout de même d'offrir des tendances et des contre-tendances (Eitel, 2009 :616-630). Nous voulons aussi mettre en lumière le fait que l'analyse de contenu de fréquence statistique est plus appropriée que l'analyse de contenu classique, dans ce cas-ci, parce que nous nous attendons à ce que les résultats ne soient pas si facile à analyser. Les journalistes qui travaillent dans les stations radiophoniques de l'Ouest sont mieux formés qu'avant. Les écoles de journalisme qui les préparent à entrer sur le marché du travail et Radio-Canada offrent maintenant des cours et des formations d'éthique journalistique. Le résultat montre des pratiques journalistiques plus subtiles et donc nous pensons que l'analyse de contenu de fréquence statistique confirmera notre thèse du militantisme.

7.3 Les archives écrites de la radio de Radio-Canada

Dans le but de vérifier nos hypothèses, nous passerons donc en revue les archives écrites de la radio de Radio-Canada. Vu le manque de budget et de temps pour nous rendre dans chacune des provinces afin d'écouter les bulletins de nouvelles radiophoniques archivés, nous nous sommes tournée vers les textes écrits des nouvelles et dans certains cas les textes des bulletins de nouvelles entiers qui ont été diffusés et archivés par la suite. Nous devons spécifier que ces textes, malgré notre désir, n'ont pu être ajoutés en annexe en raison du volume trop important de pages additionnelles que cela aurait comporté. Le lecteur peut avoir accès à cette banque de données sur demande auprès des services de l'Ouest de Radio-Canada. Le système utilisé est un système de gestion de textes et de conducteurs d'émissions (les listes des sujets et l'ordre de passage) qui permet d'avoir accès notamment à une multitude d'agences de presse, un logiciel appelé INEWS.

7.4 La période étudiée

La période étudiée a été plus difficile à déterminer. Les défis de la recherche relèvent du manque de constance des archives de la radio de Radio-Canada dans l'Ouest canadien. Au départ, nous voulions passer en revue dix ans d'archives du service de nouvelle radiophonique de Radio-Canada des quatre provinces de l'Ouest. Mais ce n'était pas toutes les provinces qui avaient la constance d'archiver leurs bulletins de nouvelles et, de plus, cette tâche s'avérait trop longue. Nous avons dû restreindre la période étudiée à l'année 2007 et à l'année 2008 de janvier à juin, du lundi au vendredi puisque dans le cas de la Colombie-Britannique, les fins de semaine ne sont pas archivées. De plus, le nombre de bulletins archivés diffère de province en province. Au Manitoba, les bulletins

de 6h30, 7h30, 8h30, 12h05 et 17h05 sont archivés la plupart du temps. En Saskatchewan, les responsables du service d'archivage mettaient de côté les bulletins de 6h30, 7h30, 8h30, 11h50 et 16h30. Il faut mentionner aussi que la Saskatchewan produisait en 2007-2008 quatre bulletins de nouvelles Ouest (10h05, 12h05, 14h05 et 15h05) composés de nouvelles provenant des quatre provinces de l'Ouest. En Alberta, les bulletins de 6h30, 7h30, 8h30, 12h05 et 17h05 sont archivés et en Colombie-Britannique seulement les bulletins de 7h30, 12h05 et 17h12 sont mis de côté. Malgré les différences, nous pensons tout de même que les données recueillies permettront d'avoir une idée de la couverture médiatique radiophonique des communautés francophones de l'Ouest canadien. Pour en venir à cette conclusion, nous avons calculé le nombre de jours du lundi au vendredi que chacun des mois des années étudiées comptaient (Annexe-graphique 2 et 3). Nous constatons que le mois d'août comporte une journée de plus et nous observons un creux en septembre...mais sinon le graphique de l'annexe 3 nous montre une certaine régularité.

Nous avons voulu ensuite comparer ces résultats avec le nombre de jours qui ont été archivés dans chacune des provinces de l'Ouest (Annexe 4). Nous constatons que les courbes se suivent et sont comparables. Sauf pour janvier 2007, en Alberta, aucune entrée n'était enregistrée. Mais nous sommes d'avis que cet écart n'est pas assez important pour rendre impossible la comparaison des données (Annexe-tableau 5). En observant les résultats, nous constatons qu'en mars 2007, les quatre provinces avaient le même nombre de jours archivés, soit 22 (Annexe-tableau 5). La même chose en août 2007, soit 22 et de même qu'en janvier 2008, 22 (Annexe-tableau 5). Ces observations

nous seront utiles quand viendra le temps d'effectuer des rapprochements entre les provinces.

Ensuite, pour chacun des jours archivés et pour chacune des provinces étudiées, nous avons passé en revue les textes et l'ordre dans lequel ils ont été diffusés (quand l'information était disponible). S'il y avait eu des bulletins, cette journée était incluse dans l'étude, même s'il n'y avait aucune nouvelle francophone archivée.

7.5 La cueillette de données

Lors de la recherche de terrain, nous avons pris soin de noter sur une feuille, pour chacune des journées étudiées, dans chacune des provinces, la date, les nouvelles d'intérêt pour la communauté francophone desservie en même temps que les nouvelles générales accompagnées d'un extrait d'entrevue en français (Annexe 6). Les reportages ayant des extraits d'entrevues en français ont été retranchés de cette étude puisque ce ne sont pas tous les textes de ces reportages qui étaient disponibles. Les reportages étaient inclus seulement si, dans l'introduction, il y avait une mention de la communauté francophone desservie, mention d'un organisme ou d'une école francophone ou mention d'un village où des francophones habitent.

Les différents bulletins de nouvelles (les heures) accompagnés du nombre d'items ont aussi été notés. Ce n'est pas toutes les nouvelles répertoriées que nous avons pu classifier (c'est-à-dire déterminer l'ordre de diffusion) puisque dans plusieurs cas, dans une journée donnée, seulement le texte du sujet était disponible sans que nous puissions connaître son

rang de diffusion dans le bulletin de nouvelles radiophoniques. Nous avons pourtant décidé d'en tenir compte pour nous aider à vérifier l'une de nos hypothèses à savoir quel est le degré de militantisme des journalistes en milieu communautaire francophone. Ces nouvelles francophones ont été classées en huit catégories dont les définitions ont été expliquées dans la problématique. Finalement, nous avons pris en note l'ordre de passage des nouvelles qui nous intéressaient, encore une fois lorsque cela était possible (Annexe 6). Un même sujet peut être répété plusieurs fois, s'il est présenté sous un format différent ou si la nouvelle a évolué (exemple : réaction au budget fédéral).

La première province à nous dévoiler ses archives a été le Manitoba. Un mois d'archives nous prenait environ quatre heures à en faire la nomenclature. Nous avons pris à peu de chose près le même temps pour passer en revue chacun des mois des archives de la Saskatchewan. En Alberta, par contre, un mois équivalait à 2h30-3h de notre temps, tandis que pour la Colombie-Britannique, passer en revue un mois prenait en moyenne entre 45 minutes à 1 heure. Ces informations sont intéressantes dans la mesure où elles dévoilent un début de réponse à nos hypothèses, c'est-à-dire, plus on va vers l'Ouest et moins il y a de nouvelles concernant les francophones.

7.6 Organisation des résultats

Une fois la recherche de terrain terminée, il nous fallait organiser nos résultats. La première étape a été de séparer les nouvelles destinées à la communauté francophone desservie. Nous avons constaté qu'il y avait trois grandes catégories de nouvelles. S'en est suivi la classification suivante :

1-nouvelles d'ordre général (municipal, provincial, national) mais ayant un angle journalistique francophone ou tout simplement un extrait d'entrevue en français. À nos yeux, ce genre de nouvelles est important parce qu'il rapproche la minorité de la majorité. Ces nouvelles montrent aussi que les francophones sont partie prenante de ce tout que l'on nomme société canadienne, qu'ils ont des réactions et des idées ;

2-nouvelles « communauté » (nous verrons plus loin que nous faisons une différence entre *communautaire* et *communauté*) qui concernent directement la communauté francophone desservie : éducation, bilinguisme, immigration francophone, remise de prix. Lorsqu'il s'agissait d'une nouvelle nationale ayant un angle francophone (réaction au budget fédéral par exemple), une attention particulière était portée au texte. Nous nous demandions comment le texte avait été construit. Si le sujet concernait la communauté, la nouvelle était classée dans cette catégorie. Par exemple, couverture journalistique du budget fédéral, si le texte commençait par des détails sur le budget, cette nouvelle était classée dans la première catégorie. Par contre, si le texte commençait par un organisme de la communauté, il s'agissait de la deuxième catégorie puisque le sujet était relié directement aux francophones ;

3-finalement, les nouvelles de la communauté francophone mais d'un point de vue culturel : spectacles, événements, festivals, mais aussi tout ce qui avait trait à l'histoire.

Par la suite, en y regardant de plus près, en voulant connaître les sujets couverts par les journalistes en milieu minoritaire francophone, nous avons établi huit sous-catégories : affaires francophones, économie, éducation, communauté, culturel, santé, immigration et religion.

Certaines nouvelles méritaient une attention particulière lors de la classification. N'ayant pas toujours le texte du reportage devant les yeux, nous devions nous fier aux informations que nous avions entre les mains pour classer la nouvelle. Alors pour nous aider dans notre tâche, nous avons dû établir certaines règles et les appliquer à l'ensemble de la base de données. D'abord, s'il n'y avait pas de terme dans l'introduction du reportage ou de noms qui reliaient la nouvelle à la communauté, la nouvelle était classée dans la première catégorie, soit générale. Aussi, nous n'avons pas pris en considération les noms propres francophones puisque dans l'Ouest, une personne peut avoir un nom francophone mais être unilingue anglophone. Troisième règle : puisque chacune des provinces avait sa façon d'archiver, nous avons dû adapter la recherche terrain et trouver les dénominateurs communs aux données. C'est pour cette raison que nous avons choisi d'étudier l'année 2007 et les six premiers mois de l'année 2008. De plus, nous devons spécifier qu'il nous manquait quelques semaines complètes d'archives en Colombie-Britannique (septembre-octobre-novembre 2007 ainsi que la fin juin 2008) que nous avons dû compléter en écoutant les archives audio des bulletins de nouvelles pour obtenir un échantillon comparable aux autres provinces et équilibrer la base de données. Nous avons éliminé tous les textes accompagnés d'extraits d'entrevue en anglais (en Saskatchewan) puisqu'il ne s'agissait pas de l'objet de notre étude. Nous avons éliminé les répétitions des nouvelles pour épurer la base de données, sauf si le texte ou l'extrait d'entrevue ou la forme de diffusion de la nouvelle (ex : de texte-clip à reportage) changeait. Nous avons alors classé ces items comme de nouveaux sujets. Tous les bulletins d'une même journée n'étaient pas nécessairement archivés dans toutes les provinces, mais habituellement, une même nouvelle est diffusée entre 2 et 4 fois, selon

les provinces. Alors nous pensons que la plupart de ces nouvelles ont été soumises à notre attention.

Comme on le constate, vu les nombreux obstacles que nous avons dû franchir, cette base de données n'offrait pas les meilleures conditions nécessaires à la vérification de nos hypothèses. Mais nous soutenons qu'il s'agit de la seule façon d'en arriver à une conclusion, même partielle.

Nous en sommes maintenant à la présentation des résultats et à l'analyse.

CHAPITRE 8 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Dans un premier temps, nous voulions comparer le nombre de journées avec mentions francophones ou extraits d'entrevue en français dans chacune des provinces étudiées.

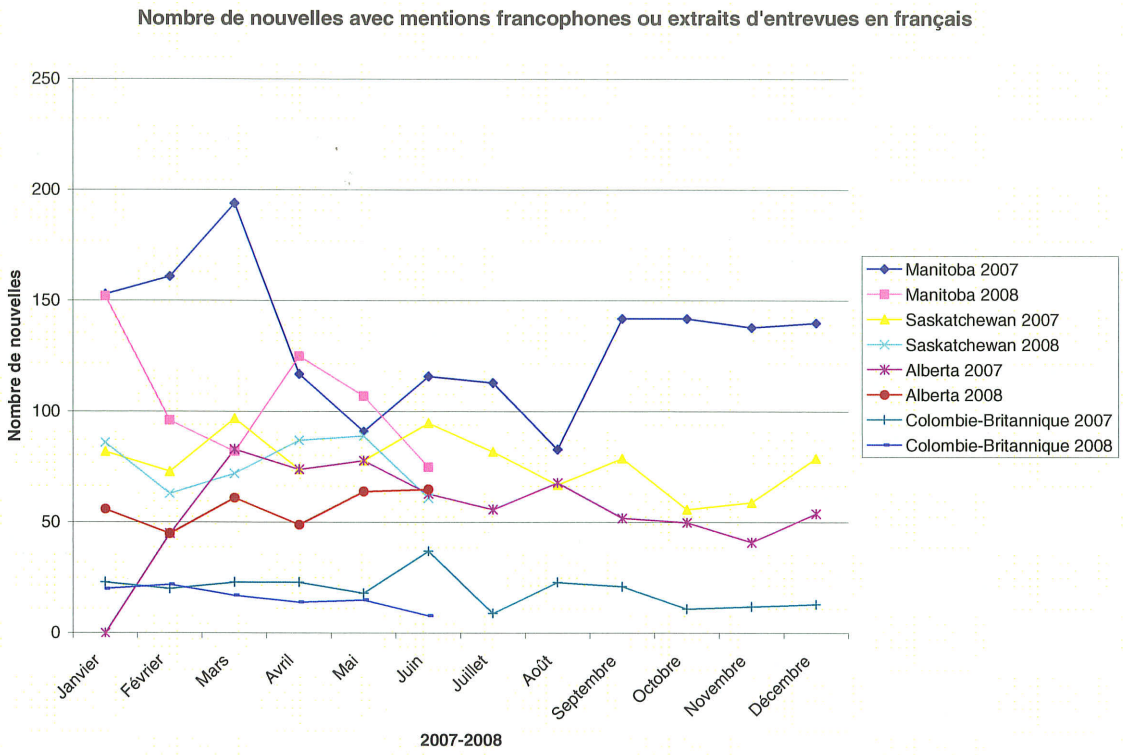
8.1 Mentions francophones

En faisant référence à l'annexe-graphique 7, nous constatons que les courbes présentent une similitude pour la plupart des provinces. Par contre, nous observons aussi une différence frappante. Nous remarquons que la Colombie-Britannique fait cavalière seule. Les données (Annexe 9) montrent que le nombre de journées où les bulletins de nouvelles incluaient des nouvelles francophones, c'est-à-dire reliées à la francophonie, à l'éducation française ou simplement à un sujet d'ordre général accompagné d'un extrait en français sont plus basses que les autres provinces. De plus, la courbe ne ressemble pas aux autres courbes, nous pensons que ceci indiquerait qu'il n'y avait pas de règle précise quant au choix des nouvelles francophones pour l'année 2007 et la première moitié de 2008.

Nous avons ensuite voulu connaître le nombre de nouvelles ayant une mention francophone ou ayant un extrait d'entrevue en français. Le graphique suivant fait état des résultats.

Contrairement au graphique 3, chacune des provinces étudiées a une courbe bien distincte. Le Manitoba arrive en première position quant aux nombres de nouvelles avec

mentions francophones ou extraits d'entrevues en français. Ensuite, la Saskatchewan et l'Alberta se suivent de près, mais la Saskatchewan conserve une mince avance sur sa voisine. Et finalement, la Colombie-Britannique arrive très loin en quatrième position. Comparativement au graphique du nombre de journées, nous constatons que les courbes, bien que similaires, ne suivent pas toujours celles des autres provinces.



8.2 Genre de nouvelles francophones

Au chapitre du genre de nouvelles francophones diffusées, nous voulions faire la lumière sur les choix effectués par les différentes salles de nouvelles de l'Ouest francophone. Nous avons classé les nouvelles sous huit catégories, soit affaires francophones (bilinguisme, langues officielles), économie (des communautés francophones desservies), éducation française, communauté, culturelle, service de santé

en français, immigration francophone et religion catholique (puisque historiquement la religion prenait une place très importante) (Annexe 10). Nous devons spécifier que nous avons fait une différence entre communauté et communautaire. Nous pensons que les nouvelles classées sous communauté incluent un plus grand nombre de francophones que les nouvelles communautaires. Et puisque les communautés francophones vivent un changement important en raison de l'immigration, nous pensons qu'il était important d'élargir cette catégorie à la communauté.

En observant le portrait d'ensemble (Annexe 10), nous constatons que les affaires francophones prenaient une grande place en 2007, surtout au Manitoba et en Saskatchewan. Cela peut être dû notamment à l'actualité francophone qui a été abondante. Mais nous notons que nous ne retrouvons pas la même tendance dans les autres provinces de l'Ouest et pourtant elles partagent les mêmes objectifs et mandat. Nous constatons aussi que chacun des genres énumérés ici, a un champion, soit le Manitoba ou sa voisine la Saskatchewan. Les résultats de ce tableau (Annexe 10) démontrent que ces deux provinces réussissent à parler des francophones beaucoup plus que les deux autres.

Nous attirons l'attention sur les catégories affaires francophones, éducation et les nouvelles relatives à la communauté. Ces nouvelles sont, d'un point de vue historique, proche de la communauté desservie et donc plus évidente à couvrir pour un média francophone en milieu minoritaire. Voilà pourquoi nous pensons que ces catégories ressortent plus que les autres. Quant à la section économie et immigration, il s'agit là de

nouveaux genres de nouvelles (Chagnon et Geoffroy, 2006: 163-174). Nous spécifions que les résultats de la section santé en français nous ont surpris. Nous nous attendions à plus de ce genre de nouvelles. Par contre, les résultats au sujet de la religion faisaient parti de la normalité selon nous. Dès la formation des communautés francophones, la religion catholique a pris une place très importante. Les communautés étaient tournées vers le catholicisme, tandis qu'aujourd'hui, c'est une autre réalité. Mais nous notons que, dans les communautés francophones où les affaires francophones sont plus importantes qu'ailleurs, il est question beaucoup plus souvent de religion. À noter que ces nouvelles ont été tirées d'archives de 2007 et de la première moitié de 2008. Il faut évidemment prendre en considération que tout dépend de l'actualité et de l'importance accordée à chaque élément composant un bulletin de nouvelles.

Si le nombre de nouvelles dans chacune des catégories est beaucoup plus important au Manitoba et en Saskatchewan, il en est autrement lorsqu'il s'agit de pourcentage. Les annexes 11 à 14 démontrent cette tendance. Les pourcentages se ressemblent beaucoup et donc nous pouvons avancer le fait que, malgré les petits résultats en Colombie-Britannique, par exemple, la part de nouvelles classées dans chacune des catégories se rapproche beaucoup.

8.3 Échanges entre les provinces

Lors de la recherche de terrain, nous avons constaté que la Saskatchewan empruntait beaucoup de nouvelles à ses voisins, le Manitoba et l'Alberta ainsi que la Colombie-

Britannique. Nous avons voulu vérifier cette impression en notifiant le nombre d'échanges entre les provinces. Nous avons classé ces échanges en deux catégories :

-National : soit les nouvelles francophones d'ordre national qui intéresseraient toutes les communautés francophones du Canada et donc nous sommes d'avis que les quatre provinces de l'Ouest devraient diffuser ces nouvelles sous une forme ou une autre (texte, texte-clip, reportage);

-Ouest : les nouvelles interprovinciales soit de l'Ouest ou d'ailleurs au Canada.

Le graphique 20 et le tableau 21 montrent le fait que le Manitoba et la Saskatchewan se ressemblent quoiqu'en Saskatchewan, en 2007, on note un grand nombre d'échanges interprovinciaux. Nous expliquons cette différence remarquable par le fait que la Saskatchewan diffuse des bulletins Ouest composés de nouvelles provenant des quatre provinces de l'Ouest. Les autres provinces diffusent aussi ces nouvelles ou en partie, mais ne les archives pas, puisqu'ils ne sont pas produits dans les stations de radio locales. Nous constatons aussi que la Colombie-Britannique enregistre un faible nombre d'échange de type National et Ouest. Les raisons peuvent être de plusieurs ordres. D'abord d'ordre géographique: les Rocheuses présentent une frontière naturelle entre les prairies et la Côte ouest; d'ordre territorial puisque la Colombie-Britannique n'est pas considérée comme une province des prairies et n'ayant donc pas les mêmes priorités; ensuite, d'ordre historique puisque la communauté francophone est dispersée contrairement au Manitoba et à la Saskatchewan. La communauté francophone de l'Alberta aussi est dispersée à travers la province, à la seule différence que les leaders de cette province se sont aussi battus aux côtés du Manitoba et de la Saskatchewan pour obtenir la radio en français et ainsi la reconnaissance qu'elle apporte.

8.4 Nouvelles francophones, prioritaires ?

Le tableau suivant avait pour but de découvrir si les salles de nouvelles de l'Ouest priorisaient les nouvelles francophones.

Nombre de nouvelles diffusées en premier
Janvier à Juin 2008

	Mb	Sk	Ab	C.-B.
Janvier	13/46=28%	19/59=32%	3/13=23%	2/11=18%
Février	7/46=15%	15/43=35%	3/16=19%	1/12=8%
Mars	14/49=29%	14/52=27%	2/36=6%	2/7=29%
Avril	13/36=36%	11/48=23%	2/25=8%	0/2=0%
Mai	12/45=27%	3/38=8%	4/36=11%	3/6=50%
Juin	16/31=52%	9/35=26%	5/36=14%	1/6=17%

Nous constatons que, malgré les données très différentes dans chacune des provinces, les pourcentages se ressemblent. Et lorsque le taux est peu élevé, il faut placer la nouvelle francophone en perspective puisqu'il faut prendre en considération les autres nouvelles du jour.

Dans cette partie, nous avons vu que le nombre de journées où les salles de nouvelles choisissent de couvrir des nouvelles francophones ou d'inclure un élément francophone (ex : extrait d'entrevue en français sur un sujet général) est similaire d'une province à l'autre. Les données se situent entre 20 et 22 jours par mois (Annexe 8). La seule exception est la Colombie-Britannique qui ne semble pas avoir, au moment de cette recherche, de ligne directrice précise quand à ce type de nouvelles. Par ailleurs, nous soulignons que la Colombie-Britannique se trouve très loin derrière les autres provinces quant au nombre de nouvelles avec mention francophone ou extraits d'entrevue en français. L'annexe-tableau 9 permet de constater la différence qui existe entre chacune des provinces : le Manitoba est la province où l'on retrouve le plus de nouvelles

francophones ou des nouvelles générales ayant un élément francophone atteignant un total de 1590 nouvelles en 2007, comparativement à 233 en Colombie-Britannique. De plus, le graphique qui comptabilise les genres de nouvelles francophones (Annexe 10) confirme que le Manitoba et la Saskatchewan arrivent en première position concernant la couverture des nouvelles à propos de la francophonie. Au Manitoba, en 2007, 40% des nouvelles étaient consacrées aux nouvelles francophones ; en 2008, c'était 54%. Nous pouvons avancer que ces deux provinces réussissent à parler davantage des francophones que les deux autres. Et finalement, la Saskatchewan est la province où s'effectue le plus d'échange dans l'Ouest en 2007. Nous pensons que ces résultats sont la conséquence de la réalisation de plusieurs bulletins Ouest qui diffusent des nouvelles des trois autres provinces.

Nous tenterons maintenant de placer ces données en perspective pour observer et comprendre les tendances analytiques qui se dégagent de ces résultats.

CHAPITRE 9 : ANALYSE ET DISCUSSION

Après avoir étudié les communautés francophones de l'Ouest de près, après avoir relu leur histoire, nous pouvons avancer que les leaders de ces communautés se sont battus bec et ongle pour garder vivant le fait français et pour qu'il soit reconnu par les gouvernements. Une partie de cette reconnaissance est arrivée par la voie des médias. Des radios communautaires, puis des radios d'État ont été établis dans les communautés francophones. Dès lors, les francophones avaient un outil de communication de plus.

Si l'on se fie au modèle de Linkon (2001: 368), la communication a trois fonctions : d'abord, découper et définir le monde extérieur; ensuite, définir sa propre place par rapport aux autres et, finalement, aider à s'adapter avec succès à son entourage.

En y regardant de plus près, en milieu minoritaire, nous avons observé que chacune de ces fonctions correspond à un genre de nouvelle ; définir le monde extérieur concerne les nouvelles générales (nationale, provinciale, municipale) ayant un angle ou un point de vue francophone, par exemple un reportage de réactions au budget fédéral; définir sa propre place par rapport aux autres vise les nouvelles d'affaires francophones (bilinguisme, langues officielles, services en français); et s'adapter à son entourage c'est s'adapter à la majorité anglophone et qui prendrait la forme, par exemple, d'un texte concernant une nouvelle de la majorité en y ajoutant un clip extrait d'entrevue en français.

9.1 Pratique distincte

Ce qui nous amène à notre première hypothèse, que dans l'Ouest canadien la pratique du journalisme en milieu minoritaire francophone à la radio de Radio-Canada est aussi une pratique distincte. Nous avons remarqué que l'Ouest canadien n'est pas à part sauf quand il s'agit de la pratique journalistique en milieu minoritaire. Tout comme les recherches effectuées dans les maritimes, en Ontario et au Manitoba, la pratique du journalisme diffère du journalisme d'un milieu majoritaire. Comme on l'a déjà vu plus haut, en parlant des journaux acadiens distribués dans les maritimes, les entreprises de presse du milieu doivent servir les intérêts de la communauté francophone, soit informer et critiquer les organismes en place (Watine, 1992: 75). Les auteurs d'études utilisent plusieurs termes pour définir cette relation. Certains parlent de carrefour des francophones, le phare qui guide les Acadiens, de bouée de sauvetage, d'instrument pour réunir cette grande famille et conserver sa religion, sa langue et ses coutumes (Richard, 1992: 220-221).

Comme on l'a vu, Thierry Watine (1992: 79) en vient à la conclusion que les médias francophones des maritimes sont bel et bien investis d'une mission militante. Sauf dans le cas de Radio-Canada. La situation du média public est moins claire parce que, selon lui, Radio-Canada est une presse d'information et non pas un média communautaire. Nous expliquons cette affirmation par ceci : les pages d'un média communautaire appartiennent à la communauté, voilà pourquoi les journaux communautaires sont davantage une presse d'opinion et d'affirmation (Watine, 1992: 79). Tandis que les ondes de la radio d'état appartiennent aux Canadiens et donc aux francophones de partout

au Canada. Les dirigeants de la radio de Radio-Canada dans chacune des régions doivent répondre de leurs décisions auprès des communautés desservies. Comme nous l'avons expliqué, nous faisons aussi une différence entre les nouvelles communautaires qui ont trait aux nouvelles de la communauté rapprochée et les nouvelles de la communauté, c'est-à-dire les nouvelles qui concernent les francophones de la communauté rapprochée comme des autres communautés.

Nous concluons que puisque la radio de Radio-Canada dans l'Ouest canadien se trouve dans un milieu minoritaire francophone, puisque cette radio dessert des communautés francophones et qu'une grande partie de ses nouvelles est orientée vers la communauté desservie, puisque, comme nous l'avons constaté en passant en revue les archives de la radio d'état dans l'Ouest, le choix de sujets est orienté vers le fait français et que les façons de couvrir une nouvelle ne sont pas les mêmes (angle local ou francophone), nous pouvons avancer que le journalisme pratiqué à la radio de Radio-Canada dans l'Ouest est une pratique distincte, sans être toutefois au même niveau que les journaux communautaires. Ce qui confirme la différence que nous avons fait entre les termes « *communauté* » et « *communautaire* ». Tout comme Thierry Watine (1992: 79) l'écrivait, la différence réside dans le fait que Radio-Canada pratique un journalisme d'information. Les journaux communautaires sont plus près des communautés, tandis que la radio d'état est un média de communautés puisqu'elle est accessible par les francophones de plusieurs communautés et c'est un média qui permet aux journalistes de rejoindre plusieurs communautés par téléphone.

Roussel (1992: 180) est d'avis que la presse francophone de l'Ouest canadien est une des plus engagées du réseau. Cet engagement est le reflet des défis que doivent surmonter les médias : des provinces complètes à couvrir, une dispersion extrême des populations francophones à atteindre, un besoin constant de se démarquer des autres communautés culturelles qui les surpassent souvent en nombre (Roussel, 1992: 180). Nous pensons que la même réalité s'applique à la radio de Radio-Canada. En 1996, Marc Bastarache posait la question : « Le militantisme journalistique ne devrait-il pas faire partie d'un nouveau journalisme » ? (Lord, 2006: 21). Nous pensons que c'est déjà le cas et que le journalisme en milieu minoritaire est déjà une pratique distincte. Ce qui nous mène à notre deuxième hypothèse.

9.2 Le degré de militantisme

Nous pensons que le degré de militantisme, soit le degré de relation entre le média et la communauté, changera selon la province et l'histoire des francophones. Nous sommes d'avis que le militantisme dépend de l'histoire de la communauté, de son évolution et de la relation qu'elle entretient avec le média. Nous pensons que nous observerons une différence entre le nombre de nouvelles qui concerne les francophones et le choix des sujets entre les provinces qui composent l'Ouest canadien. Le degré de militantisme dans cette recherche se définit comme étant le nombre de nouvelles qui s'adressent directement à la communauté francophone.

En nous référant aux résultats du graphique à la page 67 et à l'annexe 9, nous constatons que les trois provinces des prairies suivent la même courbe, à quelques différences près. La Colombie-Britannique, quant à elle, fait cavalière seule. En

comptabilisant le nombre de nouvelles avec mentions francophones ou extraits d'entrevues en français, nous constatons que le Manitoba a le plus grand nombre de nouvelles en 2007, soit 1590, la Saskatchewan et l'Alberta sont presque nez à nez avec une avance pour la Saskatchewan et la Colombie-Britannique arrive loin derrière avec 96 nouvelles. À notre avis, ceci démontre clairement que la relation entre le média radiophonique et la communauté n'est pas la même d'une province à l'autre. Ce qui confirme en partie, notre deuxième hypothèse. Même si la Colombie-Britannique avait moins de bulletins archivés, nous pensons que plus nous nous dirigeons vers l'Ouest, moins il y a de nouvelles francophones parce que les communautés sont moins organisées et de plus en plus dispersées. En allant plus loin dans notre réflexion, nous avançons que ces différences sont dues dans un premier temps au fait que plusieurs communautés francophones de l'Ouest sont dispersées. C'est le cas de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Au Manitoba, les francophones se réfèrent à un lieu commun, l'ancienne Ville de Saint-Boniface qui est maintenant le quartier francophone de Winnipeg. La minorité du Manitoba a donc moins souffert de l'assimilation grâce à l'existence de Saint-Boniface qui a toujours abrité un nombre important de francophones. Les services culturels offerts atténuent les répercussions néfastes de l'urbanisation. Aucun centre urbain comparable n'existait en Alberta ni en Saskatchewan. Les Franco-Albertains et les Fransaskois étaient donc plus vulnérables aux menaces posées par l'urbanisation que ne l'ont été leurs compatriotes du Manitoba (Université Laval, 2008). En Saskatchewan, Gravelbourg fait office de point central, mais on retrouve les francophones dispersés à travers la province et surtout près des grands centres. En Alberta et en Colombie-Britannique, on note une absence de lieu géographique commun,

un lieu historique, clair et défini comme étant un lieu francophone. En Colombie-Britannique, il y a bien sûr, l'ancienne ville de Maillardville, qui est maintenant un quartier de Coquitlam, en banlieue de Vancouver. Mais ce quartier doit partager le titre de lieu de la francophonie dans cette province avec la paroisse Saint-Sacrement, au coin de la 16e avenue et de la rue Heather, un quartier de Vancouver où un bon nombre de francophones se sont installés. Il faut noter aussi le fait que certaines provinces de l'Ouest ne comptent plus beaucoup de francophones de souche, c'est-à-dire de francophones qui habitent cette province depuis plusieurs générations. C'est encore le cas au Manitoba et en Saskatchewan. L'Alberta compte de moins en moins de francophones de souche, tandis qu'en Colombie-Britannique le nombre est pratiquement nul. Ce qui fait vivre le fait français dans ces provinces est l'immigration francophone, que ce soit de l'Afrique, de l'Europe (France, Belgique) ou du Québec. Nous ajoutons que les salles de nouvelles peinent à engager des francophones de souche. Le Manitoba y parvient encore, la Saskatchewan aussi, mais ailleurs dans l'Ouest, la présence de francophones de souche est pratiquement nulle. Et finalement, la distance géographique de la Colombie-Britannique séparée naturellement des provinces des prairies par les Rocheuses expliquerait les piètres résultats de la province de la côte ouest. La question que nous nous sommes posée : pourquoi y-a-t-il tout de même des nouvelles qui concernent directement les francophones? Nous en sommes venu à la conclusion que cela prouve que le mandat de Radio-Canada, imposé par le CRTC (le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes) est respecté, jusqu'à un certain point.

Puisque Radio-Canada a comme mission d'offrir des nouvelles en français et doit aussi représenter les communautés francophones, serait-il plus correct que les données recueillies des archives aient été plus égales? Comme Laflamme (1992: 30) l'écrit si un média réserve moins de temps à une communauté minoritaire, les éléments de sa constitution en extériorité s'affaiblissent. Il faut alors compter sur la constitution en intériorité (famille, amis, communauté). Par contre, la diffusion de la culture de la minorité est moins probable puisqu'il faut compter sur la diffusion de la culture interne et, dans la mesure où cette diffusion est faible (milieu anglophone), la diffusion est presque inexistante. Plus les conditions de l'interrelation entre un groupe linguistique et ses médias sont faibles, plus il lui faut intervenir politiquement. Ce manège devient un cercle vicieux puisque nous pensons que les francophones doivent entendre parler d'eux par les médias pour qu'il y ait une volonté de faire des pressions politiques.

L'étude de Savas (1988: 13) qui portait sur la communauté franco-colombienne sur l'usage du français et l'identité francophone démontre que plus les personnes interrogées utilisent le français, plus l'identité francophone est forte et plus les médias francophones sont connus. Savas (1988: 14) note la nécessité de bien situer la communauté franco-colombienne dans son contexte socio-politique et minoritaire au sein de la Colombie-Britannique. Ce qui est, en partie, le rôle des médias. Selon l'auteur, les francophones de la Colombie-Britannique manqueraient d'information. L'utilisation des médias francophones dépend aussi de l'usage du français. Généralement, plus de la moitié de ceux qui utilisent le français très souvent à la maison ou dans les loisirs regardent la télévision, écoute la radio et lisent les journaux en français (1988: 31). Et comme les

francophones sont plus dispersés, le fait français est moins facile à obtenir. L'étude de Savas (1988: 52) met aussi en lumière le fait que les associations francophones ne sont pas assez visibles dans la communauté. De ce fait, leurs messages ne sont reçus que par une petite proportion de la population franco-colombienne. D'une part, il est probable que l'utilisation des médias par la communauté ne soit pas à son maximum. Nous avons choisi le verbe « utiliser » dans le sens de communication des événements et non pas dans le sens de manipuler les nouvelles. Et d'autre part, les médias francophones en milieu minoritaire doivent trouver des angles ou point de vue de reportage d'intérêt pour la communauté.

Savas (1988: 52) souligne finalement que l'usage des médias francophones est moins élevé dans les Kootenays et la région centrale. Il est plus élevé dans les régions du Bas Fraser et sur l'île de Vancouver (Savas, 1988: 52). Et pour cause, Radio-Canada n'a pas toujours les moyens d'envoyer des journalistes dans ces endroits éloignés ayant comme résultats des reportages portant surtout sur les francophones habitant à Vancouver ou dans ses banlieues. Les francophones résidant ailleurs dans la province ne se reconnaissent pas dans ces nouvelles. Ceci confirme notre hypothèse : plus le foyer de francophones est éloigné, mois l'intérêt des francophones au fait français est grand. Si on transpose cet énoncé aux provinces de l'Ouest, plus on est éloigné moins on sent le besoin de souligner le fait français, bien que cela soit primordial à sa survivance.

La culture transite par les médias. Laflamme (1992: 30-33) est d'avis que plus la place occupée dans l'espace public par une culture est grande, plus il est facile pour les

médias d'établir des affinités d'ordre général et d'ordre particulier avec leur destinataire et il est aisé alors pour la culture de se reproduire. Le francophone hors Québec participe aussi à cette dynamique, mais il a l'illusion que ne sont valables que les messages anglophones. Le champ médiatique ne l'expose pas suffisamment à des messages autres qu'anglophones et lui cache ainsi sa propre culture. À la longue, il pense qu'il est normal de ne pas réclamer cette culture, ce qui la marginalise. Cette consolidation de la culture dominante conduit le francophone à sublimer le message anglophone et elle pousse le minoritaire à sous-évaluer la culture de ses semblables. Et cette préférence pour la culture majoritaire pousse le francophone de l'Ouest canadien à se défranciser. Nous pensons que la démonstration de Laflamme est une autre raison pour laquelle les médias en milieu minoritaire doivent couvrir la communauté desservie. Nous sommes consciente que les conditions de diffusion du média (économique et géographique) déterminent le nombre de nouvelles francophones diffusées. Il faut que le destinataire et la communauté soient aptes à entretenir le média. Nous sommes en accord avec Laflamme (1992: 26-27) lorsque celui-ci écrit que cela suppose une affinité du média et du destinataire au niveau de l'expression et du contenu. En 1969, Gérald Labossière (1969: 1) a conclu qu'il y avait un faible rayonnement des médias francophones en milieu minoritaire. Et nous pensons que plus on avance vers l'Ouest, plus c'est la réalité. Labossière a tenté de savoir si les médias en milieu minoritaire sont mal adaptés à la situation ou si leur rayonnement actuel est normal, compte tenu de la situation sociale. En 1941, des personnalités des provinces de l'Ouest se réunirent, proposant la fondation de quatre stations privées, une au Manitoba (CKSB à Saint-Boniface, deux en Saskatchewan ; CFRG Gravelbourg et CFNS Saskatoon et l'autre en Alberta ; CHFA

Edmonton) financées par des souscriptions menées dans l'Ouest, puis dans la province de Québec, avec l'appui de la survivance française en Amérique, il s'ensuivit dix-sept années de lutte. La Radio française arriva 20 ans trop tard dans les foyers français qui avaient pris l'habitude, faute de mieux, de syntoniser des stations en langue anglaise. Budgets modestes et manque de publicité pour étoffer les programmes, la radio française ne remplit chez les Canadiens français qu'un rôle de second plan, semblable au rôle de second plan de leurs hebdomadaires (Wilhelm, 1992: 276).

Comme on l'a vu, l'assimilation guette les communautés francophones de l'Ouest canadien. Cette assimilation s'accentuera si les francophones de l'Ouest perdent la maîtrise de leur destin (Martel, 1997: 140). Malgré ceci, nous ne sommes pas d'accord avec Maurice Séguin dont les propos sont rapportés par Lamarre (1993: 156-157). Il avance que puisque la nation Canadienne-Française a perdu le contrôle de sa destinée à la suite de la Conquête de 1759, les Canadiens-français, comme collectivité nationale, sont voués à une médiocre survivance. Brunet (1958: 204) ajoute que la solidarité avec les francophones des autres provinces n'est pas indispensable puisque ces groupes sont voués à l'assimilation. D'ailleurs, Brunet est catégorique à ce sujet. L'assimilation est donc le cas tragique, mais tout à fait normal, des Canadiens-français exilés dans les provinces anglo-canadiennes ou aux États-Unis. Au contraire, nous pensons que la solidarité entre francophones des autres provinces est primordiale pour maintenir les liens entre francophones.

9.3 Échanges de nouvelles entre provinces

L'échange de nouvelles d'une province à l'autre ou d'une région de la francophonie canadienne à une autre varie aussi selon le degré de militantisme qu'il existe entre le média et la communauté qu'il dessert.

Rappelons tout d'abord les résultats de notre compilation. Les annexes 20 et 21 dévoilent le fait que le Manitoba et la Saskatchewan se ressemblent. Quoiqu'en Saskatchewan, en 2007, on note un grand nombre d'échanges interprovinciaux (voir annexe 20). Ceci confirme donc notre hypothèse. Les provinces des prairies empruntent beaucoup plus de nouvelles que la province de la côte Ouest. Pourquoi y-a-t-il une différence puisque Radio-Canada a le même mandat dans chacune des provinces?
Nous expliquons ces résultats tout d'abord par le fait que la Colombie-Britannique est séparée des prairies par une frontière géographique, soit les Rocheuses : les auditeurs de la radio en Colombie-Britannique vivent dans une autre réalité, les sujets de nouvelles sont donc différents. Nous devons ajouter que même si le nombre de Britano-Colombiens francophones dépasse celui des autres provinces de l'Ouest, la composition est différente. Il y a beaucoup de Québécois et de Français d'origine plutôt que des francophones de souche. Au Manitoba, contrairement aux autres provinces de l'Ouest, un bon nombre de francophones sont nés au Manitoba. Huit Franco-Manitobains sur dix sont nés dans la province. Les personnes nées ailleurs au Canada forment 16% des effectifs. À peine 2,7% des francophones du Manitoba sont nés hors du pays (Société franco-manitobaine, 2009).

Et finalement, pour appuyer ce dernier point, il faut mentionner qu'il n'y a pas de francophones de souche qui travaillent en tant que journaliste dans la salle de nouvelle télévision et radio de Radio-Canada en Colombie-Britannique. Pour terminer ce constat, nous ajoutons aussi qu'en Saskatchewan, quatre bulletins de nouvelles journaliers (10h05, 12h05, 14h05 et 15h05) sont constitués de nouvelles provenant des quatre provinces de l'Ouest. Évidemment, l'échange de nouvelles est grandement facilité.

Quoi qu'il en soit, nous pensons que l'échange de reportages entre les provinces de l'Ouest est primordial. Une identité francophone ne peut se bâtir sans une participation active de la presse (Nyheter, 2003: 57). Et pour y parvenir, les médias (médias d'État compris) doivent communiquer entre eux, échanger des idées communes, des reportages pour créer un espace public francophone avec des valeurs communes. Comment les professionnels de l'information peuvent-ils arriver à ce résultat? En diffusant les idées politiques et philosophiques des milieux francophones et en défaisant les préjugés. Une augmentation de la couverture médiatique sur un sujet donné tant à réduire considérablement le nombre de personnes qui n'ont pas d'opinion sur le sujet, en plus d'augmenter le nombre de personnes qui considèrent le sujet comme important (Schmitt, 1995). Des études à propos de l'influence des médias depuis les années 40 par des chercheurs anglo-saxons n'ont jamais démontré de preuves d'une causalité entre messages médiatiques et les comportements des gens (Guyot, 2004: 5) (Lazarfeld & Katz, 1955; Shramm, Lyle & Parker, 1961). Mais Guyot pense que cela ne veut pas dire que cela n'affecte pas nos vies. Cela indique simplement l'impossibilité d'établir une corrélation systématique entre le contenu du message et la réponse au message : l'homme

est plus complexe que les chiens et les rats de Pavlov, parce que l'homme construit sa personnalité à travers l'interaction psychologique et sociale avec lui-même et les autres, son environnement et ses conditions de vie. Personne ne réagit de la même façon aux médias même si tout le monde est placé dans des conditions semblables. Évidemment, les médias doivent être ouverts à la discussion et aux réactions de la communauté, peut-être même mieux définir leur mission (Nyheter, 2003: 57). Que Harold Innis (1951) ait écrit que les médias sont les agents de notre évolution (Guyot, 2004: 5-6) prend son sens encore aujourd'hui, surtout dans les communautés minoritaires francophones où les médias sont devenus des outils à l'évolution des communautés et des gouvernements en place. Bien sûr, les transformations qu'a subi le métier de journaliste sont venues chambouler les façons de faire aussi en milieu minoritaire. Nous en arrivons maintenant à notre quatrième hypothèse.

9.4 Objectivité exigée

Lors de cette recherche, nous avons remarqué que dans certaines provinces comme la Colombie-Britannique, les informations des nouvelles francophones proviennent surtout de porte-parole. Ce qui nous fait dire que l'évolution des pratiques journalistiques a poussé les journalistes à s'en tenir aux faits pour mettre de l'avant l'objectivité exigée par la profession et éviter les critiques de la communauté. Ceci s'est fait au détriment de l'analyse et de l'explication des informations. En 1993, Watine (2006: 39) avait conclu « que le journalisme acadien était porteur d'un militantisme patent souvent masqué derrière les procédures complexes de sélection et de mise en valeur des nouvelles. » Il avait remarqué que cette situation prévalait toujours en 2005. Nous voulons aussi mettre

en lumière que ce militantisme pourrait être plus souple, c'est-à-dire rechercher des sources moins officielles parce que la plupart des reportages sont effectués grâce à des sources officielles. Nous pensons que les heures de tombées de plus en plus rapprochées sont une des causes, mais aussi, comme l'avance Corriveau:

> « La difficulté qu'éprouvent les médias à susciter le débat, renforce, dans les faits, l'emprise qu'ont sur eux les détenteurs de pouvoir. Cette élite vieillissante, bien ancrée dans les institutions et souvent difficile à contourner, privilégie encore, de l'avis de plusieurs, des stratégies de survivance qui ont peu à voir avec les valeurs auxquelles adhère la génération montante. » (Corriveau, 2006 : 60)

Aux yeux des chefs de file francophones, la pratique du journalisme en milieu minoritaire est nécessairement différente de celle en milieu majoritaire. Par exemple, l'indépendance et le sens critique ne seraient pas souhaitables et seraient même nuisibles aux intérêts de la communauté. Les élites s'attendent à ce que les journalistes puisent leurs informations d'abord auprès des leaders institutionnels et qu'ils rapportent les faits tels qu'ils leur sont présentés (Corriveau, 2006: 56-57). Nous avons vu qu'un certain militantisme des journalistes dans le choix des sujets peut s'avérer normal et nécessaire dans l'évolution d'une communauté francophone en milieu minoritaire. Par contre, une fidélité trop aveugle risquerait d'étouffer le sens critique indispensable aux journalistes pour garder un recul. De plus, une presse trop engagée dans un combat idéologique pro-minoritaire risquerait de ne plus jouer son rôle de contre-pouvoir et une presse trop militante risque de décourager un public peu motivé par les grands débats idéologiques. Thierry Watine est d'avis qu'il faut trouver le juste équilibre (1992: 80). L'ombudsman de la Société Radio-Canada a déjà fait valoir que toute information qui pourrait être utile au citoyen pour qu'il comprenne un événement ou une situation qui pourrait avoir une

conséquence sociale, politique ou économique est nécessaire. Mais il ajoute qu'il ne faut pas confondre intérêt public avec curiosité publique (Bernier, 2006: 117). Nous sommes d'avis que les nouvelles d'intérêt public font référence à tous les faits pertinents aux débats, tout ce qui serait utile pour que le citoyen francophone puisse faire des choix de société (ou de communauté) éclairés. Évidemment, les leaders francophones s'attendent à voir seulement les bons côtés de la communauté au bulletin de nouvelles (de moins en moins à notre avis puisqu'ils sont plus au courant des principes du métier du journalisme), une certaine exaltation de la communauté et donc ne jamais la critiquer. Mais si c'est le cas, la presse contribue à l'appauvrissement de la culture francophone et du français. Les médias représentent une forme d'aliénation des francophones en milieu minoritaire, un processus qui fait en sorte que la personne est ignorante de sa situation parce qu'elle n'a pas accès à l'information. Ce constat rappelle qu'en milieu minoritaire, les médias ont un rôle essentiel à jouer dans la survivance de la communauté (Watine, 1992: 79). Le journaliste est le médiateur par excellence : une courroie de transmission entre gouvernants et gouvernés, il aide les premiers à connaître les seconds et permet aux seconds de contrôler l'action des premiers. Bref, le journaliste permet au peuple d'être mieux informé et donne ainsi de la force à la démocratie (Cohen, 2008: 129).

Harvey (1992:18-22) note six éléments de l'environnement des médias francophones hors Québec. D'abord, le rapport entre communauté et société, les médias peuvent-ils exprimer la position de la communauté dans un contexte plus global ou est-ce que le média doit se replier à l'intérieur de la vie communautaire et laisser de côté les questions économiques, politiques et sociales qui contribuent à la construction d'une identité

sociale? Dans le cas qui nous intéresse, la mise en place d'un cadre éthique à Radio-Canada a permis de donner des limites claires aux professionnels de l'information. Mais pour le journaliste en milieu minoritaire, la situation est plus complexe puisqu'il doit rendre compte d'une communauté dans laquelle les leaders ont des attentes. Ce qui en a résulté, à notre avis, est un journalisme prudent, où les individus interrogés étaient surtout des porte-parole et des leaders. Ensuite, Harvey est d'avis que le poids démographique peut changer la donne. Comme on le sait, chacune des provinces de l'Ouest a un nombre différent de francophones, des histoires différentes en plus de relations avec la majorité anglophone aussi différentes. Tout ceci influe sur l'environnement des médias en milieu minoritaire. La perception de la communauté peut être très forte comme c'est le cas au Manitoba ou plus faible, comme c'est le cas en Colombie-Britannique. Ceci ne veut pas dire que la couverture des sujets francophones est moins importante. Troisième élément avancé par Harvey : le rôle de l'État fédéral. Le soutien financier rend les médias vulnérables à la conjoncture politique liée aux changements de gouvernements. Le quatrième point concerne les conséquences des nouvelles technologies. De nos jours, il est question de nouveaux supports des médias conventionnels, de multiplication des canaux, d'Internet, d'informations instantanées, d'accès à des informations provenant de partout sur la planète. Nous pensons que ceci a eu pour effet d'intensifier l'hybridité culturelle et de contribuer à redéfinir les identités culturelles (Guyot, 2004: 13-28). Harvey parle aussi du rapport des métropoles culturelles et de leurs périphéries régionales. La production des sujets de nouvelles se concentre dans les grands centres. Il y a beaucoup de francophones en régions, là où les journalistes ne vont pas souvent. Ces francophones sont laissés de côté. Et finalement, le sixième élément de Harvey concerne

les liens avec le Québec. Depuis la Révolution tranquille, les francophones hors Québec ont développé leur propre identité, différente de celle du Québec parce qu'ils ont évolué dans des milieux différents. Nous ajoutons à ceci que les francophones de chacune des provinces de l'Ouest ont évolué différemment. Nous pensons que la couverture des communautés que font les salles de presse de la radio de Radio-Canada dans l'Ouest en est la preuve.

Dans la mesure où le journalisme traite de politique (ici dans le cas qui nous occupe, il est question de gestion scolaire, de services en français, de respect des langues officielles), il donne toujours naissance à des controverses. Ajoutons à cela qu'il reflète les choix conscients des rédacteurs en chef et des reporters. Bref, le journalisme ne peut jamais être complètement neutre (Chomsky, 2000: 88).

Jusqu'à maintenant, nous avons déterminé que la pratique du journalisme en milieu minoritaire est bel et bien une pratique distincte. Nous avons abordé la question du militantisme, du nombre d'échanges entre provinces de l'Ouest et nous sommes revenus sur la question de l'objectivité exigée par la profession. Mais à quoi peut-on constater qu'il s'agit bien de journalisme en milieu minoritaire? Nous aborderons maintenant notre dernière hypothèse.

9.5 Choix des sujets et priorités aux nouvelles francophones

Les textes des médias comportent des façons de narrer, des termes, des images et les gens s'en servent pour interpréter leur vie (Guyot, 2004: 5-6). Cela peut renforcer leur

idéologie ou leur résistance à certaines idées (Linkon, 2001: 368). De cette façon, les médias de masse sont une composante nécessaire de la structure sociale moderne. Ils remplissent la fonction de maintenir la communication entre diverses parties de la société et réaffirment les valeurs de la société ou du groupe qu'ils desservent (Hartley, 1966: 3-8). Nous sommes d'avis que c'est la même chose en milieu minoritaire. Il y a un besoin de développer des créneaux d'information spécifiques afin de donner aux lecteurs une nouvelle vision de l'actualité qui diffère de celle que véhiculent les médias anglophones, notamment en ce qui concerne l'information nationale (Roussel, 1992: 174). Il y a des différences inévitables entre les communautés minoritaires. Chacun des destinataires de ces régions souhaite être exposé à des messages qui reflètent sa région. Le champ médiatique actuel ne réalise pas toujours cela : il abandonne le destinataire (nouvelles de Montréal) ou l'expose à un message déconnecté, soit des nouvelles en français, sans angle intéressant pour les francophones (Laflamme, 1992: 34). Nous pensons que les francophones en milieu minoritaire veulent des nouvelles près d'eux, soit la météo et les nouvelles de la francophonie, des francophones, des institutions francophones et aussi des nouvelles provinciales, municipales et nationales avec un angle local et francophone. Du côté de l'Ontario francophone, les leaders perçoivent comme étant les mieux couverts par les médias de langue française de l'Ontario les sujets de la politique, des arts, de la culture, de l'économie et de l'éducation; arrivent ensuite les dossiers de la francophonie provinciale, la question linguistique et les actualités (Beauchamp, 2006: 74). À la suite de ce constat, ne faut-il pas que les professionnels de l'information des salles de nouvelles francophones de l'Ouest tirent une conclusion? Qu'est-ce qui pourrait être fait de plus ou de mieux pour desservir les communautés?

Nous avons déjà établi que la pratique du journalisme en milieu minoritaire dans l'Ouest canadien est distincte. Nous voulions savoir en quoi cette pratique est distincte. Deux éléments de réponse se sont présentée à nous : le choix des sujets et des angles et la priorité donnée à ces nouvelles lors de la diffusion des bulletins de nouvelles. Nous avons observé que la plupart des nouvelles présentées sous la forme de texte suivi d'un extrait d'entrevue ont été choisies précisément parce qu'il y avait un intérêt pour la communauté francophone et surtout parce qu'il y avait un intervenant de la question qui pouvait parler français. Dans un sens, nous pensons que cette façon de faire limite les possibilités de couverture médiatique, mais d'un autre côté nous constatons l'effort déployé par les professionnels de l'information pour franciser l'information. Papillon (2000: 2) souligne que les journalistes du Nouveau-Brunswick donnent une préférence à peu près systématique aux nouvelles francophones dans le traitement de l'information locale, régionale et provinciale. Donc, pour un média en milieu minoritaire, les nouvelles qui attirent l'attention en premier lieu doivent avoir un angle linguistique. Selon Raîche (1992: 65), les francophones veulent entendre parler d'eux en relation avec la politique, l'économie et la société anglophone. Dans certaines provinces, une fonction essentielle de la presse demeure sous développée, à savoir l'information et l'observation du milieu pour y déceler les sujets d'intérêt public. Cela veut dire être à l'affût des faits et gestes des hommes publics, des représentants d'organismes, suivre les débats idéologiques, couvrir les événements et les non-événements... Ainsi on couvre l'ouverture d'une école francophone parce que c'est un événement, mais la non-ouverture d'une école francophone aussi. Les enjeux économiques et sociaux sont grands en particulier pour les communautés francophones minoritaires. Si la presse ne reflète pas ces enjeux, le

modèle qu'elle renvoie est inadéquat; il ne permet pas aux francophones de s'identifier. Et ceux-ci chercheront ailleurs l'information qui leur est nécessaire, ils se tourneront vers les médias anglophones. Cette situation contribuerait à la baisse de prestige de la langue française. Si le modèle projeté est inadéquat, le français ne semble pas avoir sa place au sein des grands enjeux socio-économiques et politiques puisque le français serait réservé à une sphère communautaire et au milieu familial. Comment une communauté peut-elle voir l'importance d'une langue quand cette langue n'est pas le véhicule des débats qui la concerne (Raîche, 1992: 66-68)? Le développement des autres communautés ou encore l'expérience des autres francophones dans des dossiers spécifiques ne leur sont pas accessibles. L'isolement devient la conséquence et ensuite vient l'assimilation. Alors la solution est de consolider ses propres structures et de développer ou de clarifier une stratégie de communication au sein des communautés francophones (Raîche, 1992: 69-70).

Le graphique 5 et les annexes 6-7-8-9 font état des résultats de la comptabilisation des données. Nous avons observé qu'en général le Manitoba et la Saskatchewan sont très fortes et très présentes dans toutes les catégories de nouvelles que nous avons établies, surtout quand il s'agit d'affaires francophones et communauté. Les nouvelles culturelles sont aussi plus nombreuses dans ces provinces. Nous devons ajouter finalement à cette liste les nouvelles qui concernent l'éducation. Historiquement, ce sont des sujets importants qui ont bâti les communautés à travers les batailles pour l'obtention de l'éducation en français, de la gestion scolaire, de l'établissement de moyens de communication en français, comme la radio, l'obtention de services en français et la mise

sur pied d'événement culturel pour faire rayonner le fait français. Ceci démontre une relation forte entre la radio de Radio-Canada et les communautés desservies. Même aujourd'hui, le Manitoba et la Saskatchewan sont perçus comme ayant été partenaires dans l'établissement de plusieurs services en français.

Dans un autre registre, la catégorie santé nous a surpris. Prenant en considération l'importance qu'a pris ce domaine auprès de la société canadienne et considérant l'importance des services de santé en français en milieu minoritaire, nous nous attendions à un plus grand nombre de nouvelles dans chacune des provinces étudiées. Par contre, nous observons une certaine constance. Les salles de nouvelles prennent soin de parler des services de santé en français lorsque l'actualité leur en donne l'occasion. Nous pensons que cette préoccupation est assez nouvelle et est devenue plus importante depuis le début de la pénurie de médecins de famille parlant français. Les francophones ont de la difficulté à obtenir des services de santé en français. Nous pensons que les petits résultats de la catégorie religion démontre une nouvelle réalité : la disparition de ce genre de nouvelles s'accentuera parce que le focus ne se trouve plus sur le communautaire mais davantage sur la communauté, ce qui est beaucoup plus large. Et finalement, nous devons aborder les deux dernières catégories soit l'économie et l'immigration. Nous constatons que l'économie n'est pas un sujet très couru dans l'Ouest sauf au Manitoba. Ce qui nous laisse croire que c'est un tout nouveau genre de nouvelles en milieu minoritaire et que les francophones participent à l'économie de la majorité (Chagnon et Geoffroy, 2006: 163-174). L'économie est au centre du processus d'autonomie des communautés. Depuis quelques années, quelques organismes économiques francophones

ont vu le jour. C'est le cas du Conseil de développement économique du Manitoba, (CDEM).

Finalement, nous ne pouvons passer sous silence l'immigration. Les résultats de cette catégorie ne sont pas constants. Nous pensons que ce genre de nouvelles est récent et que les chiffres augmenteront avec le temps.

Concernant la priorité que les salles de nouvelles donnent aux nouvelles francophones, nous avançons que dans la plupart des cas, les professionnels de l'information les diffusent en premier. Il faut cependant tenir compte aussi de l'actualité du jour. Il faut déterminer un ordre de priorité selon le bulletin de nouvelles de l'heure, la une du 6h30 ne sera pas la même que la une du 17h10. Malgré le fait que le nombre de nouvelles francophones diminue en se dirigeant vers la côte Ouest, les pourcentages de nouvelles diffusées en première position sont semblables.

Radio-Canada s'est donné pour mission de mieux représenter les communautés desservies et les réalités régionales. Mentionnons que les radios communautaires, bien qu'ayant des émissions réalisées dans la communauté, les bulletins de nouvelles radiophoniques proviennent d'une compagnie de l'Est. Cette compagnie vend des bulletins de nouvelles clé en main, en français, mais pas nécessairement des bulletins de nouvelles de la communauté. La compagnie se fie sur les agences de presse de l'Ouest et traduit les nouvelles. Du côté de la presse écrite, selon les provinces, il y a plus de nuances. Dans les provinces des prairies, les nouvelles publiées sont en français et

concernent le domaine communautaire. En Colombie-Britannique, le journal l'Express du Pacifique publie un journal en français ayant des sujets généralistes. Dans ce contexte, seulement Radio-Canada peut offrir des nouvelles d'un point de vue différent à la population francophone de l'Ouest. Seulement Radio-Canada peut offrir une actualité francophone d'information et ce, malgré les différences entre les provinces de l'Ouest canadien. Mais trop souvent, le média d'État doit couvrir un trop grand territoire avec des ressources humaines et financières limitées. Conséquences : les francophones puisent dans les médias anglophones leurs informations sur l'actualité et de moins en moins dans les médias francophones. Ensuite, ils développent une vision de la réalité qui n'est pas la leur, mais qui est celle des anglophones. Troisième conséquence : il existe une sous-information des questions francophones. Les francophones seront donc sous-informés sur des questions qui les touchent jusqu'à venir à penser que ces questions n'existent pas (Raîche, 1992: 62). Pour renverser la tendance, nous pensons qu'il faut créer une habitude d'écoute des nouvelles en français. D'un autre côté, il faut que les médias offrent des nouvelles d'un angle francophone pour que les membres de cette communauté se sentent concernés.

Les franco-ontariens ont cru que leurs institutions traditionnelles telles que la paroisse et leur concentration géographique suffiraient à protéger les valeurs qui leurs tenaient le plus à cœur : la foi et la langue, mais l'absence d'institutions scolaires francophones de niveau secondaire et post-secondaire (les écoles secondaires françaises ne datent que de 1970) a rendu la situation fragile (Girouard, 1992: 248-249). De plus, les francophones vivent dans un milieu où les journaux quotidiens ou hebdomadaires anglophones sont

prospères, solidement établis et font partie de chaînes de journaux bien nantis, d'où la tentation de croire consciemment ou non que le journalisme est l'affaire des anglophones et que les francophones ne peuvent pas y exceller (Girouard, 1992: 248-249).

L'image positive ou négative qu'une collectivité se donne d'elle-même est fonction des pouvoirs qu'elle exerce à l'intérieur d'une société. Cette image sera positive si l'importance de ces pouvoirs est élevée, mais négative, si ces pouvoirs sont limités. Par exemple, comme image économique positive, on pense aux caisses populaires de la région du Nord-Est de l'Ontario dont l'actif en 1992 approchait de 300 millions de dollars. Mais d'une autre manière, elle est négative : les commerces ou entreprises détenus par les francophones s'affichent presque exclusivement en anglais. Cela se justifie, on ne séduit pas une clientèle anglaise en affichant en français (Girouard, 1992: 249).

Dans cette perspective, il est important de se rappeler que l'assimilation se produit en l'absence de pouvoir. Et donc puisque les médias exercent un pouvoir, que peuvent-ils faire pour rendre l'image positive? En tant qu'institution, le média doit véhiculer une image positive de lui-même, appuyer toute démarche visant à l'élargissement ou à l'extension d'institutions francophones et parler à des francophones de l'Ouest de ce qui les touche, soit les fêtes, les événements et les enjeux sociaux qui touchent la communauté desservie (Girouard, 1992: 250-251).

9.6 Le cas de la Colombie-Britannique

Lors de l'étude de nos cinq hypothèses, nous avons remarqué que dans plusieurs cas, la Colombie-Britannique fait cavalier seul. Les résultats démontrent clairement que cette province, en 2007 et 2008 affiche une approche différente des nouvelles de la communauté francophone desservie (beaucoup moins de nouvelles francophones et moins d'échanges entre les provinces quant aux nouvelles des communautés desservies). Dans notre analyse, nous devons prendre en considération le manque de constance des archives. Mais au-delà de ce constat, nous expliquons ces résultats par le fait que la communauté de la Colombie-Britannique se réinvente. Auparavant, les francophones se concentraient autour d'une paroisse, le cœur géographique d'une communauté était l'église. De nos jours, alors que l'église a perdu de son influence, nous assistons à la réinvention des francophones autour d'une communauté dite scolaire. Dans cet ordre d'idée, nous pensons que le quartier Maillardville, à Coquitlam en banlieue de Vancouver, fait plutôt office de quartier francophone historique, de même que la paroisse Saint-Sacrement à Vancouver. Les mariages mixtes, l'immigration francophone, l'augmentation de la population générale de la Colombie-Britannique ont contribué à la réinvention de la communauté. Le journaliste Pierre Martineau de la salle des nouvelles de Radio-Canada en Colombie-Britannique (Entrevue, 2008) avance que certains francophones dissocient la population francophone et la communauté francophone. La population est répartie partout en province, la communauté se rassemble autour des institutions. Et parce que les francophones sont scindés en deux parties distinctes, les choix de couverture médiatique resteront « mainstream », c'est-à-dire pour le plus grand nombre de francophones.

En tenant pour acquis que les populations des provinces continueront à augmenter, que le multiculturalisme poursuivra sa lancée et que la mosaïque canadienne fera de plus en plus de place aux différentes ethnies, nous pensons que ce raisonnement est réaliste et que cette situation guette les autres communautés de l'Ouest. Dans ce contexte, la place qu'occuperont les communautés francophones rétrécira. En 1996, les francophones représentaient 4,5% de la population totale, en Saskatchewan c'était 2%, la même chose en Alberta. En Colombie-Britannique, les francophones représentaient 1,4% de la population (Commissariat aux langues officielles, 2009). D'ailleurs, si cette province est touchée en premier, nous pensons que c'est parce qu'elle a subi une hausse importante de sa population en peu de temps et que depuis longtemps des Québécois et des Européens francophones choisissent cette province pour immigrer. Conséquences : les francophones de souches sont rarissimes.

Quoi qu'il en soit, la pratique du journalisme en milieu minoritaire est distincte et fluctue de région en région, et ici dans le cas qui nous concerne, de province en province.

CONCLUSION

Le but de cette recherche était de vérifier si le journalisme pratiqué en milieu minoritaire dans l'Ouest canadien était une pratique distincte. De plus, nous voulions savoir s'il existait un degré de militantisme entre chacune des stations radiophoniques qui dessert sa communauté.

Dans le but d'arriver à une conclusion, nous avons été critique face à la production de nouvelles en français dans les stations radiophoniques publiques de l'Ouest canadien. Nous devions savoir dans quelle mesure les informations produites génèrent une information ou une désinformation des communautés francophones. En tant que média public, réussi-t-elle à remplir son rôle ? À régénérer les communautés en lui donnant les informations pertinentes pour évoluer ?

Nous avons pu vérifier nos deux hypothèses grâce à la méthode d'analyse de contenu de fréquence statistique ; grâce à l'accord de Radio-Canada, nous avons passé en revue un an et demi d'archives écrites radiophoniques. Nous avons pu examiner nos hypothèses grâce aux répétitions de nouvelles.

Cette analyse des archives radio de Radio-Canada dans l'Ouest a mis en lumière qu'effectivement, la pratique du journalisme en milieu minoritaire francophone est une pratique distincte. Il s'agissait d'élaborer ce qui rend cette pratique différente pour la région de l'Ouest canadien. La réponse nous est venue d'elle-même : le choix des sujets

orienté vers le fait français, de même que les pratiques de couverture des nouvelles qui ne sont pas les mêmes (angle local ou francophone). Nous avons remarqué que les sujets couverts par les salles de nouvelles francophones de l'Ouest se regroupent sous 8 catégories ; les nouvelles francophones, celle touchant l'économie des francophones, l'éducation en français, les sujets reliées aux communautés francophones, les sujets culturels, ceux reliés à la santé, l'immigration et à la religion. Nous avons constaté aussi que le journalisme en milieu minoritaire dans l'Ouest est une pratique distincte parce que nous avons réussi à démontrer que le nombre de nouvelles concernant les communautés francophones diminue en allant vers l'Ouest.

Si la pratique du journalisme à la radio de Radio-Canada est distincte et donc différente des centres francophones importants comme Montréal, il faut tout de même que le professionnel de l'information trouve un équilibre entre l'objectivité et le militantisme. L'analyse de contenu par fréquence statistique nous a permis de prouver partiellement notre hypothèse sur le degré de militantisme. Nous avons trouvé qu'il varie selon la province et l'histoire des francophones. Plus nous allons vers l'Ouest, moins les nouvelles sont orientées vers le fait français. Ce qui, à notre avis, démontre clairement que tout dépend de l'histoire des francophones de la province en relation avec l'évolution, d'une part de cette province (population, économie), et d'autre part, des francophones des autres provinces. Pour compléter notre idée, nous pensons qu'il y a moins de nouvelles francophones plus nous nous rendons vers l'Ouest parce que les communautés sont moins bien organisées et plus dispersées. Il faut mentionner que, malgré ce fait, la radio de Radio-Canada offre tout de même des nouvelles qui

intéresseront les francophones et c'est, à notre avis, ce qui prouve que le mandat de Radio-Canada est respecté jusqu'à un certain point. Pour faire face à la situation et bâtir une identité francophone solide, nous soulignons l'importance des échanges de nouvelles entre provinces de l'Ouest. Ceci permettrait la création d'un créneau de nouvelles spécifiquement destiné aux francophones des communautés desservies. Nous concluons aussi que les journalistes doivent absolument trouver un équilibre entre l'objectivité exigée par la profession et le droit de remettre en question certains faits. À notre avis, ceci peut être réalisable si tous les membres des salles de nouvelles tentent de trouver de nouveaux sujets selon l'évolution des communautés et de provoquer des débats et discussions.

Finalement, nous constatons que la région alimente les médias et ce n'est donc pas les médias qui fabriquent la région. Par contre, Radio-Canada qui se dit « partenaire de votre milieu » a un rôle à jouer dans le rassemblement des communautés francophones desservies en milieu minoritaire. La disparité des résultats obtenus renforce notre perception à l'effet que chacune des provinces suit des règles qui lui sont propres quant à la couverture des communautés desservies. Il faut évidemment prendre en considération la situation financière précaire et les conséquences de ressources humaines insuffisantes. Un manque de personnel qualifié implique d'importer de la main-d'œuvre d'autres régions du pays, en majorité du Québec, avec tous les problèmes d'intégration et de connaissances des communautés minoritaires que cela comporte. D'ailleurs, la direction de Radio-Canada reconnaît que le recrutement de personnel dans les stations régionales est souvent difficile, les Québécois ne sont pas toujours prêts à s'expatrier et les

francophones en milieu minoritaire formés en communication ou en journalisme et répondant aux normes de Radio-Canada se font de plus en plus rares (Boutin, 2006: 170). Selon Boutin:

> « Si la radio de Radio-Canada n'évolue pas au rythme des besoins de ses auditeurs en région, elle pourrait vite devenir une radio anachronique et marginalisée, parce que la concurrence se fait de plus en plus forte. Les auditeurs francophones fidèles à Radio-Canada étant pour la plupart bilingues, ils choisiront la radio de langue anglaise, privé ou publique, s'ils ne trouvent pas ce qu'ils cherchent sur les ondes de leur radio publique. L'apport de Radio-Canada au fil des décennies a été de relier les francophones et les communautés francophones les uns aux autres. Dans son rôle de diffuseur public, Radio-Canada se définit comme un média de proximité, c'est-à-dire comme le reflet des valeurs et des intérêts des francophones. À l'ère de la mondialisation, la proximité s'étend maintenant à toute la planète, c'est-à-dire aux autres communautés francophones. L'heure est aux alliances pour favoriser la diversité de la culture. » (Boutin, 2006 : 170)

La Francophonie a réussi à développer des affinités et des solidarités entre des peuples liés par une même culture linguistique. Ils peuvent mettre en œuvre des formes de coopération et contribuer à la défense de leurs diversités. La voie de l'économie et du développement durable peut être une voie profitable pour les francophones. La voie de la promotion du fait français aussi puisqu'il ne pourrait pas s'épanouir dans des situations de protectionnisme et dans des replis sur soi (Barrat et Moisei, 2004: 107).

En offrant des possibilités d'écoute, de compréhension, de respect, de complicité et de débats, nous pensons que la francophonie de l'Ouest se réinventera et deviendra unique. Non pas en une seule entité, mais plusieurs qui formeront un tout riche de l'expérience de chacune des communautés faisant partie de ce tout. Laflamme (1992: 34) conclut que les affinités entre les médias et les destinataires francophones évolueront de façon

concentrique en fonction de certaines régions et de certaines populations, non pas en fonction de toute la population francophone.

Évidemment, les années 1990 ont été pour Radio-Canada une période de compressions budgétaires. Elles ont entraîné une réduction du nombre des émissions locales, partout dans le réseau. En 2003, le rapport Lincoln concluait que cette réduction avait été particulièrement difficile pour les communautés minoritaires de langue française à l'extérieur du Québec. Le même rapport soulignait que ces mesures avaient ébranlé le rôle important que joue la SRC en tant qu'incubateur culturel (Proulx, 2006: 154). Par la suite, Proulx (2006: 154) note que la situation s'était améliorée au fil des ans grâce à la mobilisation des communautés concernées. Par contre, l'année 2009 marque une autre période de compressions budgétaires à Radio-Canada. Cette répétition de problèmes financiers démontre que ce sera un combat à refaire. Dans un même souffle, l'épanouissement d'une société culturelle est tributaire des communications qu'elle se donne (Fleury, 1979: 308). En milieu minoritaire, les médias ont indiscutablement un rôle essentiel à jouer dans la survivance de la communauté (Watine, 1992: 79). M. Sylvain Lafrance, vice-président principal des services français de Radio-Canada, annonçait lors du dévoilement de la programmation à la Maison de Radio-Canada à Montréal à l'automne 2007 que la nouvelle saison de la télévision française serait placée sous le signe d'un meilleur positionnement pour notamment permettre de mieux servir les francophones des régions (Schellenberger, 2008: 40). Peut-être qu'une reconnaissance des différences et l'abandon du discours pessimiste sur les francophones en milieu minoritaire, permettront de reprendre le dialogue (Martel, 1997: 178). Mais avec les

statistiques qui démontrent la fragilité des communautés francophones hors Québec, sera-t-il trop tard ? Si le rôle des médias est crucial au sein de nos sociétés modernes, il l'est encore plus au sein des communautés minoritaires pour le maintien de leur tissu social. Le rôle des médias francophones hors Québec est vital dans le contexte actuel où certains appréhendent le déclin de la francophonie hors Québec (Raîche, 1992: 59). Radio-Canada pourrait décider d'instaurer, par exemple, une formation pour les nouveaux journalistes concernant les minorités francophones. Ce qui permettrait certainement de sensibiliser les journalistes sur leur nouvelle réalité. Pour l'instant, la seule obligation pour l'État est d'offrir à tous les citoyens l'accès à un canal canadien de radiodiffusion et à un contenu divertissant, informatif et éducatif qui reflète la réalité canadienne. Le CRTC, par voie de réglementation, peut imposer des quotas selon les genres d'émissions, mais ne peut intervenir sur les contenus, même chose pour le contenu des bulletins de nouvelles. Ainsi y-a-t-il absence de contrôle par les élites culturelles locales et même nationales sur l'activité médiatique. Même si les médias publics ont un rôle de chef de file à jouer, les communautés francophones ne doivent compter que sur leurs propres actions pour faire évoluer les perceptions. Les médias suivront puisqu'ils voient un sujet là où il y a une nouveauté ou un conflit.

De plus, on passe souvent sous silence l'une des différences essentielles entre le reporter d'hier et celui d'aujourd'hui. Le premier travaillait en solitaire, même s'il croisait souvent ses congénères. De nos jours, il se déplace en troupeau. Le reporter ne construit plus une histoire qu'il est seul à avoir dénichée, il « couvre » un événement. Question de budget, il est extrêmement difficile aujourd'hui de persuader la rédaction en

chef de financer un reportage que l'actualité n'impose pas (Cohen, 2008: 58). En observant les résultats de cette recherche, nous concluons que certaines provinces voient l'avantage de faire du journalisme en milieu minoritaire : les sujets et les nouvelles ne suivent pas ce que le troupeau a décidé. Mais dans d'autres provinces comme la Colombie-Britannique, nous imaginons que le journalisme qui veut « vendre » un reportage ayant un angle francophone (qui ne suit donc pas le troupeau) devra s'y prendre longtemps d'avance pour que le sujet soit accepté, s'il l'est un jour.

Dans ce mémoire, nous avons tenté d'évaluer le nombre d'échanges de nouvelles concernant la francophonie et ce, d'une province à l'autre. Nous en sommes arrivé à une conclusion partielle seulement. Peut-être s'agit-il d'une avenue possible dans de recherches futures: est-ce que l'échange et la diffusion de nouvelles de la francophonie augmente l'appartenance au fait français ? Ou encore, est-ce qu'un haut niveau d'échange de nouvelles francophones entre les provinces augmente le degré de militantisme ?

Comme Cohen (2008: 229) l'écrivait : « nous aurons le journalisme que nous méritons ». Les médias doivent être le reflet de l'évolution de la communauté qu'ils desservent. Mais le taux élevé d'assimilation met en danger la survivance des communautés hors Québec. Les infrastructures déficientes au niveau de l'éducation, de l'économie et des médias constituent un handicap majeur pour le développement des communautés francophones. L'avenir demeure incertain. Les médias francophones dans l'Ouest doivent mieux définir leur rapport avec les communautés francophones et décider

des stratégies de développement qui tiennent compte d'un dialogue entre la communauté régionale d'une part et d'un espace culturel francophone plus global d'autre part. La discussion est déjà entamée. Dans les provinces de l'Ouest, la direction de Radio-Canada rencontre des leaders des communautés francophones pour connaître leur opinion sur la couverture médiatique de la communauté. Des échanges qui ne peuvent qu'améliorer l'utilisation sans manipulation de cet outil d'évolution qu'est la radio par la communauté. De plus, en Colombie-Britannique, la direction veut donner un second souffle à la couverture médiatique de la communauté francophone.

Finalement, pour que la francophonie de l'Ouest poursuive son évolution, il faut intéresser les plus jeunes aux nouvelles en français. Un sondage réalisé en 2007, auprès des 18-34 ans en France concluait que 44% des personnes de ce groupe d'âge avait utilisé un portail au moins une fois par jour pour se tenir informé, alors que 19% utilisent quotidiennement un journal papier (Attias, 2007). À l'ère de l'informatique et d'internet, Radio-Canada se doit d'allouer des ressources pour améliorer les sites Internet en régions francophones.

La radio de Radio-Canada dans l'Ouest et Radio-Canada en général ont certes un rôle à jouer dans la préservation des communautés francophones. Le degré d'implication des dirigeants démontre que la communauté peut vivre dans un monde contemporain et préparer son avenir, plutôt que de survivre grâce aux événements du passé.

BIBLIOGRAPHIE

ADAMS, Michael, *Fire and ice : The United States, Canada and the myth of converging values*, Toronto, Ontario, Penguin Canada, 2003, 224 pages.

ARECHIGA, Jan Marie, « The culture of internment: an anthropological study of the Poston Press in Arizona », California State University, Fullerton, 2001, 146 pages.

ATTIAS, Danielle, *L'impact d'Internet sur l'économie de la presse : quel chemin vers la probabilité?*, Université Paris-X-Nanterre, École doctorale « Économie, Organisations, Société », avril 2007.

BACHAND, Denis, Claire Bélisle et Robert Jourdan, « Analyse interculturelle de pratiques télévisuelles de jeunes franco-ontariens et de jeunes français », dans *Médias francophones hors Québec et identité*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 133-152.

BARKER, Chris, *Television, globalization and cultural identities*, Maidenhead, Berkshire, OpenUniversity Press, 2003, 195 pages.

BARLOW, Maude, *Too close for comfort : Canada's futur within fortress North America*, Toronto, Ontario, McClelland & Stewart Ltd, 2005, 300 pages

BARRAT, Jacques et Claudia Moisei, *Problèmes politiques et sociaux : de l'exception à la diversité*, Paris, La Documentation française, 2004, 120 pages.

BEAUCHAMP, Michel, « La formation universitaire en information et communication : Quelques retombées du programme de l'Université de Moncton », dans *Médias francophones hors Québec et identité*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 153-168.

BEAUCHAMP, Michel et Papillon Fabris, « Le point de vue des sources au regard de la pratique journalistique en Ontario français », dans *Médias et milieux francophones*, Les presses de l'Université Laval, Québec, 2006, pages 65-88.

BEAUCHAMP, Michel et Thierry Watine, *Médias et milieux francophones*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2006, 296 pages.

BEAUCHEMIN, Jacques, *La société des identités : Ethnique et politique dans le monde contemporain*, Outremont, Québec, Athéna éditions, 2004, 184 pages.

BENZUR, Galit, *The rhetorical construction of knowledge and public opinion : A narrative analysis of American television portrayal of the Intifada*, Eastern Michigan University, 1997, 50 pages.

BERNIER, Marc-François, « Être journaliste en milieu minoritaire : Les défis éthiques de la proximité », dans *Médias et milieux francophones*, Les presses de l'Université Laval, Québec, 2006, pages 115-139.

BERTHIAUME, Pierre, *Le journal piégé ou l'art de trafiquer l'information*, Montréal, Québec, VLB Éditeur, 1981, 195 pages.

BOUCHER, Jacques L. et Joseph Yvon Thériault, *Petites sociétés et minorités nationales : enjeux politiques et perspectives comparées*, Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, 398 pages.

BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision*, Paris, France, Liber-Raisons d'agir, 1996, 95 pages.

BOUTIN, Thérèse, « La radio de Radio-Canada et les minorités francophones : s'adapter...ou se marginaliser », dans *Médias et milieux francophones*, Les presses de l'Université Laval, 2006, pages 159-172.

BRAULT, Pierre, « La presse francophone dans l'Ouest : Son histoire, son influence », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 281-295.

CHAGNON, Patricia et Martin Geoffroy, « L'évolution de la perception d'un média anglophone à propos de la communauté franco-manitobaine : le cas du *Winnipeg Free Press* », Cahiers Franco-canadiens de l'Ouest, Presses universitaires de Saint-Boniface, Manitoba, volume 18, numéro 2, 2006, pages 163-174.

CHARRON, Jean et Jean de Bonville, « Présentation. Journalismes en mutation : Perspectives de recherche et orientation méthodologique », Communication, vol. 17, no. 12, décembre 1996, pages 144-167, version électronique.

CHOMSKY, Noam et Robert W. McChesney, *Propagande, médias et démocratie*, Montréal, Les Éditions Ecosociété, traduit de l'anglais, 2000.

COHEN, Philippe, Élisabeth Lévy, Notre métier a mal tourné. *Deux journalistes s'énervent*, France, Mille et une nuits, département de la Librairie Arthème Fayard, 2008, 232 pages.

COLUZZI, Paolo, *Minority language planning : two case studies from Northern Italy*, University of Bristol, mars 2003, 7 pages, document manuscrit, www.aber.ac.uk/-merwww/images/PaoloColuzziAberystwyth.pdf

CORMACK, Mike, *Developing minority language media studies*, Stirling media research institute, Stirling University, Scotland, 2005, 10 pages, version électronique.

CORMACK, Mike et Niamh Hourigan (eds), *Minority language media concepts, critics and cases studies*, Clevedon (UK) Multilingual Matters Ltd, 2005, 22 pages.

CORRIVEAU, Claire, « Informer ou défendre la cause : le dilemme de la presse franco-manitobaine », dans *Médias et milieux francophones*, Les presses de l'Université Laval, Québec, 2006, pages 47-64.

DALLAS W., Smythe, « Reality as présented by television », Public opinion Quarterly, vol. 18, Été 1954, pages 142-156.

DE LA GARDE, Roger et Denise Paré, « Les médias de communication et le développement des communautés francophones », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 83-131.

DRACHE, Daniel, *Borders matter, homeland security and the search for North America*, Halifax, Nouvelle-Écosse, Fernwood Publishing, 2004, 162 pages.

DUROCHER, Jean-Yves, « Un nouveau regard sur les médias francophones de l'Ouest », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 297-306.

EITEL, Susan et Jennifer Martin, « First-generation female college students' financial litteracy : real and perceived barriers to degree completion », College student Journal, juin 2009, partie B, Vol. 43, issue 2, pp. 616-630, 15 pages

FERENCZI, Thomas, *Que sais-je : le journalisme*, Presses Universitaires de France, Paris, 2007, 127 pages.

FORGUES, Nathalie, *La Liberté*, volume 94, numéro 1, semaine du 4 au 10 avril 2007, « Le mandat de Radio-Canada est sous la loupe du Patrimoine Canadien ».

FORGUES, Nathalie, *La Liberté*, volume 94, numéro 3, semaine du 18 au 24 avril 2007, « La SRC est-elle le reflet des communautés francophones ? »

FLEURY, Maurice et Gabriel Nadon, *La francophonie et ses moyens de développement en matière de communication de masse en territoire canadien*, Rapport de recherche de l'Association canadienne de l'éducation de langue française, Québec, Canada, mai 1979, 308 pages.

GAGNON, Jean, « Un média communautaire à Hearst : La radio de l'Épinette Noire », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 267-271.

GANS, Herbert J., *Deciding what's news : a study of CBS evening news, NBC nightly news, newsweek, and Time*, Northwestern University Press, Evanston, Illinois, 2004, 393 pages.

GAREAU, Laurier, *50 ans de radio : Tant de choses à se dire*, Les Éditions la nouvelle plume, Régina, Saskatchewan, 2002, 253 pages.

GAREAU, Laurier, *Le défi de la radio française en Saskatchewan*, La Société historique de la Saskatchewan, Régina, Saskatchewan, 1990, 226 pages.

GILLMOR, Don et Pierre Turgeon, *Canada : a people's history : volume 1*, Toronto, Ontario, Librairie Nationale, 2002, 306 pages.

GIROUARD, André, « La presse francophone dans le Nord-Est de l'Ontario », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 247-252.

GIROUX, Raymond, « Presse québécoise et presse francophone hors Québec : Les deux solitudes », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 197-201.

GRANT, George, *Est-ce la fin du Canada?*, Québec, Canada, Editions Hurtubise HMH Limitée, 1991, 104 pages.

GRANT, George, *Est-ce la fin du Canada : Lamentation sur l'échec du nationalisme canadien*, Québec, Canada, Editions Hurtubise, HMH Limitée, 1987, 98 pages.

GUYOT, Jacques, « Minority language media & the public sphere », dans Mike Cormack et Niamh Hourigan (eds), Minority language media : concepts, critics and case studies, Clevedon (UK), Multilingual Matters Ltd., 2005.

GUYOT, Jacques, « Languages of minorities, media and public sphere », In Mercator media forum 7, Cardiff, University of Wales Press, 2004, pages 13-28.

GUYOT, Jacques, « Rethinking regional television : Intercultural challenge in the face of media profusion », In Community media in the information age : Perspectives, finding and policy, Nick Jankowski and Dole Prehn (eds), New Jersey City, Hampton Press, 2002, pages 231-245.

GUYOT, Jacques, « Production télévisée et identité culturelle en Bretagne, Galice et Pays de Galles », Klask, No.6, Rennes, 2000, 190 pages, version électronique.

HABERMAS, Jurgen, « The structural transformation of the public sphere », Cambridge, MIT Press, 1989, traduction anglaise de l'œuvre originale parue en Allemagne en 1962.

HARTLEY, Eugène et Ruth Hartley, « The importance and nature of mass communication », dans Charles S. Steinberg, Mass Media and Communication, New York, Hasting House, 1972, 686 pages, (pages 3 à 7).

HARVEY, Fernand, *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, 350 pages.

HAWES, Michael K., « Managing Canada-US relations in difficult times », The American review of Canadian studies, Hiver 2004, pages 593-603.

HUFF, Jayme k., *The influence of media in the disclosure of racial attitude*, University of South Dakoto, 1998, 164 pages.

KEABLE, Jacques, *L'information sous influence : Comment s'en sortir*, Montréal, Québec, VLB Éditeurs, 1985, 229 pages.

LABOSSIÈRE, Gérald, *Rayonnement de la presse et de la radio-télévision de langue française auprès des Canadiens français du Manitoba*, Dissertation présentée à la faculté des sciences sociales, économiques et politiques, Département de sociologie de l'Université de Montréal en vue de l'Obtention de la Maîtrise ès Arts en sociologie, juin 1969, 214 pages.

LAFLAMME, Simon, « Les médias en milieu minoritaire : les rapports entre l'économie et la culture », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 25-35.

LANDRY, Richard, « Évolution historique et contemporaine des médias francophones en Nouvelle-Écosse », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 219-228.

LAVIGNE, Alain, « Hebdos régionaux et médias écrits communautaires au Québec : quelques réflexions sur une adéquation réussie entre les besoins des lecteurs et des anonceurs », dans *Médias et milieux francophones*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, pages 203-219.

LINKON, Sherry, « Class confusions : American media discourse about class », Amerikastudien, J.B. Metzlersche Verlagbuchandlung Stuttgart, vol. 49, no 3, 2001, pages 367-378.

LORD, Marie-Linda, « Les médias acadiens du Nouveau-Brunswick : entre monopole de presse et prise de parole citoyenne », dans *Médias et milieux francophones*, Les presses de l'Université Laval, Québec, 2006, 21-46.

LOSIER, Barbara, « La radio communautaire francophone au Canada : une vue d'ensemble », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 191-196.

LUSIGNAN, Yves, « Grandeur et misère de la presse écrite francophone à l'extérieur du Québec », dans *Médias et milieux francophones*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, pages 89-113.

MAIGRET, Éric, *Sociologie de la communication et des médias*, 2e Édition, Paris, France, Armand Colin, Collection U Sociologie, 2007, 288 pages.

MARTEL, Marcel, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroute du Canada français*, Ottawa, Canada, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, 203 pages.

MARTIN, Valérie, « Crédibles, les journalistes? », Présence magazine, vol. 13, no 98, mai 2004, pages 20-29, version électronique.

MATHIEN, Michel, *Le système médiatique. Le journal dans son environnement*, Hachette (collection Langue, linguistique et communication), Paris, 1989.

MERLER, Grazia, « La radio française en Colombie-Britannique », dans *Culture et littérature francophones de la Colombie-Britannique : du rêve à la réalité*, Ottawa, Canada, Les Éditions David, 2007.

METTELART, Armand, *La mondialisation de la communication*, Reille, Paris, Que sais-je, 1996, 127 pages.

MCKAY, Floyd J., « Canadians vote, Americans observe: media images of 1992 and 1993 », The American review of Canadian studies, Washington, Été/Automne, 1995, vol. 25, Iss 2/3, page 269.

MORIN, Sylvio, « Pratiques journalistiques francophones au Canada », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 177-181.

NEVEU, Erik, *Sociologie du journalisme*, Paris, France, Éditions La Découverte, 2004, 123 pages.

NYHETER, Dagens, Courrier international, No 675, 9 au 15 octobre 2003, page 57.

PAPILLON, Fabris, « La Pratique du journalisme en milieu minoritaire : un regard croisé sur le cas de l'Ontario français », Département d'information et de communication, Faculté des lettres, Université Laval, Québec, nov. 2000, 221 pages.

PÂQUET, Martin, « Contrat de communication et usages du passé : le cas de Radio-Canada Atlantique », dans *Médias et milieux francophones*, Les presses de l'Université Laval, 2006, pages 173-200.

PATTNAYAK, Satya R., *The moral superiority complex in the United States poses a moral dilemma for Canada*, Calgary, Alberta, George Melnyk, 2004, 253 pages.

PICARD, Jean-Pierre, « Le réseau Mercure, un outil télématique pour la presse francophone dans l'Ouest », dans, Institut *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages* québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 307-312.

PORCHER, Louis, *Vers la dictature des médias?*, Paris, Hatier, 1976, 80 pages.

PROULX, Guylaine, « Le rôle de Radio-Canada auprès des communautés francophones du Canada : un entretien avec Florian Sauvageau », dans *Médias et milieux francophones,* Les presses de l'Université Laval, 2006, pages 143-158.

PROULX, Robert, *L'œuvre lyrique de Réjean Ducharme et de Michel Tremblay : une étude statistique et stylistique*, Thèse présentée à l'école des études supérieures, Université d'Ottawa, 1997, 448 pages

PUCHEU, René, *Savoir s'informer : Comment se servir des médias*, Paris, Éditions du Centurion, 1980, 108 pages.

RAÎCHE, Manon, « La presse francophone hors Québec », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 59-74.

RAMONET, Ignacio, *La tyrannie de la communication*, Paris, France, Éditions Galilée, 1999, 2001 pour le chapitre Loft Story, 291 pages.

RAVAULT, René-Jean, « Le paradoxe de l'identité culturelle francophone dans les médias nord-américains », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 37-58.

RICHARD, Paul-Emile, « De l'Evangile à l'Acadie Nouvelle : Problèmes et perspectives de la presse quotidienne en Acadie », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut de recherche sur la culture, 1992, pages 209-218.

RITCHER, Stephan, publisher and Editor-in-chief of the Globalist, Conférence Université du Québec à Montréal, septembre 2003, www.dandurand.uqam.ca/download/compterendus/medias.pdf, avril 2005, 11 pages.

ROUSSEL BEAULIEU, Frédéric, « La production locale en français...Revendiquer la télévision française en Saskatchewan », Revue historique, Société historique de la Saskatchewan, juin 2005, volume 15, numéro 4, 12 pages.

ROUSSEL BEAULIEU, Frédéric, « Enfin la télé en français...Revendiquer la télévision française en Saskatchewan », Revue historique, Société historique de la Saskatchewan, mars 2005, volume 15, numéro 3, 12 pages.

ROUSSEL BEAULIEU, Frédéric, « TV is here...Revendiquer la télévision française en Saskatchewan », Revue historique, Société historique de la Saskatchewan, décembre 2004, volume 15, numéro 2, 12 pages.

ROUSSEL, Wilfred et André Thivierge, « La presse des communautés francophones en période de transition », dans Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 171-176.

SAVAS, Daniel, *Portrait sociologique de la communauté franco-colombienne*, Peira Research, 1988, 80 pages.

SCHELLENBERGER, Gary, *CBC Radio-Canada: Définir la spécificité dans un paysage médiatique en évolution*, Rapport du Comité Permanent du Patrimoine canadien, Chambre des Communes du Canada, février 2008, 224 pages, version électronique, consultée le 7 août 2008.

SCHMITT, John, « NAFTA, The press and public opinion: the effect of increased media coverage on the formation of public opinion », International Journal of Public Opinion Research, 1995, vol. 7, no 2, pages 178-184.

SIEGEL, Arthur, *Politics and the media in Canada*, Deuxième édition, Toronto, McGraw-Hill Ryerson Limited, 1996.

SEGUIN, Maurice, *Histoire de deux nationalisme au Canada*, Québec, Guérin, 1997, 452 pages.

SÉNÉCAL, Michel, *L'espace médiatique : Les communications à l'épreuve de la démocratie*, Montréal, Québec, Éditions Liber, 1995, 252 pages.

SOMERFIELD, Daniel Derrick, *Media representation of white supremacy groups : A content analysis of two Ontario newspapers, 1977 to 1992*, Lakehead University, Canada, 1999, 130 pages.

TAMBORINI, Ron et al., « The color of crime and the court : A content analysis of minority representation on television », Journalism ans Mass Communication Quarterly, automne 2000, vol. 77, no. 3, pages 639-654.

TARDE, G., *L'opinion et la foule*, Paris, PUF (Recherches politiques), 1989.

THIBEAULT, Jean-Luc, « Les médias francophones dans les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 313-319.

TOMLINSON, John, *Globalization and culture*, Chicago, États-Unis, The University of Chicago Press, 1999, 238 pages.

WATINE, Thierry, « Médias acadiens: fondements et limites d'une pratique journalistique militante », Communication, Volume 15, numéro 2, pages 198-221.

WATINE, Thierry, « Pratiques journalistiques en milieu acadien : une tradition militante », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 75-81.

WILHELM, Bernard, « Médias québécois et médias francophones hors Québec : L'Ouest », dans *Médias francophones hors Québec et identité : Analyses, essaies et témoignages*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pages 273-279.

SITES INTERNET

Alliance des radios communautaires du Canada, www.radiorfa.com consulté juillet 2008.

Association de la presse francophone, http://association.apf.ca/ consulté le 7 août 2008.

Commissariat aux langues officielles, http://www.ocol-clo.gc.ca/html/charter_charte_f.php consulté le 11 janvier 2009.

Commissariat aux langues officielles, www.ocol-clo.gc.ca/html/Charter_section_1_charte_f.php consulté le 11 janvier 2009.

Commissariat aux langues officielles, www.ocol-clo.gc.ca/html/vanoc_covan_f.php consulté le 11 janvier 2009.

Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique, communiqué de presse daté du 6 mars 2008, www.csf.bc.ca/nouvelles-blog/?p=21 consulté le 11 janvier 2009.

L'Express du Pacifique, http://fr.wikipedia.org/wiki/L'Express_du_pacifique consulté le 7 août 2008.

Le Franco, http://www.lefranco.ab.ca/HTML/historiq.htm consulté le 7 août 2008.

Radio-Canada, cbc.radio-canada.ca/historique/index.shtml consulté le 11 janvier 2009.

Société franco-manitobaine, www.franco-manitobain.org consulté le 13 janvier 2009.

Statistique Canada, www12.statcan.ca/français/census06/analysis/language/transfer.cfm consulté en Septembre 2008.

SCHWARZ, Coulange Méroné, Université d'État d'Haïti, www.memoireonline.com/05/09/2092/m_De-la-representation-du-français-et-du-creole-dans-le-cinema-haiumltien-le-cas-du-film-barika19.html , chapitre 4.7, consulté juin 2009

Université Laval, www.cefan.ulaval.ca/franco/my_html/LALONDE.html__ consulté automne 2008.

Université Laval, www.cefan.ulaval.ca/franco/my_html/LALONDE.html consulté automne 2008.

Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/WASP consulté en août, 2008.

Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_sur_la_langue_officielle_(Qu%c3%A9bec) consulté en août 2008.

ENTREVUE

MARTINEAU, Pierre, entrevue concernant la différence entre population francophone et communauté francophone, octobre 2008.

ANNEXE 1

CBC Radio-Canada

Le 20 août 2007

Madame Patricia Chagnon
Vancouver

Madame,

La présente vous autorise à consulter les archives des bulletins de nouvelles de la radio dans l'Ouest canadien de 1995 jusqu'en 2007 et ce pour des fins de recherche dans le cadre de votre programme de maîtrise en études canadiennes. Cette autorisation est sujette aux conditions suivantes :

1) Il est interdit de rediffuser, en tout ou en partie, les contenus auxquels vous aurez accès pour vos fins de recherche;
2) Il est entendu que vous aviserez au préalable la direction de l'Ouest de Radio-Canada de toute intention de rendre public ou de publier des conclusions tirées à ce sujet dans votre mémoire ;
3) À la conclusion de vos travaux, vous devrez soumettre un exemplaire de votre mémoire à la direction de Radio-Canada dans l'Ouest.

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer avec les responsables des archives dans chacune des régions de l'Ouest pour l'obtention des contenus et des documents qui seront nécessaires pour votre recherche. Il est entendu que vous devrez assumer tous les coûts de reproduction ou de doublage qui seraient nécessaires pour avoir accès à ces bulletins.

Je tiens à vous souhaiter bon succès dans votre recherche et votre rédaction de mémoire.

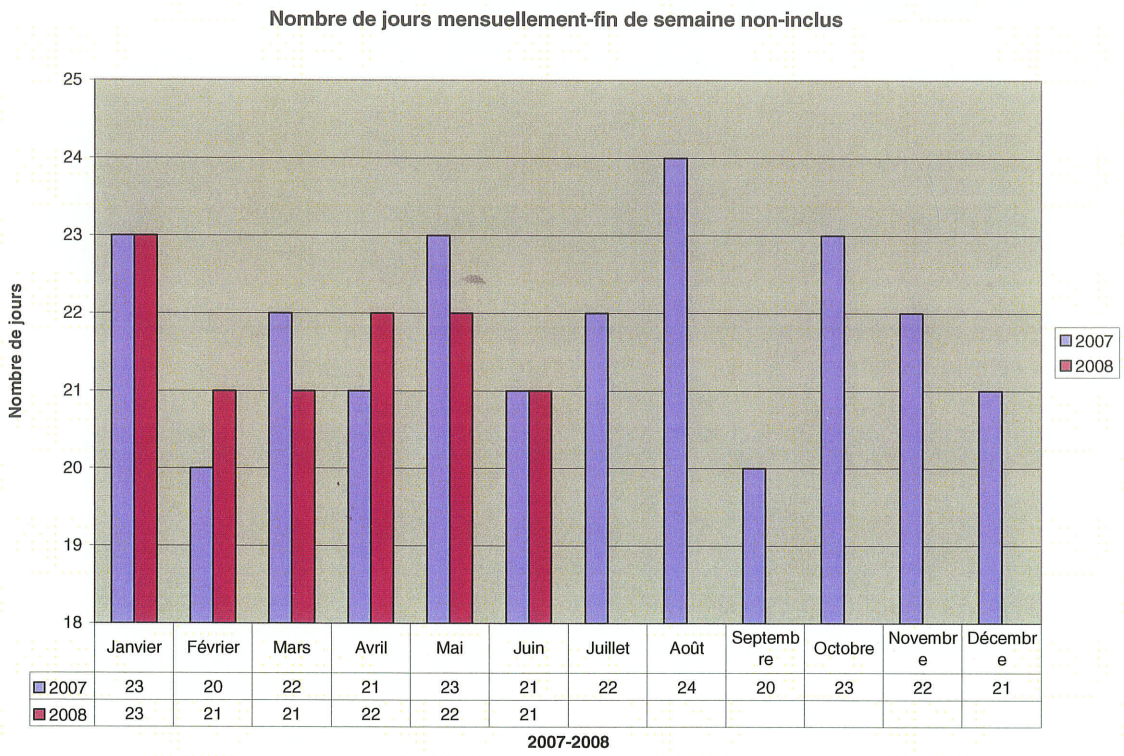
Le directeur de Radio-Canada,
Ouest du Canada

René S. Fontaine

René Fontaine

Cc Médiathécaires de l'Ouest
Chefs des Services français dans l'Ouest

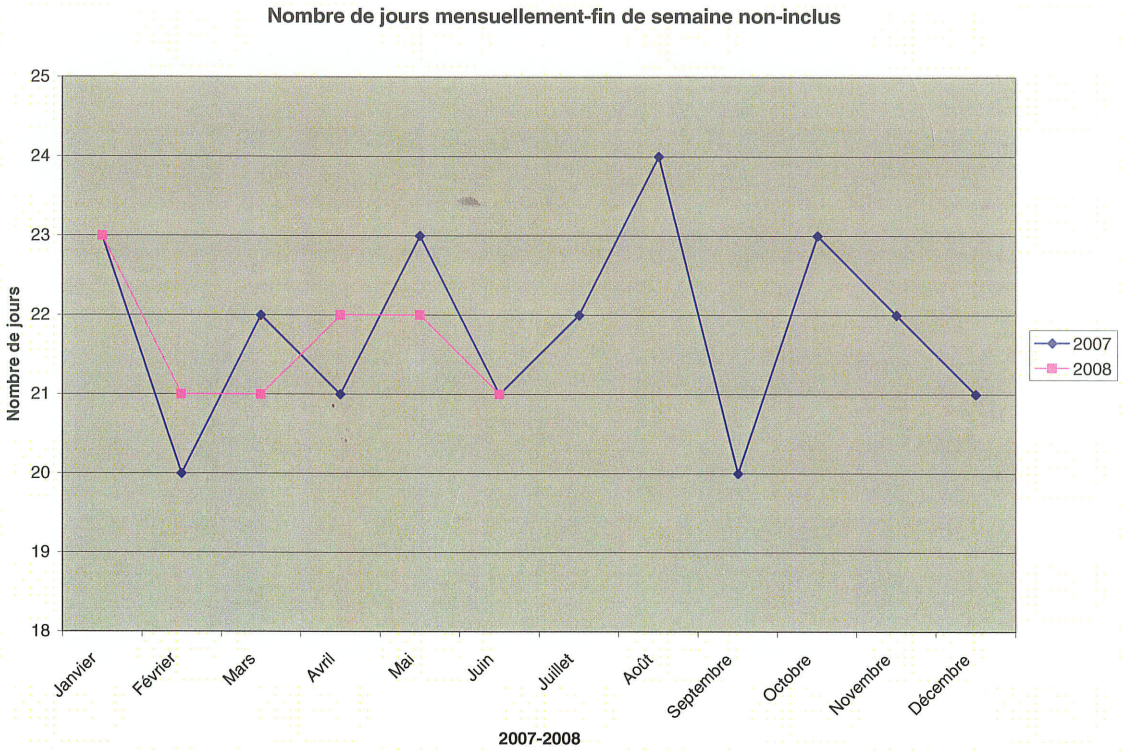
ANNEXE 2



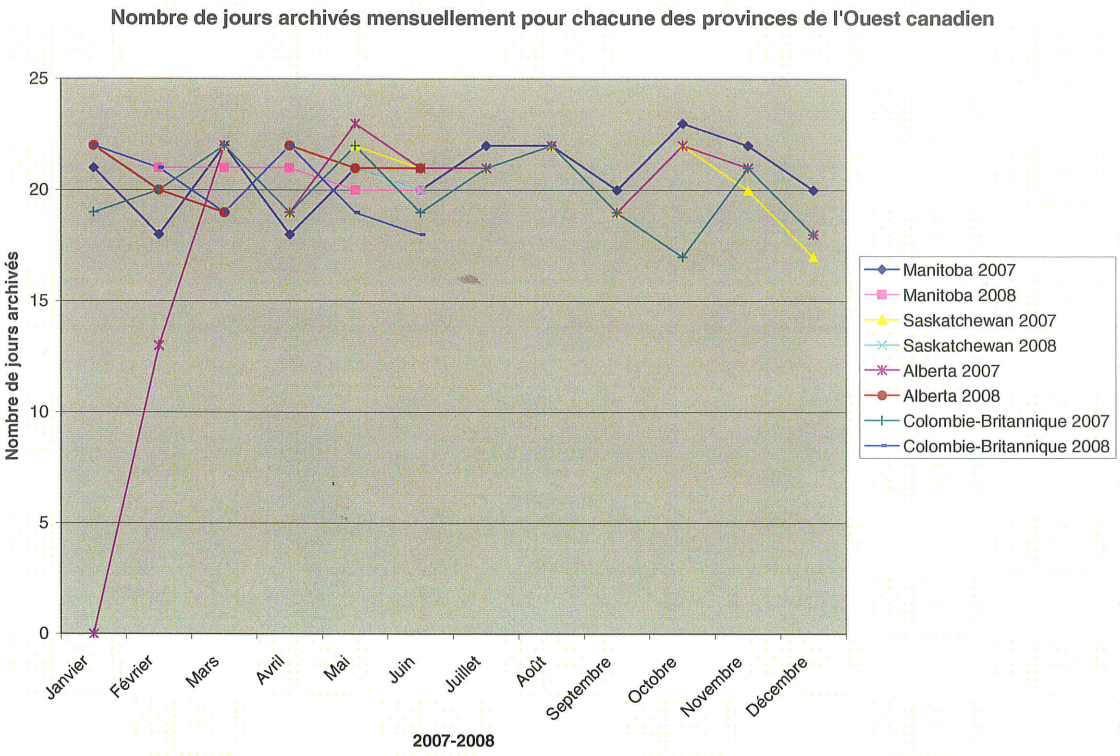
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2007	23	20	22	21	23	21	22	24	20	23	22	21
2008	23	21	21	22	22	21						

2007-2008

ANNEXE 3


Nombre de jours mensuellement-fin de semaine non-inclus
Nombre de jours
25
24
23
22
21
20
19
18
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre
2007-2008
2007
2008

ANNEXE 4


Nombre de jours archivés mensuellement pour chacune des provinces de l'Ouest canadien
Nombre de jours archivés
25
20
15
10
5
0
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre
2007-2008
Manitoba 2007
Manitoba 2008
Saskatchewan 2007
Saskatchewan 2008
Alberta 2007
Alberta 2008
Colombie-Britannique 2007
Colombie-Britannique 2008

ANNEXE 5

Nombre de jours archivés mensuellement pour chacune des provinces de l'Ouest Canadien

	Mb.		Sk.		Ab.		C.-B.	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Janvier	21	22	22	22	0	22	19	22
Février	18	21	20	20	13	20	20	21
Mars	22	21	22	19	22	19	22	19
Avril	18	21	19	22	19	22	19	22
Mai	21	20	22	21	23	21	22	19
Juin	20	20	21	20	21	21	19	18
Juillet	22		21		21		21	
Août	22		22		22		22	
Septembre	20		19		19		19	
Octobre	23		22		22		17	
Novembre	22		20		21		21	
Décembre	20		17		18		18	
Total	249	125	247	124	221	125	239	121

*Mars 2007, Août 2007, Janvier 2008 : même nombre de jours archivés

ANNEXE 6

Organisation de l'échantillon d'archive

Manitoba 2007

12 juillet 2007	6h30	7h30	8h30	12h	17h
	5	5	5	8	6

-Le commissaire aux langues officielles offre 30 recommandations au Fédéral quant aux lacunes repérées dans 4 secteurs= Santé Canada, Anciens Combattants, GRC et Services correctionnels. *tc+15 sec

17h (5e)-*Noyade GRC* *tc +16+18sec*

17h (3e)-*Financement fédéral aux entrepreneurs francophones du Manitoba et aux entrepreneurs bilingues* *tc+31 sec*

-Financement fédéral aux entrepreneurs francophones du Manitoba et aux entrepreneurs bilingues **Converse*

17h (2e)-Le *commissaire aux langues officielles offre 30 recommandations au Fédéral quant aux lacunes repérées dans 4 secteurs* **topo 1 :25*

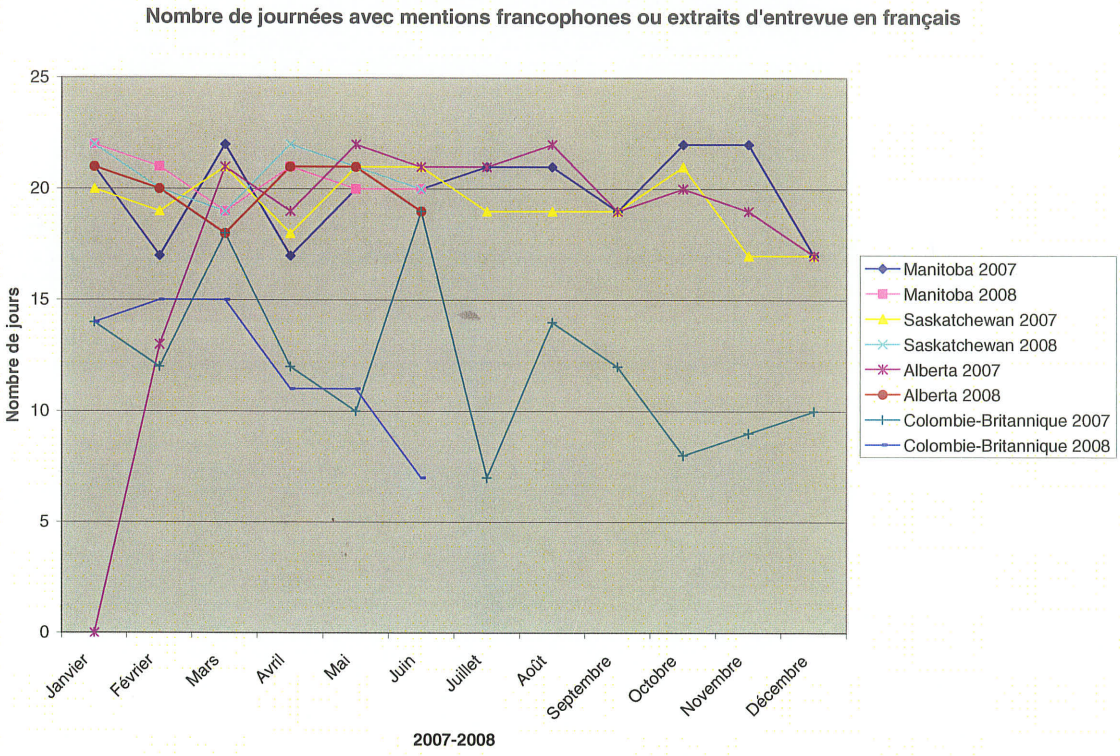
12h (6e)-6h30 (2e)-*Nouvelles règles de lutte contre la maladie de la vache folle* *tc+18*

12h (5e)-6h30 (4e)-*Des scientifiques se trouvent dans la mer de Beaufort dans l'Arctique :Étude sur les effets des changements climatiques sur l'écosystème marin* *tc+31*

7h30 (4e)-6h30 (3e)-*Une commission de police est demandée* *tc+43*

*tc : texte accompagné d'un clip ou d'un extrait d'entrevue
*converse : conversation en direct sur la nouvelle
*topo : reportage

ANNEXE 7


Nombre de journées avec mentions francophones ou extraits d'entrevue en français
Nombre de jours
25
20
15
10
5
0
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre
2007-2008
Manitoba 2007
Manitoba 2008
Saskatchewan 2007
Saskatchewan 2008
Alberta 2007
Alberta 2008
Colombie-Britannique 2007
Colombie-Britannique 2008

ANNEXE 8

Nombre de journées avec mention francophone ou extrait d'entrevue en français

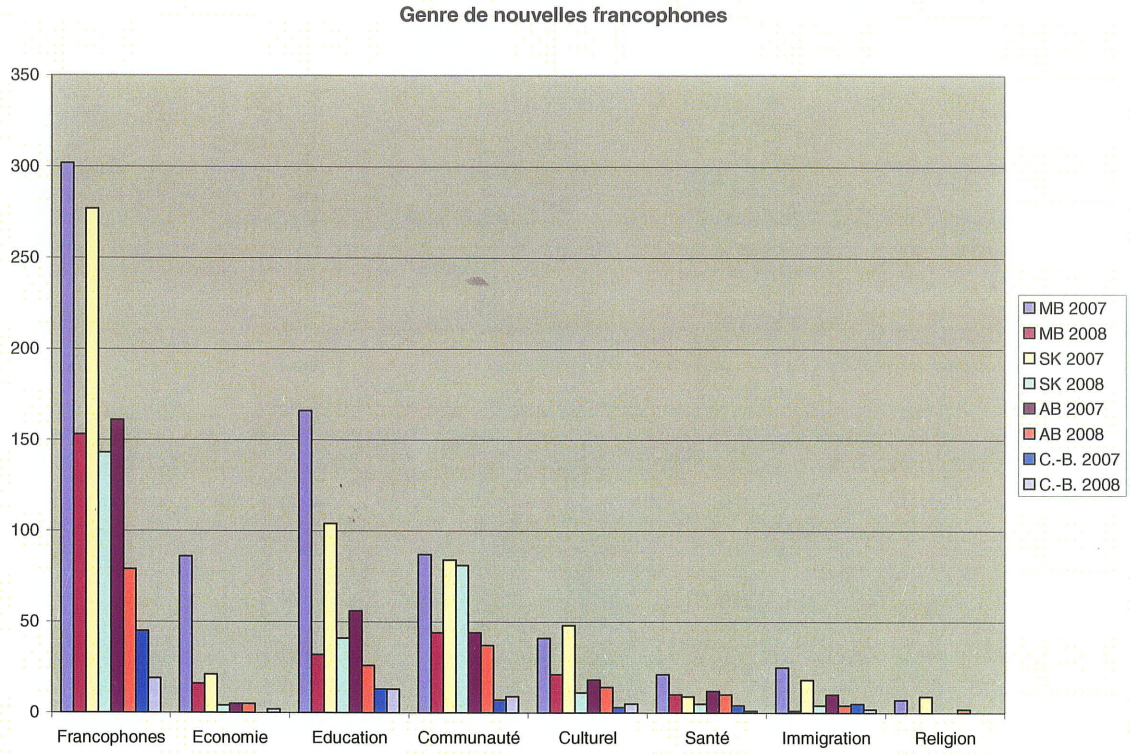
	MB		SK		AB		C-B	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Janvier	21	22	20	22	0	21	14	14
Février	17	21	19	20	13	20	12	15
Mars	22	19	21	19	21	18	18	15
Avril	17	21	18	22	19	21	12	11
Mai	20	20	21	21	22	21	10	11
Juin	20	20	21	20	21	19	19	7
Juillet	21		19		21		7	
Août	21		19		22		14	
Septembre	19		19		19		12	
Octobre	22		21		20		8	
Novembre	22		17		19		9	
Décembre	17		17		17		10	
Total	239	123	232	124	214	120	145	73

ANNEXE 9

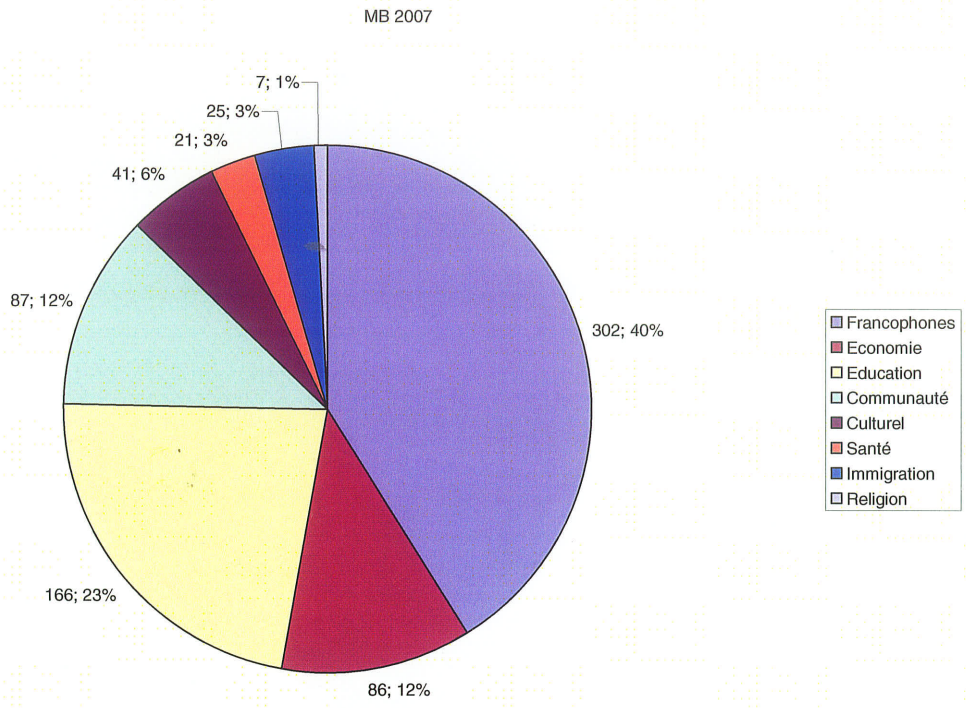
Nombre de nouvelles avec mention francophone ou extrait d'entrevue en français

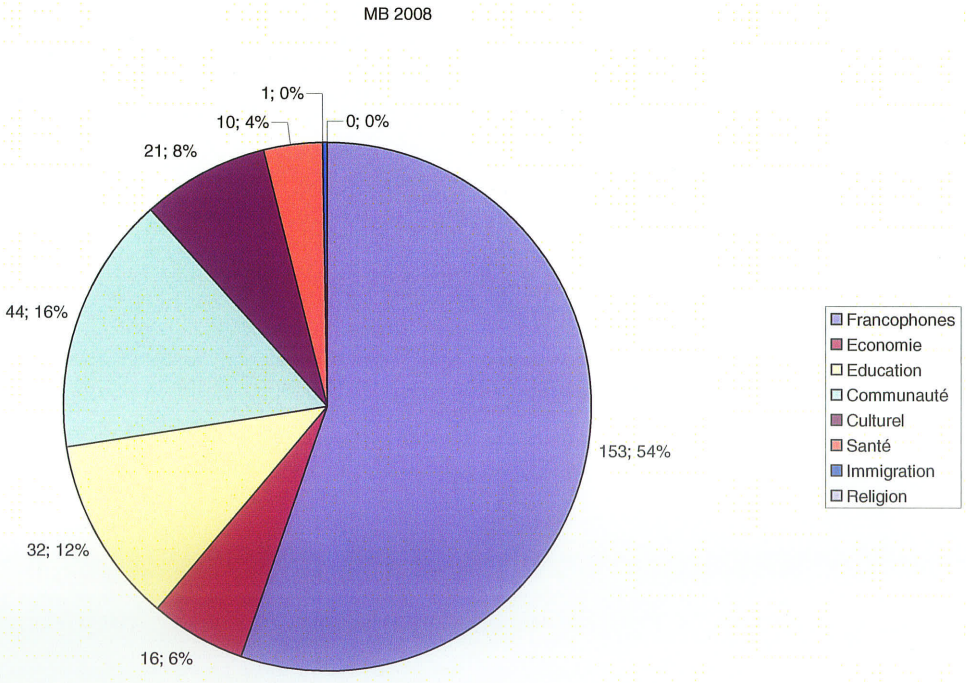
	MB		SK		AB		C.-B.	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Janvier	153	152	82	86	0	56	23	20
Février	161	96	73	63	45	45	20	22
Mars	194	82	97	72	83	61	23	17
Avril	117	125	74	87	74	49	23	14
Mai	91	107	78	89	78	64	18	15
Juin	116	75	95	61	63	65	37	8
Juillet	113		82		56		9	
Août	83		67		68		23	
Septembre	142		79		52		21	
Octobre	142		56		50		11	
Novembre	138		59		41		12	
Décembre	140		79		54		13	
Total	1590	637	921	458	664	340	233	96

ANNEXE 10

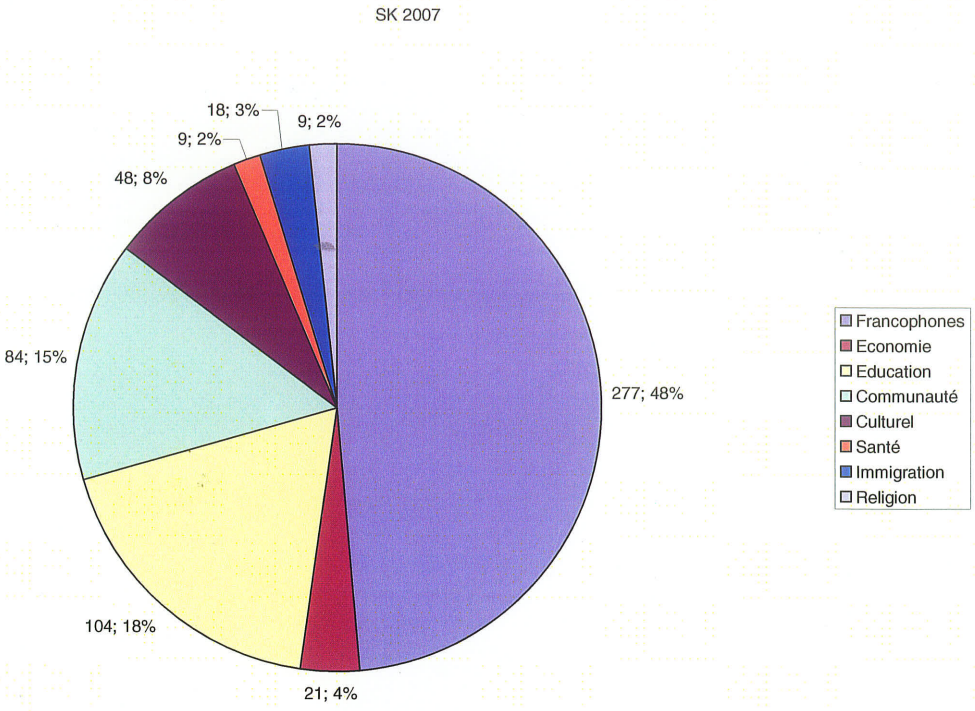

Genre de nouvelles francophones
350
300
250
200
150
100
50
0
Francophones
Economie
Education
Communauté
Culturel
Santé
Immigration
Religion
MB 2007
MB 2008
SK 2007
SK 2008
AB 2007
AB 2008
C.-B. 2007
C.-B. 2008

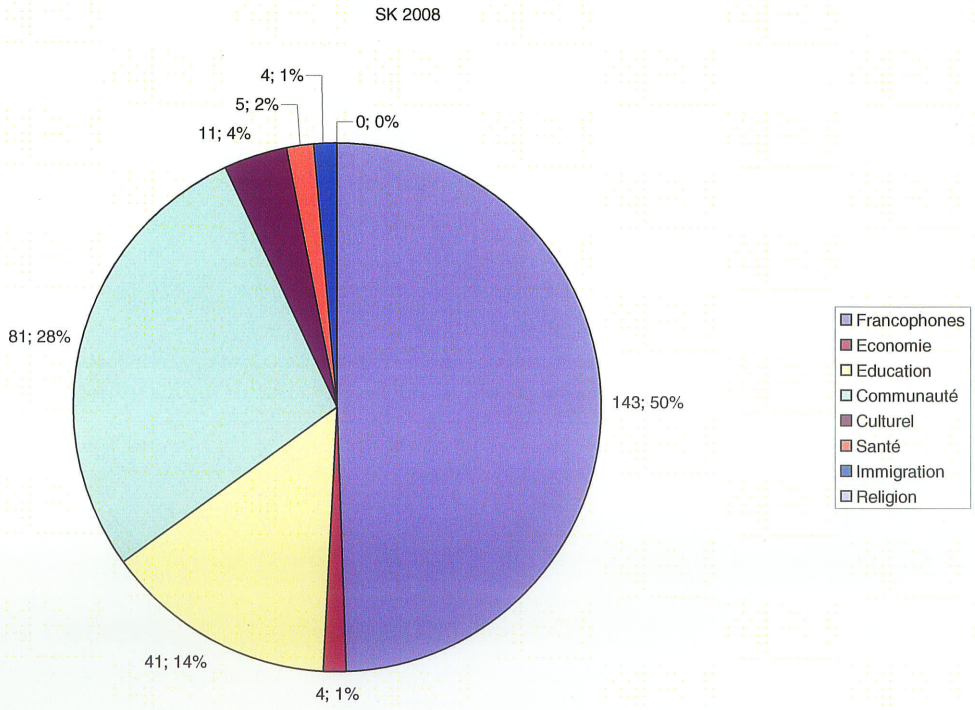
ANNEXE 11
Genre de nouvelles francophones : MANITOBA





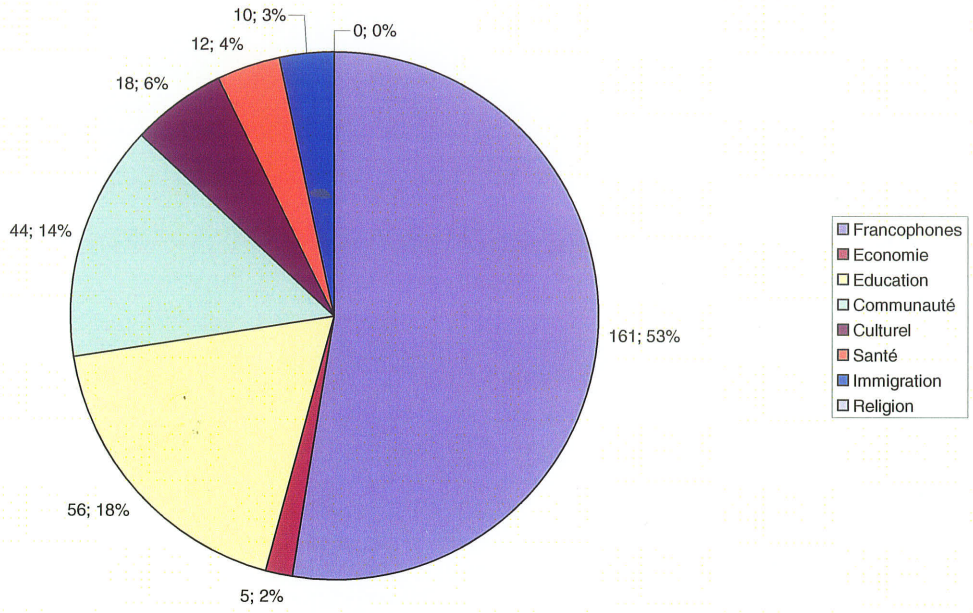
ANNEXE 12
Genre de nouvelles francophones : SASKATCHEWAN



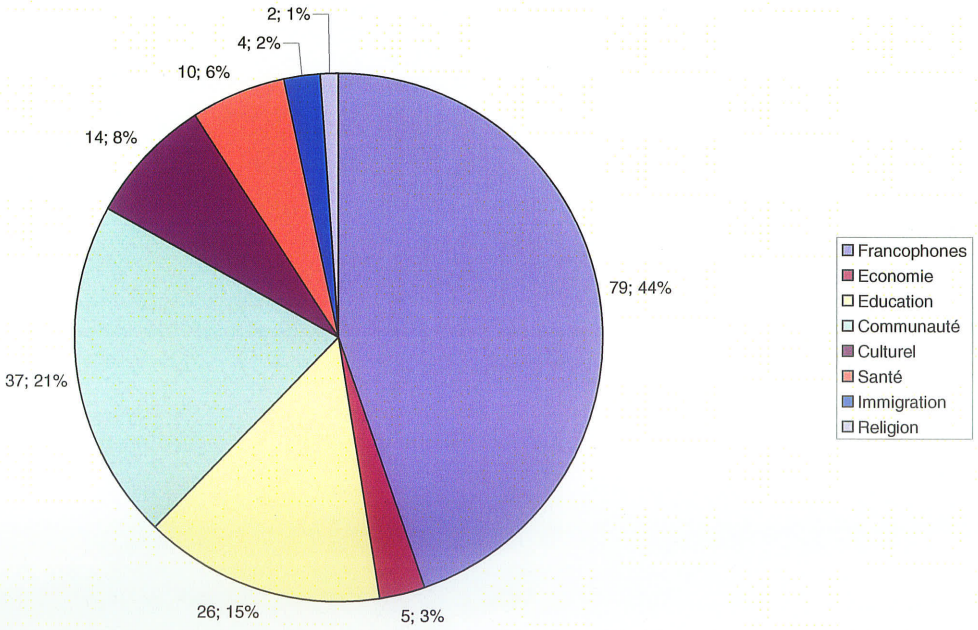


ANNEXE 13
Genre de nouvelles francophones : ALBERTA

AB 2007



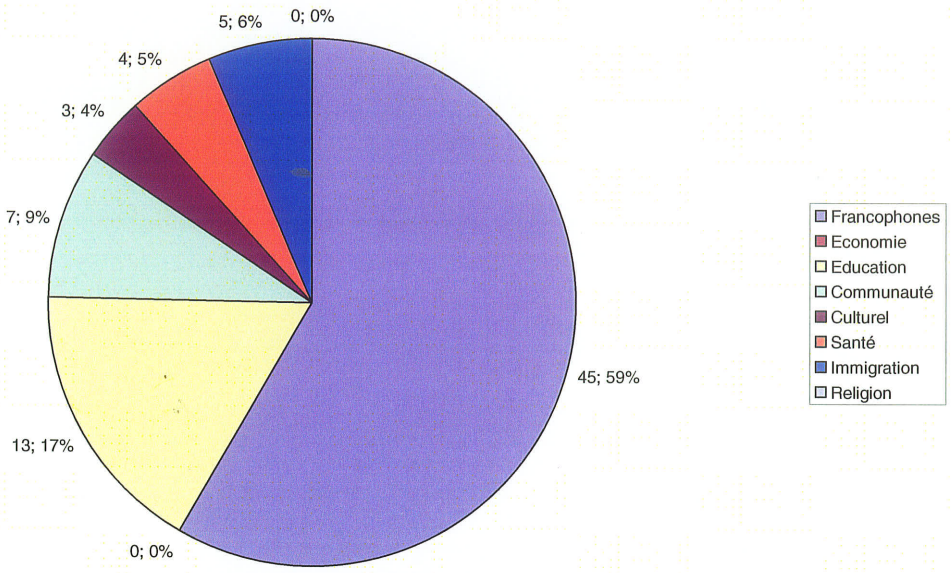
AB 2008



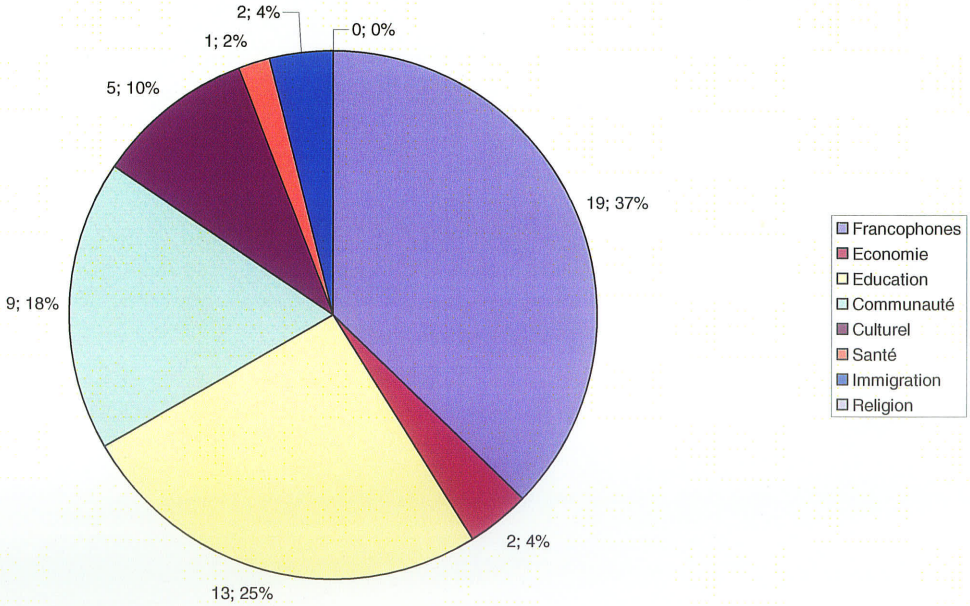
ANNEXE 14

Genre de nouvelles francophones : COLOMBIE-BRITANNIQUE

C.-B. 2007



C.-B. 2008



ANNEXE 15

Genre de nouvelles francophones- Manitoba

	Franco	Écono	Édu.	Comm.	Culturel	Santé	Immigration	Religion
Janvier 2007	23	4	13	7	8	1	6	0
2008	32	1	10	2	5	0	0	0
Février 2007	13	16	31	6	12	9	0	0
2008	29	1	3	9	5	3	0	0
Mars 2007	30	19	27	4	4	0	2	0
2008	24	9	1	14	1	0	1	0
Avril 2007	28	21	12	6	1	1	1	1
2008	23	1	3	8	2	2	0	0
Mai 2007	27	3	9	10	1	0	4	0
2008	22	4	10	8	6	5	0	0
Juin 2007	19	5	8	6	3	1	1	0
2008	23	0	5	3	2	0	0	0
Juillet 2007	16	6	2	3	0	0	1	0
2008								
Août 2007	21	0	9	2	4	0	0	0
2008								
Septembre 2007	39	3	12	13	4	0	7	0
2008								
Octobre 2007	21	0	18	13	0	0	0	6
2008								
Novembre 2007	22	3	8	6	3	8	0	0
2008								
Décembre 2007	43	6	17	11	1	1	3	0
2008								
Total 2007	302	86	166	87	41	21	25	7
Total 2008	153	16	32	44	21	10	1	0

ANNEXE 16

Genre de nouvelles francophones- Saskatchewan

	Franco	Écono	Édu.	Comm.	Culturel	Santé	Immigration	Religion
Janvier 2007	30	3	11	4	4	0	2	0
2008	29	0	5	26	1	0	1	0
Février 2007	28	4	9	9	6	2	0	3
2008	18	0	8	16	1	1	0	0
Mars 2007	48	2	7	6	7	0	0	3
2008	30	1	6	14	1	1	0	0
Avril 2007	22	2	10	6	12	0	1	0
2008	23	2	11	8	0	1	3	0
Mai 2007	15	0	14	7	3	2	0	0
2008	21	1	9	7	2	1	0	0
Juin 2007	29	1	10	11	6	0	0	1
2008	22	0	2	10	6	1	0	0
Juillet 2007	17	3	0	7	2	2	5	0
2008								
Août 2007	10	4	9	2	7	0	1	2
2008								
Septembre 2007	15	1	14	11	0	1	6	0
2008								
Octobre 2007	19	0	5	5	0	1	1	0
2008								
Novembre 2007	20	0	7	5	0	1	2	0
2008								
Décembre 2007	24	1	8	11	1	0	0	0
2008								
Total 2007	277	21	104	84	48	9	18	9
Total 2008	143	4	41	81	11	5	4	0

ANNEXE 17

Genre de nouvelles francophones- Alberta

	Franco	Écono	Édu.	Comm.	Culturel	Santé	Immigration	Religion
Janvier 2007	-	-	-	-	-	-	-	-
2008	8	0	1	4	0	1	0	0
Février 2007	5	0	5	8	7	2	0	0
2008	7	2	2	0	3	5	0	0
Mars 2007	18	3	9	9	4	3	1	0
2008	22	2	5	4	2	0	0	0
Avril 2007	26	0	7	4	3	0	1	0
2008	11	1	5	5	4	1	3	2
Mai 2007	30	0	7	3	1	0	4	0
2008	12	0	6	14	2	3	1	0
Juin 2007	12	0	7	3	1	0	1	0
2008	19	0	7	10	3	0	0	0
Juillet 2007	5	2	0	0	0	1	0	0
2008								
Août 2007	15	0	5	2	1	0	0	0
2008								
Septembre 2007	12	0	6	3	0	0	1	0
2008								
Octobre 2007	10	0	3	6	1	0	0	0
2008								
Novembre 2007	9	0	0	4	0	1	2	0
2008								
Décembre 2007	19	0	7	2	0	5	0	0
2008								
Total 2007	161	5	56	44	18	12	10	0
Total 2008	79	5	26	37	14	10	4	2

ANNEXE 18

Genre de nouvelles francophones- Colombie-Britannique

	Franco	Écono	Édu.	Comm.	Culturel	Santé	Immigration	Religion
Janvier 2007	1	0	1	0	0	0	0	0
2008	7	0	3	1	0	0	0	0
Février 2007	1	0	0	0	0	0	0	0
2008	1	1	6	2	1	1	2	0
Mars 2007	11	0	2	0	0	0	0	0
2008	4	0	1	2	0	0	0	0
Avril 2007	3	0	2	1	0	0	1	0
2008	0	0	2	1	0	0	0	0
Mai 2007	6	0	1	1	0	0	1	0
2008	5	1	0	0	2	0	0	0
Juin 2007	3	0	0	2	2	2	0	0
2008	2	0	1	3	2	0	0	0
Juillet 2007	1	0	0	0	0	0	0	0
2008								
Août 2007	0	0	0	0	0	0	0	0
2008								
Septembre 2007	6	0	3	1	0	0	2	0
2008								
Octobre 2007	3	0	1	0	0	1	0	0
2008								
Novembre 2007	4	0	2	1	1	1	1	0
2008								
Décembre 2007	6	0	1	1	0	0	0	0
2008								
Total 2007	45	0	13	7	3	4	5	0
Total 2008	19	2	13	9	5	1	2	0

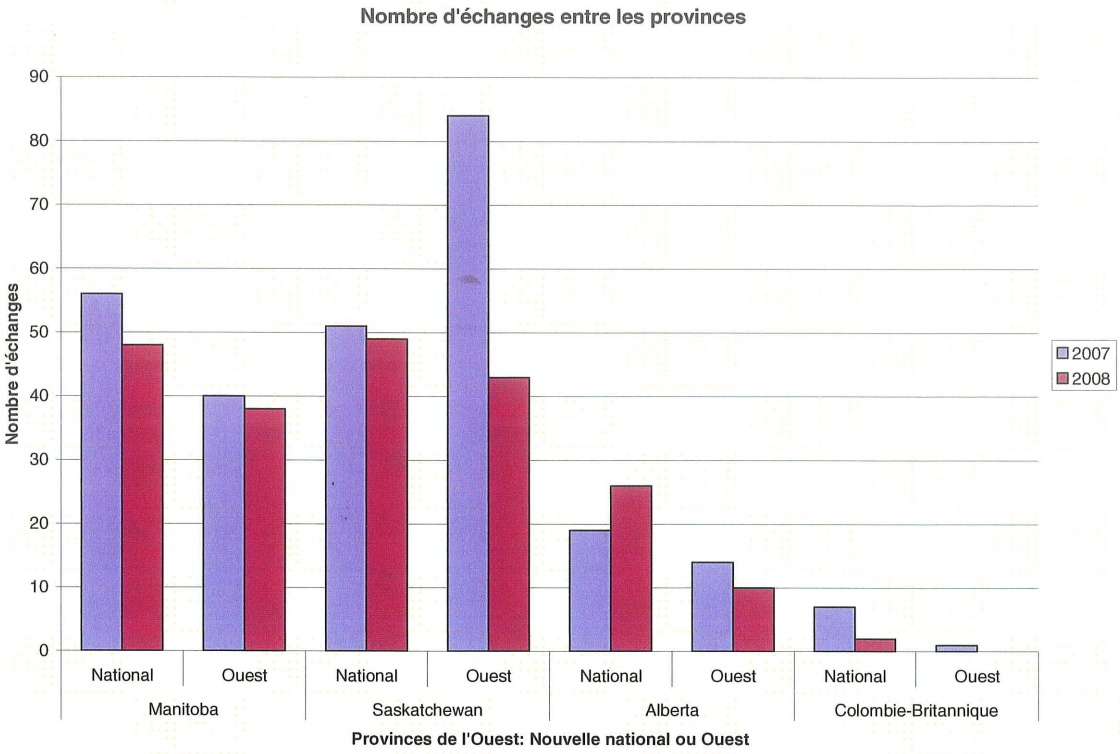
ANNEXE 19

Nombre de nouvelles générales, francophones (communauté) et culturelles

	MB		SK		AB		C-B	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Janvier : *générales*	89	101	28	26	0	43	21	9
francophones	57	46	50	59	0	13	2	11
culturelles	7	5	4	1	0	0	0	0
Février : *générales*	71	45	19	19	18	26	19	9
francophones	77	46	48	43	20	16	1	12
culturelles	13	5	6	1	7	3	0	1
Mars : *générales*	108	32	28	19	35	23	10	10
francophones	82	49	62	52	44	36	13	7
culturelles	4	1	7	1	4	2	0	0
Avril : *générales*	47	87	21	39	32	20	16	12
francophones	69	36	40	48	39	25	7	2
culturelles	1	2	13	0	3	4	0	0
Mai : *générales*	37	56	36	49	32	26	10	7
francophones	53	45	40	38	45	36	8	6
culturelles	1	6	2	2	1	2	0	2
Juin : *générales*	67	43	35	20	40	26	28	0
francophones	46	31	54	35	22	36	7	6
culturelles	3	1	6	6	1	3	2	2
Juillet : *générales*	84		48		48		8	
francophones	28		32		8		1	
culturelles	1		2		0		0	
Août : *générales*	47		32		45		23	
francophones	32		28		22		0	
culturelles	4		7		1		0	
Septembre : *générales*	68		31		30		10	
francophones	71		47		22		11	
culturelles	3		1		0		0	
Octobre : *générales*	82		25		29		6	

francophones	60		31		20		5	
culturelles	0		0		1		0	
Novembre : *générales*	82		24		26		2	
francophones	53		35		15		9	
culturelles	3		0		0		1	
Décembre : *générales*	56		34		26		6	
francophones	83		44		28		7	
culturelles	1		1		0		0	

ANNEXE 20


Nombre d'échanges entre les provinces
Nombre d'échanges
90
80
70
60
50
40
30
20
10
0
2007
2008
National
Ouest
Manitoba
Saskatchewan
Alberta
Colombie-Britannique
Provinces de l'Ouest: Nouvelle national ou Ouest

ANNEXE 21

Nombre d'échanges entre les provinces

	MB		SK		AB		C.-B.	
	National	Ouest	National	Ouest	National	Ouest	National	Ouest
Janvier 2007	3	1Sk	9	2Yuk 5Mb 1C-B 2Ab	-	-	0	0
2008	8	1Ab 2 Sk 1 Ouest	6	4Mb 4Ab 2C-B	1	1Qc 2Sk	0	0
Février 2007	8	1Ab	1	3Ab 2C-B 1Qc 1Mb	1	0	0	0
2008	6	1Qc 4Ab 2Sk	5	1C-B 1Ont 4Ab 2Mb	4	0	0	0
Mars 2007	1	1C-B 1Ouest 1Ab	7	2C-B 3Mb 6Ab 1N-B	0	1C-B 1Mb	1	0
2008	6	7Ouest 1CB 5Ab 1Sk	10	3Mb 3Ab	4	1Sk	1	0
Avril 2007	1	1Ont 1Ab 1Sk	4	6Ab 1Yuk 1Mb	4	1Yuk	1	0
2008	8	1Ab 1N-B 3Ont	6	2Sk 4Mb 1Ab 1C-B 1Ont	5	1Sk 1N-B	0	0
Mai 2007	14	1Ont 1C-B 1Ab	3	3Ab 1C-B	7	2N-E 1C-B 1Ont 1Yuk	1	0
2008	11	2C-B 2Ont	11	2C-B 2Mb 4Ab	4	1Ont	2	0
Juin 2007	6	1Ab 4Sk	5	4C-B 2Ab	1	3Sk 1C-B	0	0

		1C-B 2Ont		3Mb 1Sk				
2008	9	2Sk 1N- 1Nunavu	11	1Mb 1Ab	8	2Sk 1Nun	1	0
Juillet 2007	3	4Sk 3Ab	1	3Ab 1Mb	0	1Mb	0	0
2008								
Août 2007	2	1Ab 1N-B 2Sk	1	1Ab	1	0	0	0
2008								
Septembre 2007	2	4Sk 1Ab 2Ouest	3	6Mb 1C-B 1Ab 1Yuk	0	0	1	1Qc
2008								
Octobre 2007	4	1Ab 1Sk 1C-B	2	1C-B 1Ab	0	0	0	0
2008								
Novembre 2007	4		7	3Mb 2Ab 1C-B	0	0	1	0
2008								
Décembre 2007	8		8	7Mb 2Ab 1C-B 1Ont	5	1C-B	0	0
2008								
Total 2007	56	40	51	84	19	14	7	1
Total 2008	48	38	49	43	26	10	2	0